

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LES ÉTOILES FILANTES DU PARTI RÉPUBLICAIN : LES REPRÉSENTANTS
GARY A. FRANKS ET JULIUS CAESAR WATTS FACE AUX POLITIQUES DE
DISCRIMINATION POSITIVE

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR

AMÉLIE ESCOBAR

MAI 2017

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier en premier lieu, mon directeur de mémoire, Frédérick Gagnon pour sa patience, sa disponibilité, ses conseils avisés et sa rigueur académique ; ainsi que mon codirecteur Greg Robinson pour sa précise contribution à ce long processus.

Je souhaite également remercier la Chaire Raoul-Dandurand, en particulier : Alexandre Alaoui, Aurélie Allain, Gwenola Appéré, Vincent Boucher, Francine Chalifoux, Marilyne Choquette-Landry, Christophe Cloutier, Charles-Philippe David, Astrid Ellefsen, Caroline Leprince, Véronique Pronovost, Élisabeth Vallet. Ce fut un véritable privilège et honneur de faire partie de cette grande famille. Mes expériences en tant que chercheure et coordonnatrice de l'Observatoire sur les États-Unis ont été déterminantes, tant dans mon parcours académique, que pour mon avenir professionnel. Je tiens à souligner la générosité et le soutien que m'a témoigné l'équipe tout au long de ces années.

Je tiens également à souligner le soutien indéfectible de mes amis, en particulier Jennifer Landry mais aussi et surtout de mon compagnon de vie depuis presque 10 ans, Cédrick Guilbert qui a su m'accompagner dans cette épreuve malgré les années m'encourageant à me dépasser toujours plus. Je remercie également, mais deux plus beaux cadeaux nés durant ce long parcours académique, Lindell 5 ans, fier de dire que sa maman « raconte des histoires sur les États-Unis », et Adaell, 8 mois dont les sourires à répétition adoucissent les longues journées d'écriture.

Je remercie ma famille, mon frère Jérôme Escobar et ma belle sœur Emily Döhler-Knox, mon beau-père Jean-François Hejl qui ont toujours cru en moi. Roland Denis qui a fortement contribué à développer mon intérêt pour les études supérieures.

Enfin, j'accorde une mention toute spéciale à ma maman, qui représente mon modèle de force, d'amour et de détermination; et qui m'a encouragée à aller au bout de mes ambitions.

DÉDICACE

À ma mère

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES ET TABLEAUX.....	viii
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES.....	ix
RÉSUMÉ.....	x
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE 1	
CADRE CONCEPTUEL : LES ENTREPRENEURS AU CONGRÈS.....	16
1.1 Revue de la littérature.....	16
1.1.1 Le conservatisme aux États-Unis.....	17
1.1.2 Le conservatisme noir aux États-Unis.....	23
1.1.2.1 Racines historiques.....	23
1.1.2.2 La question raciale au cœur des premières revendications.....	24
1.1.2.3 L'avènement du néoconservatisme noir.....	26
1.2 Les approches analytiques.....	29
1.2.1 L'American Political Development.....	29
1.2.1.1 La question raciale et l'APD.....	32
1.2.2 Les entrepreneurs au Congrès.....	35
1.3 Méthodologie.....	38
1.3.1 Les représentants noirs républicains au Congrès.....	39

1.4 Présentation de l'enjeu des mesures de discrimination positive (Affirmative Action).....	40
1.4.1 Contexte historique.....	41
1.4.2 Reagan et les mesures de l’Affirmative Action.....	45
1.4.3 Clinton et les mesures de l’Affirmative Action.....	46

CHAPITRE 2

GARY FRANKS : L’ENTREPRENEUR FRUSTRÉ.....	49
2.1 Mise en contexte : une éducation construite autour des valeurs conservatrices.....	49
2.2 Un agenda politique fidèle à la plateforme du parti.....	52
2.3 Être Noir et conservateur : une aubaine politique ?.....	57
2.3.1 L’espoir de l’establishment républicain.....	57
2.3.2 L’enjeu sensible de l’Affirmative Action.....	60
2.3.3 Une stratégie entrepreneuriale défailante.....	66
2.4 Conclusion : un bilan mitigé.....	73

CHAPITRE 3

JULIUS CAESAR (J.C.) WATTS : L’ENTREPRENEUR PRAGMATIQUE....	78
3.1 Mise en contexte : une éducation construite autour des valeurs conservatrices.....	79
3.1.1 What color is a conservative ?.....	82
3.2 Un agenda politique fidèle à la plateforme du parti.....	86
3.3 Être Noir et conservateur : une aubaine politique ?.....	91
3.3.1 L’espoir de l’establishment républicain.....	91

3.3.2 L'enjeu sensible de l’Affirmative Action.....	97
3.3.3 Une stratégie entrepreneuriale pragmatique et efficace	99
3.4 Franks vs. Watts.....	108
3.5 Conclusion : un bilan positif.....	111
CONCLUSION.....	115
ANNEXE 1.....	123
ANNEXE 2.....	126
BIBLIOGRAPHIE.....	133

LISTE DES FIGURES ET TABLEAUX

Figure	Page
1.1 Évolution de l'opinion publique concernant les mesures de préférences raciales 1970-1994.....	68

Tableaux	Page
1.1 Activité législative de Gary Franks.....	52
1.2 Activité législative de J.C. Watts.....	87
1.3 Nature du vote des Représentants Gary Franks et J.C. Watts sur certains enjeux clefs	119

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

AA	Affirmative Action
AAAED	American Association for Access Equity and Diversity
APD	American Political Development
CBC	Congressional Black Caucus
EEOC	Equal Employment Opportunity Commission
GOP	Grand Old Party
JCPES	Joint Center for Political and Economic Studies
NAACP	National Association for the Advancement of Colored People
USCCR	United States Commission on Civil Rights
WASP	White Anglo-Saxon Protestant

RÉSUMÉ

Ce mémoire s'intéresse aux stratégies entrepreneuriales employées par deux élus Noirs conservateurs au Congrès des États-Unis (Gary Franks et J.C. Watts) face à l'enjeu sensible des politiques de discrimination positive. Il vise à démontrer que les leaders du Parti républicain cherchent à instrumentaliser ces élus au statut particulier de « Noir conservateur » afin de les transformer en parfaits soldats de la cause conservatrice, chargés de séduire les minorités. L'objectif de notre recherche est double : démontrer que les conservateurs noirs défendent un agenda politique proche des conservateurs modernes, puis faire ressortir les éléments qui illustrent les stratégies principalement législatives employées par les représentants Gary Franks et J.C. Watts à l'endroit des politiques de l'*Affirmative Action* (AA).

En premier lieu, nous utiliserons l'approche de l'étude du développement américain (APD) afin d'identifier les périodes clefs de l'histoire américaine qui ont engendré des transformations majeures des politiques susmentionnées. Cela nous permettra de comprendre pourquoi cet enjeu continue de diviser l'opinion publique. En effet, s'attaquer aux mesures de discrimination positive constitue un risque politique majeur, compte tenu du symbole historique qu'elles représentent, en particulier pour les Afro-Américains.

En second lieu, une attention particulière sera accordée au rôle que jouent les facteurs idéologiques dans la dynamique entrepreneuriale dans laquelle s'engagent les représentants sélectionnés face aux politiques de discrimination positive. En effet, l'élite politique noire conservatrice qui émerge à partir des années 1980 prend le contre-pied du schéma de pensée libéral fortement ancré au sein de la communauté noire depuis les années 1960. Ainsi, marginalisés par leur propre communauté, ils suscitent la curiosité des médias et l'intérêt des leaders du parti républicain.

Ainsi, ce mémoire cherche à combler un vide sur le sujet et démontre que les représentants se sont emparés d'un agenda politique imposé par les leaders du *Grand Old Party* (GOP), qui cherchent à éliminer les politiques préférentielles du paysage politique. Accusées de renforcer le sentiment de victimisation des Noirs, ces mesures alimenteraient une forme de discrimination inversée envers les Blancs, attisant les animosités entre les communautés ethniques. Gary Franks se fait l'avocat d'une approche radicale visant l'abolition progressive de ces mesures. Conscient de l'importance historique que cet enjeu constitue pour la communauté noire, J.C. Watts, quant à lui, reste pragmatique et préconise le maintien du statu quo.

Mots clés: États-Unis, conservatisme américain, conservatisme noir, Affirmative Action, Parti républicain, entrepreneur, Gary Franks, J.C. Watts, APD, Congrès

INTRODUCTION

«Twenty years ago, President Lyndon Johnson spoke at Howard University and said, ``We shall overcome.'' Twenty years later, the civil rights policies of President Ronald Reagan are saying, ``We shall overturn.'' »

Jesse L. Jackson, 19 mai 1985

Les tumultes des années 1960¹ ont engendré l'apparition de nouveaux enjeux, qui vont profondément bouleverser la société américaine. Cette victoire apparente des valeurs progressistes va permettre une radicalisation du discours conservateur qui prendra sa maturité politique dans les années 1980 avec la présidence Reagan, qui a su convaincre les Américains que désormais, le Parti démocrate était à côté des valeurs américaines². Le Parti républicain³ est ainsi parvenu à représenter le conservatisme montant chez bon nombre d'Américains en mettant l'accent sur des enjeux sociaux comme la prière à l'école, l'obscénité et l'avortement (Carter, 1999, p. 80).

Le climat politique des années 1980-1990 est très conservateur. La présidence Reagan symbolise le retour aux valeurs familiales traditionnelles, mais aussi et surtout, une lutte sans précédent contre le gouvernement fédéral. Reagan donne le ton dans son discours inaugurant son premier mandat en affirmant que, non seulement, le gouvernement fédéral ne peut en aucun cas pallier les inégalités socioéconomiques, mais il serait la source des problèmes :

¹ Assassinats de John F. Kennedy et de Martin Luther King, émeutes liées aux luttes pour les droits civiques, etc.

² Cela sous-entend que dans les années 1960 le Parti démocrate est devenu le parti des Noirs, des homosexuels, des pauvres, les défenseurs d'une plus grande dépense dans la bureaucratie et d'un gouvernement fédéral fort.

³ Le parti républicain est aussi couramment appelé *Grand Old Party* (GOP). Nous utiliserons les deux appellations en alternance afin d'alléger notre texte.

[...] These United States are confronted with an economic affliction of great proportions. [...] In this present crisis, government is not the solution to our problem; government is the problem. [...] We are a nation that has a government – not the other way around. [...] It is my intention to curb the size and influence of the federal establishment and to demand recognition of the distinction between the powers granted to the Federal Government and those reserved to the States or to the people. (Reagan, 1981)

Le discours de Reagan parviendra à séduire une partie de l'élite afro-américaine qui va développer une nouvelle forme de conservatisme noir, appelé « néoconservatisme » (Lacan, 2004, p. 2)⁴. Depuis lors, la sur-médiatisation de ces personnalités politiques permet de rendre compte de l'intérêt du sujet, en raison de ce sentiment communément admis que conservatisme et Afro-Américain sont des termes antinomiques. En instrumentalisant des valeurs que valorisent bon nombre d'Afro-Américains comme la place de la religion dans la société, l'opposition à l'avortement et aux droits des homosexuels, l'avancée socioéconomique par le mérite personnel – des élites politiques noires conservatrices parviennent à sensibiliser une partie de l'électorat à leurs idées. Ceci justifie en partie la pérennité de la pensée noire conservatrice, sa prédominance sur la scène publique ; et rend compte de son pouvoir d'attraction. En effet, ce courant véhicule l'idée que les Noirs sont les propres architectes de leur destin, idée qui séduit de plus en plus les Afro-Américains. Beaucoup souhaitent rompre avec l'idée de victimisation de la communauté noire, image déshonorante et destructrice, associée à la période de revendications sociales des années 1960 et aux luttes qui ont permis l'avènement d'une citoyenneté de plein droit avec le passage du *Civil Rights Act* en 1964 et le *Voting Rights Act* en 1965.

⁴ Il ne faut pas confondre ici le néoconservatisme noir utilisé pour désigner le conservatisme noir contemporain des années post mouvement pour les droits civiques des années 1960, en rupture avec le conservatisme noir dit « classique » de la période pré droits civiques, avec le néoconservatisme en politique étrangère. Les Noirs conservateurs dits « classiques » de la première moitié du siècle, s'opposaient aux mouvements de protestations, car ils craignaient de renverser le fragile équilibre existant entre les Noirs et les Blancs. Dans le cadre de notre analyse, les termes de « conservateurs noirs/Noirs conservateurs » et « néoconservateurs » seront utilisés de manière interchangeable afin d'alléger notre texte.

Afin de favoriser l'accès à l'égalité des chances pour les minorités, des mesures de discrimination positive⁵ seront mises en place par les administrations Johnson et Nixon. Grâce à ces dispositions, le pourcentage d'Afro-Américains appartenant à la classe moyenne va quadrupler en l'espace de 40 ans, passant de 13,4% en 1960 à 51% au début du XXI^e siècle (USCCR, 2005 p. 24). Les conservateurs noirs considèrent que ces mesures engendrent une forme de discrimination inversée nuisible à l'avancée socioéconomique de leur communauté⁶.

Dans le cadre de notre recherche, nous avons constaté que la plupart des écrits consacrés aux conservateurs noirs s'intéressent davantage aux pères spirituels, aux élites intellectuelles et politiques qu'aux élus⁷. En effet, il est davantage question dans cette littérature de tenter d'appréhender le conservatisme noir comme étant un courant annexe au conservatisme contemporain aux États-Unis, plutôt que de s'intéresser aux actions concrètes réalisées par certains représentants de ce courant, en l'occurrence les élus au Congrès. Ils font pourtant partie des acteurs qui contribuent à dessiner les contours de la politique américaine au sein des institutions politiques du pays.⁸

⁵ Les termes de discrimination positive et d'*Affirmative Action* seront utilisés en alternance afin d'alléger notre texte.

⁶ En effet, le recours aux politiques préférentielles visant à favoriser notamment l'embauche des femmes et des minorités sur le marché de l'emploi, suscite une certaine frustration auprès d'une partie de la communauté blanche. De nouvelles formes de pratiques discriminatoires comme des différences de salaires, un accès plus difficile à des postes à responsabilités pour les bénéficiaires de l'*Affirmative Action*, sont parfois utilisées.

⁷ Bien que notre liste de lecture ne soit pas exhaustive, nous faisons référence ici aux auteurs incontournables sur le sujet : Christopher Alan, Bracey (2008). *Saviors or Sellouts. The Promise and Peril of Black Conservatism, from Booker T. Washington to Condoleezza Rice*. Boston : Beacon Press, 264 p ; Peter, Eisenstadt (dir) (2000). *Black Conservatism : essays in intellectual and political history*. New York : Routledge, 328 p ; Melissa Victoria, Harris- Lacewell (2004). *Barbershops, bibles and bet: everyday talk and black political thought*. New York : Princeton University Press, 368 p ; Michael, Ondaatje (2010). *Black Conservative Intellectuals in Modern America*. Philadelphie : University of Pennsylvania Press, 244 p ; Michel, Christophe (2005). *Le conservatisme politique noir dans l'Amérique contemporaine*, s.d :Lulu.com Éditions, 224 p ; Michael C., Dawson (2001). *Black visions: the roots of Contemporary African-American political ideologies*. Chicago : University of Chicago Press, 410 p.

⁸ Le choix de nos études de cas sera détaillé dans la partie consacrée à l'élaboration de la problématique et de la thèse.

Il est donc pertinent de s'intéresser à ces nouvelles élites politiques en analysant la nature de leur entrepreneuriat politique. Cela suppose entre autre, de mettre en évidence les moyens tant législatifs que non législatifs auxquels ils ont recours, afin d'influencer à la fois les débats et les législations relatives aux mesures de discrimination positive; mais également les électeurs de leur propre communauté qui continuent de soutenir massivement les démocrates. Cette tâche se révèle ardue puisqu'ils militent activement pour limiter la taille et le rôle du gouvernement fédéral, faisant la promotion de coupures budgétaires dans des programmes sociaux chers aux Afro-Américains.

Problématique et thèse

La question de la taille du gouvernement, mais aussi et surtout son rôle dans la gestion des programmes sociaux, était au cœur des préoccupations durant les présidences républicaines de Reagan et de George H. Bush, son successeur. Lors de l'arrivée au pouvoir de Bill Clinton en 1992, les républicains étaient décidés à imposer leur plateforme politique axée principalement sur la réduction de la taille et une redéfinition du rôle du gouvernement, une diminution des impôts, ainsi que des coupures dans les programmes sociaux, notamment ceux qui visaient à promouvoir les droits des minorités ethniques, comme les mesures de discrimination positive (*Affirmative Action*)⁹. C'est donc à partir de la présidence Reagan que nous allons

⁹ Les politiques de discrimination positive ou *Affirmative Action* sont des mesures phares de la « Grande société » de Johnson qui font suite au vote du *Civil Rights Act* et le *Voting Rights Act* en 1964 et 1965. Il s'agit d'un ensemble de politiques mises en œuvres afin de favoriser l'égalité des chances entre tous les citoyens. Elles se concentrent essentiellement sur les questions de l'accès à l'emploi et à l'éducation. Toutefois, pour éviter toute controverse que susciterait l'instauration de quotas, l'administration Nixon en 1973, publie un mémo à destination des instances gouvernementales qui établit clairement que les stratégies d'embauche à privilégier sont celles qui visent un objectif d'inclusion et de diversité à long terme. À contrario, toutes pratiques instaurant des mesures de quotas sont prohibées (American Association for Access, Equity and Diversity (AAAED) (2015). « More History of Affirmative Action Policies From The 1960S ». Récupéré de : http://www.aaed.org/aaed/History_of_Affirmative_Action.asp, consulté le 13 août 2016.

consacrer notre analyse, puisqu'elle marque de manière significative l'avènement sur la scène publique et politique d'une élite noire conservatrice.

À ce sujet, un des éléments brièvement énoncés dans la littérature sur notre sujet concerne l'évolution des revendications des Afro-Américains depuis l'avènement des droits civiques. Katherine Tate, dans son ouvrage, s'interroge sur les effets des changements politiques instaurés après les mouvements des droits civiques sur le comportement électoral, les objectifs politiques ainsi que sur l'orientation idéologique des Noirs (Tate, 1994, p. 3). Le passage de ces lois a permis aux Afro-Américains de faire entendre leur voix afin de faire évoluer les législations. Cependant, il semblerait qu'aujourd'hui, les Noirs soient plus divisés politiquement que durant la période pré-mouvements. Les Afro-Américains sont désormais unis par la race mais divisés par la classe (Tate, 1994, p. 33).¹⁰ Cet accroissement de la classe moyenne afro-américaine, l'émergence de nouveaux enjeux considérés comme plus préoccupants¹¹ que les droits civiques auprès de la communauté et enfin, la médiatisation des élites politiques noires conservatrices, laissent entrevoir le potentiel politique du courant noir conservateur. Ainsi, un des objectifs principaux ayant orienté nos lectures était donc de comprendre l'émergence et la place du conservatisme noir post mouvement pour les droits civiques au sein du courant hétérogène qu'est le conservatisme américain.

Ces mesures sont une réponse aux luttes pour les droits civiques des années 1960. Le président Kennedy fut le premier à utilisé le terme d'«*Affirmative Action*» dans le cadre d'un ordre exécutif visant à éviter toute forme de discrimination à l'embauche dans le secteur public peu importe le sexe, l'origine ethnique ou la couleur de peau. Cet ordre exécutif est à l'origine de la création du comité présidentiel sur l'égalité des opportunités face à l'emploi, plus connu aujourd'hui en tant que *Equal Employment Opportunity Commission* (EEOC). Une présentation plus détaillée de l'*Affirmative Action* sera proposée dans le premier chapitre.

¹⁰ Entre 1960 et 1980, la part de la classe moyenne noire au sein de la communauté passe de 16 à 30%.

¹¹ L'émergence et la croissance de la nouvelle classe moyenne noire soulèvent de nouveaux enjeux comme la pauvreté, les politiques sociales, le chômage, l'éducation et la drogue. La question des droits civiques demeure un agenda dit « symbolique ».

Cette évolution majeure dans les préoccupations politiques des Afro-Américains issus de la génération post-droits civiques ayant bénéficié pour beaucoup des politiques de l'*Affirmative Action*, souligne la pertinence de s'intéresser, dans le cadre de notre mémoire, au rôle joué par les élus noirs conservateurs au Congrès dans l'orientation des débats sur cet enjeu sensible aux États-Unis surtout depuis les années 1980, qui est la discrimination positive.

Bien que le nombre d'élus noirs républicains au Congrès depuis 1964 soit très faible, nous avons quand même effectué une sélection parmi ces individus, afin de nous consacrer sur la période temporelle 1991-2003 (du 102^e au 107^e Congrès) pour trois raisons. D'abord, comme nous l'avons mentionné précédemment, cette ère post-reaganienne est une époque charnière qui sera le théâtre de la résurgence des valeurs conservatrices. Ensuite, des projets de réformes d'envergure des mesures de l'*Affirmative Action* seront lancés en 1991 et 1996, justifiant la pertinence du thème abordé. Enfin, deux représentants noirs républicains Gary A. Franks (représentant du 5^e district du Connecticut de 1991 à 1997) ; et Julius Caesar Jr. Watts (représentant du 4^e district de l'Oklahoma de 1995 à 2003) symbolisent l'espoir du Parti républicain, tant pour mener à bien la guerre contre ces programmes de discrimination positive, que pour aller séduire l'électorat afro-américain. Le profil de ces personnalités est très intéressant, car ce sont les premiers noirs conservateurs élus au Congrès de l'ère post-reaganienne. De plus, ils représentent une frange de la société américaine que le parti républicain peine à séduire – à savoir les minorités ethniques. À ce titre, ils constituent des atouts de poids que le GOP cherchent à faire valoir¹².

¹² En parvenant à séduire une partie de l'électorat afro-américain, le Parti républicain parviendrait à redorer l'image du parti, très souvent accusé de faire preuve de passivité vis-à-vis des discours et comportements racistes. Cela permettrait également au parti, de légitimer leur offensive contre les mesures de l'*Affirmative Action*. En ayant recours à des figures politiques issues des minorités ethniques, pour véhiculer le message affirmant que les mesures de discrimination positive sont en réalité une forme de discrimination inversée envers les Blancs, cela permet de rejoindre les attentes des électeurs Blancs conservateurs qui constituent la base électorale du Parti, tout en faisant preuve d'ouverture.

Ainsi, nous tenterons de répondre à la question suivante : Quelle est la nature de l'entrepreneuriat politique dont usent les élus noirs conservateurs au Congrès pour tenter d'influencer les débats sur les mesures de discrimination positive aux États-Unis ? Pour répondre à cette question, nous nous intéresserons également aux facteurs idéologiques motivant ces élus à agir et à faire la promotion de coupures budgétaires dans les programmes sociaux, particulièrement ceux favorisant leur propre communauté ethnique. Pour mener à bien notre étude, nous nous attarderons sur la période post-mouvement pour les droits civiques, qui est une époque charnière pour l'avènement du conservatisme noir contemporain s'inscrivant en rupture avec les politiques libérales des démocrates. En effet, bon nombre de conservateurs noirs affirment que ces politiques favorisent le sentiment de dépendance de la communauté noire aux politiques gouvernementales¹³.

L'objectif de notre mémoire sera double. D'une part, comme nous le verrons dans le cadre de notre développement, il est couramment admis que les Afro-Américains sont de fait affiliés au Parti démocrate, puisqu'il leur a permis l'obtention de la citoyenneté de plein droit avec les mesures adoptées durant la présidence de Johnson. Les Noirs qui affichent leur appartenance au Parti républicain sont de fait stigmatisés, marginalisés et considérés comme étant des conservateurs à part. Or, nous démontrerons que ce mouvement s'inscrit largement dans la lignée de la pensée conservatrice contemporaine aux États-Unis. Ainsi, le terme de « conservatisme noir » est davantage utilisé pour renforcer la singularité de l'étiquette politique de leur représentant que pour souligner leurs particularismes idéologiques¹⁴. D'autre part, afin de mieux comprendre l'agenda politique de cette élite politique particulière, nous

¹³ De plus, l'émergence d'une nouvelle classe moyenne afro-américaine, attachée aux valeurs familiales traditionnelles, fait des Noirs un public de plus en plus sensible aux discours conservateurs.

¹⁴ En tant que Noirs républicains conservateurs, ils contreviennent au principe voulant que l'identité de groupe prévale sur l'idéologie auprès de la communauté noire.

analyserons la nature entrepreneuriale de deux jeunes représentants au Congrès sur la question de la discrimination positive¹⁵.

L'originalité de notre approche se situe dans l'étude d'acteurs spécifiques comme les élus noirs républicains au Congrès. Cette analyse jusqu'ici négligée permettra de mieux comprendre l'émergence du conservatisme noir aux États-Unis et son potentiel politique. Nous défendrons donc que les élus noirs conservateurs, bien qu'en nombre restreint, ne constituent pas un bloc monolithique et usent de différentes stratégies, davantage législatives que non législatives pour tenter d'orienter non seulement le processus législatif mais également leurs électeurs. Nous démontrerons également dans notre recherche que le soutien de certains Noirs pour le Parti républicain s'explique en grande partie par l'association de deux éléments principaux. D'une part, ils partagent des convictions idéologiques¹⁶ très fortes envers certaines valeurs conservatrices défendues par le parti. D'autre part, des éléments propres au contexte politique national renforcent leur affiliation partisane. Durant la présidence Clinton, les deux représentants seront de fervents défenseurs des mesures comprises dans la plateforme politique «*Contract with America*». Tout comme les leaders du GOP, Gary Franks et J.C. Watts s'inscrivent dans la continuité de la pensée reaganienne souhaitant notamment réduire la taille et le rôle du gouvernement fédéral. Ils valorisent la réussite par le mérite personnel et souhaitent abolir les programmes sociaux faisant la promotion de l'ascension socioéconomique des femmes et des minorités ethniques par le biais de mesures de préférences raciales (*Affirmative*

¹⁵ Il nous semble pertinent de nous concentrer sur l'analyse des membres du Congrès puisque ces derniers sont les porte-paroles des intérêts de leurs électeurs auprès du gouvernement fédéral. Pour remplir leur fonction, et s'ils souhaitent conserver leur siège, ils doivent composer avec des caractéristiques qui sont propres à leur État et circonscription (composition de la population, activité économique, etc.). Ce sont autant de critères qui vont contribuer à façonner les stratégies d'influence des élus.

¹⁶ Un attachement aux valeurs familiales traditionnelles, la volonté de parvenir à une réussite socio-économique par le mérite personnel, la volonté de sortir de cette victimisation de la communauté noire, etc.

Action). L'abolition de ces politiques est un des éléments au cœur de la plateforme politique des conservateurs dès le début des années 1990.

Ainsi, nous affirmerons que les leaders du Parti républicain cherchent à instrumentaliser ces élus, en raison de leur statut particulier de « Noirs conservateurs », afin de les transformer en parfaits soldats de la cause conservatrice, chargés de séduire les minorités. Lorsqu'en 1994, la Cour Suprême rend l'arrêt *Adarand Constructors, Inc. vs. Peña*¹⁷, les républicains voient une opportunité de profiter des divisions au sein de l'opinion publique à l'endroit des mesures de l'*Affirmative Action*, pour déployer leur stratégie visant l'abolition de ces politiques. Dès lors, Gary Franks et J.C. Watts acceptent de devenir les figures de proue de cette offensive politique. Or, les deux représentants sont sans cesse tiraillés entre leurs convictions idéologiques conservatrices, leur ambition politique, les attentes de leur électorat respectif et enfin, le poids que le GOP fait peser sur leurs épaules. Héritant d'un enjeu qui n'est pas prioritaire au sein de leurs agendas politiques à leur arrivée au Capitole, les deux représentants tentent tout de même avec plus ou moins de succès, de se positionner en tant qu'entrepreneurs législatifs afin de répondre aux attentes du parti. Face au succès relatif de leurs stratégies entrepreneuriales, les deux représentants font preuve d'une certaine mauvaise foi (Franks) et de fatalisme (Watts) en tenant le Parti républicain pour grand responsable de leurs infortunes.

¹⁷ Cet arrêt stipule que les programmes fédéraux faisant la promotion des mesures de préférences demeurent constitutionnels à condition que leur objectif soit de mettre fin aux pratiques de discrimination : «the Supreme Court held that a federal affirmative action program remains constitutional when narrowly tailored to accomplish a compelling government interest such as remedying discrimination». (AAAED (20015). *Op. cit*)

L'importance du rôle des législateurs

Les membres du Congrès participent étroitement à la gouverne du pays. Ils jouissent d'une grande autonomie et indépendance, surtout si la majorité partisane du Congrès ou de l'une de ses chambres est opposée au parti du président. Par le biais de différentes activités¹⁸, les représentants et sénateurs ont régulièrement l'occasion de contrôler la présidence (Corbo et Gagnon, 2011, p.270). Les élus représentent leurs électeurs auprès de l'appareil gouvernemental¹⁹. Les membres du Congrès ne sont pas tenus, en théorie à une discipline de parti, ce qui leur permet de voter contre une proposition soutenue par leur propre famille politique si elle porte préjudice aux intérêts ou aux préoccupations de leurs électeurs. En outre, ils doivent également composer avec les groupes d'intérêt importants qui constituent une source d'appui politique et financier de premier ordre. Par conséquent, les élus sont souvent davantage les représentants de certains intérêts économiques, professionnels, sociaux, que ceux de leurs électeurs en général. Au moment de voter sur certains projets de lois, les parlementaires doivent tenir compte dans leur stratégie électorale et législative, des exigences souvent contradictoires de leur parti, de leurs électeurs et de groupes d'intérêts qui composent leur électorat (Corbo et Gagnon, 2011, p.269).

Afin de tenter d'influencer le plus possible le processus législatif, en devenant un entrepreneur²⁰, le sénateur ou représentant s'engage personnellement dans les grands dossiers d'intérêt national et met un point d'honneur à l'exercice de son travail

¹⁸ Introduction et proposition de projets de lois, de budgets, de traités, de nominations, etc.

¹⁹ Cela signifie qu'ils incarnent des intérêts différenciés selon les caractéristiques de la région, de la population et de l'économie propres à leur base électorale. Ainsi, les élus de certains États comptent parmi leurs électeurs, une forte proportion de personnes âgées, d'Afro-Américains, etc. De même, ils proviennent d'États où dominent des types spécifiques d'activités économiques et/ou d'industries. Afin de remplir leur mandat de représentant, les élus monnayent volontiers leur appui à des projets de loi ou de budgets en contrepartie d'avantages répondant aux besoins particuliers de leurs électeurs. Un sénateur généralement « libéral » (progressiste) pourra prendre des positions conservatrices sur des enjeux que son électorat juge vitaux.

²⁰ Le concept d'entrepreneur au Congrès sera défini dans le chapitre I.

législatif²¹. Il construit patiemment des coalitions (bien souvent bipartisanes) nécessaires à la réussite de projets législatifs ou budgétaires. Et enfin, ils manient avec brio l'art du compromis²² (Corbo et Gagnon, 2011, p.273).

Depuis plusieurs décennies, les partis jouent un rôle de plus en plus déterminant au Congrès²³, qui s'inscrit dans une ère partisane sans précédent. En raison des divergences idéologiques toujours plus grandes entre démocrates et républicains, il est devenu de plus en plus difficile d'aboutir à des travaux bipartisanes (Cloutier, 2014, p.2). Barbara Sinclair considère que la déségrégation raciale des années 1964-65 a engendré une plus grande cohérence idéologique des partis. Les républicains sont aujourd'hui associés aux valeurs conservatrices et les démocrates au progressisme libéral. Même s'il n'existe pas de ligne de parti obligeant les élus de se conformer aux votes de leur propre famille politique, dans les faits, il en est autrement. Le passage de projets de loi suppose une certaine conformité à la ligne du parti que l'on représente (Cloutier, 2014, p. 2-3).

²¹ Bien souvent, ce sont les *leaders* de leur formation politique à la Chambre ou au Sénat, qui cherchent à favoriser la communication et la cohésion avec les membres de leur parti.

²² Certains « législateurs-contrôleurs » agissent parfois comme chefs de factions de leur parti politique en faisant la promotion des visions plus marquées idéologiquement, à droite ou à gauche, que la majorité de leur formation politique. Comme mentionné précédemment, les élus sont l'objet d'innombrables pressions: exigences des électeurs, revendications des groupes d'intérêt, requêtes spécifiques des dirigeants de la formation politique, ainsi que les stratégies de la Maison-Blanche pour solliciter des appuis aux projets du président (Corbo et Gagnon, 2011 : 274-275).

²³ Le parti qui détient la majorité dans une des Chambres en assure le contrôle, grâce à la présidence de la Chambre des représentants ou la présidence *pro-tempore* du Sénat, la majorité et la présidence dans toutes les commissions et sous-commissions dans cette chambre (Corbo et Gagnon, 2011 : 277).

Méthodologie et structure du mémoire

Pour déterminer l'importance accordée aux élus que nous avons sélectionnés pour nos études de cas, on s'attardera à la nature des fonctions qui leur ont été confiées par le Parti républicain. (Corbo et Gagnon, 2011, p.283). Nous nous intéresserons également aux « caucus » spécialisés que l'on retrouve surtout à la Chambre des représentants, et qui visent à défendre ou à promouvoir certaines idées ou préoccupations comme les mesures de discrimination positive²⁴ (Corbo et Gagnon, 2011, p.284).

Bien qu'il soit extrêmement difficile voir impossible d'identifier tous les facteurs qui ont incité Gary Franks et J.C. Watts à être particulièrement actifs au Congrès sur la question de la discrimination positive, notre démarche vise à présenter les principales variables qui tendent à expliquer l'origine et la nature de leur activisme législatif. Ainsi, à l'aide de la méthodologie employée par Carter et Scott, nous allons décrire les principales actions entreprises par ces élus pour tenter d'influencer les projets de loi concernant les mesures de *l'Affirmative Action*. Nous évoquerons les éléments du contexte politique national mentionné précédemment, mais aussi, et surtout, les facteurs idéologiques qui constituent la trame de fond de leur activisme législatif²⁵. (Snyder, 2002, p.5).

L'approche de l'étude du développement politique américain, l'APD sera particulièrement utile pour comprendre l'importance que revêt le facteur national dans l'activisme des législateurs. En effet, l'APD offre une analyse de cette problématique dans une dynamique historique et institutionnelle permettant de mettre en relief les changements et les continuités au sein de la politique américaine.

²⁴ Dans notre cas, il s'agit du *Congressional Black Caucus* (CBC).

²⁵ Nous utiliserons la définition de Richard C. Snyder des critères idéologiques. Snyder considère que la prise de décision est un phénomène complexe qui suppose l'agrégat de plusieurs facteurs. La perception des événements qu'ont les individus, ainsi que l'interprétation qu'ils font d'un enjeu sont déterminantes.

L'instauration des mesures de discrimination positive illustre une volonté de la part du gouvernement fédéral, de rompre avec le passé ségrégationniste qui a fondé les bases de la république américaine. La fracture idéologique qui divise le pays en particulier à partir de la seconde moitié du vingtième siècle engendre une adhésion massive des Afro-Américains pour le Parti démocrate, ce qui contribue à transformer le paysage politique. Par conséquent, l'analyse des transformations institutionnelles majeures qui ont secoué l'Amérique depuis l'avènement des droits civiques dans les années 1960, nous permet également de contextualiser et d'identifier les facteurs expliquant l'émergence du conservatisme noir et les raisons de sa marginalisation. En associant l'analyse des entrepreneurs au Congrès, nous pourrions évaluer le rôle des élus étudiés sur l'orientation des débats sur les mesures de l'*Affirmative Action* aux États-Unis. Nous serons en mesure de déterminer les natures de leur activisme politique, soit comme porte-parole de changements législatifs²⁶, ou au contraire, comme défenseur du statu quo²⁷.

Les recherches effectuées dans le cadre de nos études de cas révèlent différents éléments. Tout d'abord, une évolution progressive de l'idéologie conservatrice chez nos personnalités politiques sélectionnées, qui tend à se radicaliser à partir des années 1980-90, appuyant l'argument d'une transformation des préoccupations des Afro-Américains à partir de la présidence Reagan. Ensuite, une volonté d'être proactifs sur la scène politique américaine, tant par l'appui législatif de projets de loi chers à leur parti, que par des stratégies d'obstruction législative envers ceux allant à l'encontre de leurs convictions personnelles. Enfin, malgré des divergences d'opinion quant à la question des droits civiques, tous deux s'accordent pour mettre en avant la notion de réussite par le mérite personnel. En effet, la présidence Reagan amène un tournant

²⁶ Comme nous le verrons dans le chapitre II, Gary Franks cherche à bannir progressivement à l'échelle nationale, l'utilisation des mesures de préférences raciales dans les processus d'embauche.

²⁷ J.C. Watts quant à lui, bien qu'il soit opposé à l'usage de ces mesures, préconise le maintien de ces politiques, tant et aussi longtemps que le Parti républicain n'est pas en mesure de proposer une alternative répondant aux attentes de la population.

idéologique majeur au sein des élites noires républicaines désormais convaincues que l'égalité entre tous les citoyens est possible à condition de se donner les moyens d'y parvenir. Dès lors, bon nombre considèrent que les questions de droits civiques ne sont plus un agenda politique prioritaire.

Notre analyse sera divisée en trois chapitres principaux. Le premier effectuera une présentation générale succincte du conservatisme américain ainsi que du conservatisme noir. L'objectif est de démontrer que les enjeux qui alimentent l'agenda politique des conservateurs noirs sont très proches de ceux des conservateurs modernes. Nous nous concentrerons ensuite sur la présentation des deux approches théoriques qui structurent notre mémoire, à savoir les approches analytiques que sont l'étude du développement politique américain (APD) et celle des entrepreneurs au Congrès. En présentant les raisons expliquant l'opposition farouche des Noirs conservateurs à l'idéologie libérale à laquelle s'identifie massivement les Afro-Américains, nous serons en mesure de mieux comprendre en quoi les représentants Gary Franks et J.C. Watts constituent de parfaits candidats pour défendre la plateforme politique du GOP.

L'APD qui appréhende la question raciale dans une dynamique historico-institutionnelle, nous permet de mieux comprendre le rôle des législateurs dans l'évolution des politiques entourant cet enjeu. Desmond King et Rogers Smith argumentent que les relations raciales aux États-Unis ont été instaurées à partir de critères établissant des «ordres raciaux ». Après des siècles de législations privilégiant un ordre suprématiste blanc, la période post mouvements pour les droits civiques sera marquée par une volonté de rétablir l'équilibre avec la mise en place notamment des mesures de discrimination positive. En réaction à ces transformations radicales, les conservateurs issus de la présidence Reagan chercheront par tous les moyens à revenir à cet ordre suprématiste blanc. Nous chercherons à déterminer dans quelle mesure Gary Franks et J.C. Watts s'inscrivent dans une période de transformation

institutionnelle concernant cet enjeu. Nous présenterons ensuite la méthodologie qui sera employée pour analyser les natures entrepreneuriales des deux représentants sélectionnés. Enfin, une présentation plus détaillée du thème des mesures de discrimination positive conclura ce chapitre. En ce sens, l'APD nous sera particulièrement utile pour identifier les périodes de continuité et de rupture à travers l'histoire au sein de la politique américaine concernant les politiques de l'*Affirmative Action*. Il sera question de mettre en évidence les raisons expliquant pourquoi il s'agit d'un enjeu sensible qui continue de diviser l'opinion publique encore aujourd'hui.

Les deuxième et troisième chapitres seront consacrés à l'analyse de nos études de cas, où le même schéma d'analyse sera employé. En premier lieu, nous identifierons les facteurs idéologiques expliquant l'affiliation partisane des deux jeunes représentants. Cela nous permettra de présenter les thèmes qui figuraient au cœur de leur agenda politique respectif lors de leur arrivée au Congrès. Ensuite, nous démontrerons en quoi le statut particulier d'être un élu noir républicain au Congrès peut s'avérer être une opportunité politique dangereuse. En effet, les leaders du GOP ont vite perçu le potentiel politique et électoral que représentaient Gary Franks et J.C. Watts. Dès lors, les deux jeunes élus ont très rapidement été projetés sur le devant de la scène endossant un double rôle. D'abord, comme portes-paroles du Parti républicain envers la communauté noire. Ensuite, comme symbole de l'offensive conservatrice contre les mesures de l'*Affirmative Action*. Enfin, nous prêterons une attention particulière à la manière dont ils ont exploité un contexte politique qui semblait favorable, afin de se positionner en acteur de changement (Gary A. Franks) ou au contraire en défenseur du statut quo (J.C. Watts) face à ces politiques. Nous mettrons ainsi en évidence, les différentes stratégies (davantage législatives que non législatives) employées par les deux représentants pour parvenir à leur objectif. Pour finir, les points principaux de notre travail de recherche seront résumés dans une conclusion plus générale.

CHAPITRE I

CADRE CONCEPTUEL :

LES ENTREPRENEURS AU CONGRÈS

1.1 Revue de la littérature

Notre recherche s'inscrit dans la vaste littérature déjà existante sur les différents thèmes suivants: 1) les approches analytiques que sont l'étude du développement politique américain (APD) et des entrepreneurs au Congrès ; 2) les thèmes plus généraux que sont le conservatisme américain et le conservatisme noir aux États-Unis. Afin de cibler le plus précisément possible les aspects des thèmes abordés qui se concentrent sur l'entrepreneuriat des membres du Congrès sur l'orientation de la politique américaine, ainsi que sur les facteurs idéologiques qui nourrissent leur motivation (à savoir ici les valeurs conservatrices), un travail de sélection a été effectué. Cette revue de la littérature a donc trois objectifs principaux. Tout d'abord, la partie consacrée à la présentation succincte du conservatisme américain et du conservatisme noir aux États-Unis nous permet d'identifier les similitudes idéologiques, mais également les divergences existantes entre les deux courants. Ceci permet de comprendre pourquoi les Noirs conservateurs défendent un agenda politique très proche de celui des conservateurs modernes.

Ensuite, la section consacrée à la présentation de l'approche de la politique intérieure américaine (APD) nous permettra de faire un survol des dynamiques institutionnelles ayant encadré les rapports raciaux aux États-Unis, depuis les années 1960, ce qui nous permettra de mieux comprendre l'influence du conservatisme sur la définition de la politique américaine. Enfin, dans la dernière partie, nous reviendrons sur la définition du concept d'entrepreneur en politique afin de mettre en évidence les

stratégies d'influence employées par les deux représentants pour tenter de réorienter la politique intérieure américaine sur l'enjeu de l'*Affirmative Action*.

1.1.1 Le conservatisme aux États-Unis

Edmund Burke (1723-1792) est considéré comme étant le père spirituel du conservatisme dit « classique ». Mouvement qu'il a résumé en six principes fondamentaux : une grande méfiance vis-à-vis du pouvoir fédéral ; la primauté du principe de liberté sur celui de l'égalité ; un patriotisme inébranlable ; la croyance dans le bien-fondé d'un système institutionnel et hiérarchique (ce qui suppose une aversion pour le progrès) ; et la croyance dans les vertus d'un système politique gouverné par les élites (Micklethwait et Wooldridge, 2004, p.13)²⁸.

Le mouvement conservateur contemporain aux États-Unis, quant à lui, émerge au moment même où le libéralisme connaît son apogée. Loin d'être un bloc homogène, il rassemble différentes mouvances qui se sont affirmées sur le plan intellectuel dans les années 1950 (David et Turreille, 2007, p.3). Selon Lee Edwards, c'est avec la publication du livre de Russel Kirk, *The Conservative Mind*, en 1953, que le mouvement conservateur apparaît pour la première fois aux États-Unis²⁹. Ce

²⁸ Pour une présentation plus détaillée des préceptes au cœur du conservatisme classique, consulter parmi les ouvrages de références sur la question, celui de John Micklethwait et d'Adrian Wooldridge (2004). *The Right Nation: Conservative Power in America*. New York : Penguin Press, 496 p.

²⁹ L'idée centrale développée par Kirk est celle de la liberté ordonnée (*ordered liberty*), «[...] qui a pour objet de fusionner les aspirations parfois contradictoires de la communauté et de l'individu, de la liberté et de la responsabilité individuelle, du gouvernement restreint et de la liberté totale des marchés». À cette même époque, l'investiture de Dwight Eisenhower à la présidence marque la fin de la période du New Deal, et l'émergence du conservatisme comme véritable mouvement politique. (Edwards, 2007, p.14-15) ; Faute d'écho suffisant, il faudra attendre les années 1960-1970, avec Barry Goldwater, pour que l'influence politique des conservateurs se fasse sentir, au sein du Parti républicain, avec l'émergence de la « Nouvelle Droite », et celle des néoconservateurs en politique étrangère. Malgré sa défaite aux présidentielles de 1964, Goldwater marqua le début d'une évolution idéologique majeure au sein de la société américaine, qui connaîtra son apogée avec Reagan. C'est en instrumentalisant ces deux aspects que Reagan a su allier ces deux courants, lui permettant également de remporter les élections présidentielles de 1980. On parle alors de véritable « révolution Reagan » :

courant est généralement associé à deux tendances distinctes : l'une est politicoculturelle, l'autre économique³⁰.

Les fondements du mouvement conservateur sont construits sur des bases spirituelles et morales qui vont imprégner la vision du monde qu'ont les conservateurs ainsi que leur conception de la nature humaine. L'individu est appréhendé comme un être moral, mais imparfait. Bien que doué de raison, il conserve un fond de dépravation naturelle. Le monde est créé par Dieu et est soumis à ses lois intangibles, de manière hiérarchique, d'où une conception particulière de l'organisation du pouvoir (Ben Barka, 2006, p.43). Ceci explique une certaine hostilité à toute modification des structures économiques, sociales ou politiques. Le mouvement conservateur cherche à démontrer que les programmes sociaux défendus par Roosevelt et Johnson sont à l'origine de la perte des valeurs de l'Amérique³¹. Ce mouvement prend une maturité

réduction de la taille du gouvernement fédéral, frilosité envers les mesures de discrimination positive, mesures pour favoriser la croissance économique et l'emploi en diminuant les contraintes fiscales des entreprises, réduction des impôts, et augmentation massive du budget de la défense (David et Tourreille, 2007, p.4).

³⁰ Pour une définition plus générale du conservatisme, Mokhtar Lakehal le conçoit dans un sens purement politique. Les termes de conservateur et conservatisme réfèrent à des partis politiques ou à des individus favorables au maintien d'un ordre, qu'il soit politique, économique, social ou culturel, en opposition aux progressistes qui eux, prônent les changements sociaux et politiques plus collectivistes. Cependant, conservateur et conservatisme ne sont pas forcément allergiques au modernisme. Par exemple, certaines monarchies ont réussi à allier traditions politiques et modernité socio-culturelle, comme la Grande-Bretagne. Par contre, le terme «conservatisme» maintient encore aujourd'hui, une connotation négative chez ceux qui ne partagent pas cette vision: « Le conservatisme apparaît souvent comme une forme d'élitisme, car tout changement est vécu comme un changement de règles imposées contre l'expérience nationale et la tradition vertueuse des groupes détenteurs de la culture légitime » (Lakehal, 2007, p.101).

³¹ L'opposition farouche des sudistes blancs conservateurs au passage des lois pour les droits civiques, initiatives du Parti démocrate, s'est traduite par leur adhésion massive au Parti républicain à partir du milieu des années 1960. Cette reconfiguration du paysage électoral laisse présager à tort, que les conservateurs sont d'allégeance républicaine de facto. Or, l'idéologie conservatrice se distingue de l'affiliation partisane. En effet, bien qu'il existe des liens de plus en plus étroits entre l'idéologie et l'affiliation partisane aux États-Unis, il y a certaines nuances à apporter : « Si pratiquement tous les conservateurs sont républicains, tous les républicains ne sont pas conservateurs. Beaucoup sont modérés, et certains sont même dits progressistes. Les conservateurs ne représentent pas un ensemble cohérent de principes et croyances. Ils représentent par contre un ensemble de tendances cohérentes » (Christophe, 2005, p. 2-3). Deux autres exemples permettent également d'illustrer ce phénomène. Tout d'abord, l'étude de l'évolution de l'idéologie et des revendications politiques de la communauté afro-américaine permet de mettre en évidence le paradoxe entre l'idéologie et l'étiquette politique. En effet,

politique durant les années 1980 sous la présidence de Reagan et cherche depuis lors à s'imposer sur la scène politique (David et Tourreille, 2007, p.3)

En résumé, le conservatisme moderne interprète à l'extrême les trois premiers principes de Burke et s'inscrit en contradiction directe avec les trois derniers. La droite américaine, par exemple, exprime une très forte hostilité envers le gouvernement fédéral. La défense des libertés individuelles est une véritable obsession légitimant des niveaux toujours plus élevés d'inégalités sociales. Leur vision du patriotisme s'apparente à un nationalisme extrême et intolérant. Finalement, comme le précisent Micklethwait, et Wooldridge, la droite chrétienne s'est appropriée, tout en les détournant, les trois principes libéraux de Burke, à savoir un système institutionnel hiérarchique, une vision pessimiste du progrès et l'élitisme comme synonyme de méritocratie. Malgré l'étiquette populiste à laquelle bon nombre d'organisations conservatrices aiment s'identifier, elles semblent déconnectées des préoccupations de ce bastion électoral. En effet, même si elles clament haut et fort défendre les intérêts des « vrais » Américains, leurs messages sont destinés aux classes sociales les plus aisées. Cette partie de l'électorat est davantage engagée dans la société civile et est également bien plus organisée lors des courses électorales, ce qui explique en grande partie le succès des conservateurs (Micklethwait et Wooldridge, 2004, p.13-14-16).

alors que plus de 30% des Afro-Américains affirment être proches des idées conservatrices concernant des enjeux comme par exemple l'avortement, le mariage homosexuel ou l'importance de la religion dans la vie politique américaine, ils continuent pourtant de voter massivement pour le Parti démocrate. Ensuite, certains élus démocrates au Congrès (*les Blue Dogs*) et en particulier à la Chambre des Représentants défendent des positions conservatrices sur des questions relatives au déficit public et la taille du gouvernement fédéral. Cette coalition d'élus a soutenu les mesures comprises dans le « *Contract with America* » durant la présidence Clinton, jugé trop libéral dans ses orientations politiques (Suddath, 2009).

On dénombre aujourd'hui six formes principales de conservatisme américain. 1) Les conservateurs dits traditionnels mettent l'accent sur l'individu. La notion de liberté est synonyme de moralité. Les institutions sont les gardiennes des libertés et doivent se limiter à ce rôle. Ils affichent donc une opposition farouche aux changements sociaux. 2) Les paléoconservateurs sont très attachés aux traditions d'où provient l'ordre social. Ils ont une vision élitiste et hiérarchique de la société civile. Ils cherchent à protéger à tout prix l'identité *White Anglo-Saxon Protestant*, ce qui implique une opposition farouche à l'immigration. 3) Les conservateurs fiscaux, quant à eux, sont obsédés par l'équilibre des budgets fédéraux. Selon eux, le principe du laissez-faire économique est le meilleur moyen de parvenir au bien-être tant social qu'économique. Les conservateurs fiscaux sont bien souvent des conservateurs constitutionnels pour qui les prérogatives du gouvernement fédéral ne doivent pas outrepasser ce qui a été défini par les Pères fondateurs il y a plus de deux siècles. 4) Les conservateurs moraux et religieux cherchent à pallier la décadence morale de la société américaine. Les enjeux comme le mariage gai et l'avortement sont des problématiques brûlantes à leurs yeux. 5) Les libertariens militent pour la réduction, voire la disparition, de l'État fédéral pour laisser la place à une organisation sociale basée sur la coopération libre et volontaire des individus. 6) Enfin, les néoconservateurs militent pour une politique étrangère proactive alimentée par une vision messianique du rôle des États-Unis dans le monde (Deutsch et Fishman, 210, p. 125).

Le mouvement du Tea Party qui émerge en 2008 en réaction à l'élection de Barack Obama prend ses racines au sein du mouvement Goldwater au début des années 1960. Il empreinte dans sa rhétorique des arguments propres à chacun de ces mouvements (Vézina-Bourque, 2015).

Il semble qu'aujourd'hui, les trois formes de conservatismes les plus organisés, actifs, médiatisés et influents soient les conservateurs moraux, fiscaux et économiques. Ce sont principalement ces derniers qui alimentent les débats idéologiques aux États-

Unis et qui divisent l'opinion publique. Cela reflète l'hétérogénéité du mouvement conservateur dans l'Amérique moderne.

L'arrivée de Reagan au pouvoir marque l'avènement du conservatisme dit moderne, qui se distingue de sa forme plus classique, en acceptant quelques principes défendus par le libéralisme politique. Mais, contrairement aux libéraux, les conservateurs modernes affirment notamment que le libre-marché représente le moyen adéquat pour répondre aux enjeux comme l'environnement, l'éducation et les mesures de protection sociale. En jouant sur les valeurs chères aux Américains comme la liberté individuelle, les conservateurs parviennent à influencer les contours de la politique américaine. Les facteurs expliquant le succès des discours conservateurs sont l'émergence d'une élite intellectuelle³² capable d'offrir des alternatives sérieuses aux politiques défendues par les libéraux, la prolifération des *think tanks* conservateurs ainsi que des instituts d'étude politique depuis les années 1970 (Glenn, 2011, p.125; 624).

En réaction au développement de l'État providence, certains individus issus de la gauche et de la droite américaine se sont distancés du libéralisme dominant afin de créer des organismes indépendants à partir du début du XXe siècle. Leur objectif premier est d'analyser l'évolution des politiques publiques et de développer une expertise visant à rationaliser le système de gouvernance aux États-Unis³³ (Landry, 2015). Avec le renouveau de la pensée conservatrice à partir des années 1970-80, une multitude de centres d'analyse et d'expertise vont voir le jour affichant clairement une étiquette idéologique conservatrice. Ces organismes déploient une stratégie de communication et de promotion très agressive (Landry, 2015). Par le biais d'une

³² Des déserteurs du parti démocrate sont venus gonfler les rangs des intellectuels conservateurs permettant d'affirmer la légitimité de leurs discours.

³³ Les premiers *think tanks* d'influence, le *Hudson Institute* (d'allégeance conservatrice) et l'*Institute for Policy Studies* (à saveur libérale), créés respectivement en 1961 et 1963 marquent le début de cette nouvelle ère. Depuis, des centaines de *think tanks* ont vu le jour aux États-Unis dont les plus connus chez les conservateurs, la *Heritage Fondation* créée en 1973 et le *Cato Institute* créé en 1977.

littérature abondante, les conservateurs parviennent à façonner à leur avantage les termes du débat public en soulevant bien souvent des polémiques sociales (Christophe, 2005, p.4).

Dès lors, depuis près de 50 ans, ces institutions ont réussi à imposer leur expertise sur la scène politique nationale. Très prolifiques en termes de publications (livres, articles dans les médias traditionnels et numériques, etc.), ils ont su susciter la curiosité des médias et par ricochet, l'intérêt des élites politiques³⁴ (Medvetz, 2009, p.83).

Au début des années 1970, le pays est confronté à une forte inflation, à une baisse des salaires, de la productivité et de la croissance du PIB. Ce contexte économique morose soulève une remise en question des fondements des principes libéraux au coeur du *New Deal*. Souhaitant profiter de cette perte de confiance dans les programmes de Roosevelt, les conservateurs (toutes mouvances confondues) ont fait fi de leurs désaccords afin de bâtir une philosophie conservatrice, porteuse d'un programme politique unifié et d'une nouvelle génération d'élite politique (Medvetz, 2009, p.86).

La présidence Clinton marque le retour des démocrates à la Maison-Blanche depuis la présidence Reagan. Dès lors, certains *think tanks* commencent à se regrouper afin d'accroître leur influence sur l'orientation des politiques publiques. Par exemple, en 1992, la *Heritage Foundation* met en place le *State Policy Network*, un regroupement de *think tanks* conservateurs à travers le pays afin d'influencer directement les politiques étatiques, espérant des répercussions à l'échelle nationale (Medvetz, 2009, p.90).

³⁴ Selon Thomas Medvetz: « Il est plus judicieux de considérer les *think tanks* non pas comme un type d'institution distinct en tant que tel, mais plutôt comme les chevilles ouvrières d'une nouvelle niche institutionnelle aux États-Unis, au sein de laquelle des agents hybrides rassemblent et associent des formes de pouvoir issues des institutions universitaires, politiques, économiques et médiatiques. La puissance des *think tanks* repose surtout sur leur capacité à mettre en relation ces formes de pouvoir et, éventuellement, à modifier leur poids relatif » (Medvetz, 2009, p.92).

1.1.2 Le conservatisme noir aux États-Unis

Une des premières erreurs est de considérer que la « pensée noire » est un mouvement homogène. C'est loin d'être le cas. En réalité, il existe quatre grands courants de pensée, eux-mêmes divisés en plusieurs tendances : le nationalisme noir, le féminisme noir, le conservatisme noir et le courant libéral intégrationniste. Ces courants idéologiques ont pour objectifs d'analyser et de comprendre les persistance de certains comportements sociaux, vecteurs d'inégalités économiques (Harris-Lacewell, 2004, p.xxi). Nous nous attarderons ici à l'analyse du conservatisme noir, phénomène mal connu qui suscite de nombreuses interrogations. Pourtant, les conservateurs noirs sont très rapidement devenus la voix la plus médiatisée pour expliquer les comportements politiques des Afro-Américains. C'est très certainement parce qu'ils tentent d'imposer une nouvelle vision des attentes politiques, économiques et sociales de leur communauté. Ils désirent rompre avec l'idée du groupe ethnique défavorisé, victime des inégalités. Désormais, les Noirs doivent s'affirmer comme étant une communauté puissante, embrassant la définition *White Anglo-Saxon Protestant* (WASP) du rêve américain.

1.1.2.1 Racines historiques

Les racines historiques du conservatisme noir dit « classique » sont attribuables à Booker T. Washington (1856-1915). Pour lui, l'éducation demeure le seul moyen pour les Afro-Américains de s'émanciper complètement et sortir de cette condition de sous-hommes qui continue de les caractériser au lendemain de la Guerre civile. L'idée du mérite personnel (*self-help*), l'égalité des chances et des conditions passent par l'enseignement supérieur. À cette époque, on parle moins de conservatisme socioéconomique que moral, où l'Église exerce un rôle prépondérant auprès de la communauté noire. Elle permet de valoriser le sentiment identitaire et représente un excellent vecteur des premières revendications d'émancipation.

1.1.2.2 La question raciale au cœur des premières revendications

Pour Anthony Kwame Appiah et Amy Gutmann, la question raciale aux États-Unis s'inscrit dans une dynamique culturelle et identitaire. En effet, les politiques qui définissent les contours d'une société jouent un rôle prépondérant dans notre manière d'entrevoir les rapports raciaux (Appiah et Gutmann, 1998, p.12). L'histoire même du pays a été définie à partir de critères raciaux. Ainsi, l'expérience de la communauté noire aux États-Unis est différente de celles des autres minorités. Leur intégration dans la société dépend de ce facteur racial³⁵.

Mais cette dimension raciale reste encore très présente dans la société américaine, comme en témoigne la persistance de « labels » raciaux dans le vocabulaire, qui ont des impacts considérables sur la manière dont les individus s'identifient eux-mêmes, dont ils vont appréhender la notion du bien, du mal, du légitime et de l'illégitime : « If we follow the badge of color from 'African' to 'Negro' to 'colored race' to 'black' to 'Afro-American' to 'African-American' [...] we are thus tracing the history not only of a signifier, a label, but also a history of its effects » (Appiah et Gutmann, 1998, p. 76). Il est essentiel de distinguer clairement l'identité personnelle (le sentiment individuel d'être une personne à part entière) et l'orientation raciale du groupe, en relation au concept de *Black* lui-même, avec les composantes du modèle de « négritude » (référence à la manière dont chaque individu s'identifie à son groupe ethnique comme la race, le genre, la religion, etc.), afin de comprendre le contexte dans lequel se sont inscrites les politiques de discrimination positive à partir des années 1960³⁶.

³⁵ « Thus the general acceptance of descent with notification and the increasing acceptance of Darwin's theory of natural selection gave scientific support to the idea that human kinds races could, like animal and plant species, be both evolutionarily related and biologically distinct ». (Appiah et Gutmann, 1998, p.67)

³⁶ Les auteurs établissent aussi la distinction entre la conscience de race (*race consciousness*) et la conscience de la couleur (*color consciousness*). La première suppose que l'identité raciale est basée sur des faits scientifiques de différenciation entre les individus, ce qui engendre des implications morales

La nature des relations entre les Blancs et les Noirs aux États-Unis n'a cessé d'osciller entre amitié et rejet. Mais, depuis l'adoption des droits civiques, les Blancs sont de plus en plus libéraux, supportant davantage les politiques d'égalité et d'intégration. Malgré cela, le sentiment négatif vis-à-vis des Noirs persiste. En effet, beaucoup continuent de penser encore aujourd'hui que les Afro-Américains se complaisent dans leur condition de victime : «lack of ambition, laziness, and failure to take advantage of opportunities». Ils seraient incapables de parvenir par eux-mêmes à l'égalité (Katz et Hass, 1988, p.893-94).

Ces arguments sont d'ailleurs repris par les conservateurs noirs à partir des années 1980. Même si leur objectif premier n'est pas de nier l'existence du racisme dans la société, beaucoup cherchent à en minimiser l'importance. Selon Douglas Love, il existerait trois niveaux de racismes, allant du plus inconscient aux actes délibérément criminels. Il considère qu'aujourd'hui, les Afro-Américains s'enferment dans une attitude paranoïaque où le racisme serait présent partout³⁷. En usant de la stratégie de la peur et de la désinformation affirmant que les républicains sont racistes, les démocrates sont parvenus à s'octroyer massivement le vote noir (Love, 2013, p. 197). Or, le GOP défend bon nombre de valeurs chères aux Afro-Américains (l'opposition

pour les politiques publiques. Les politiques de conscience de la couleur évacuent l'idée d'une identité raciale, mais elles reconnaissent que ce genre de prédispositions influence l'égalité des chances. Cependant, ces deux concepts ont en commun le fait de placer les individus dans des groupes distincts, peu importe s'ils sont d'accord avec cette identité. (Kambon et Bowen-Reid, 2010, p.93) Les politiques mises en place visent à évacuer la question raciale (*color-blind*), non pas parce qu'elles répondent le plus adéquatement possible aux injustices, mais parce qu'elles sont les plus moralement acceptables. Or, selon les auteurs, même si elles sont nécessaires, ces politiques sont à la fois insuffisantes et mal adaptées pour répondre aux problèmes de justice et d'équité. Idéalement, il faudrait associer des politiques mettant en avant les principes de consciences de classe pour répondre aux disparités économiques avec celles de *color blind* dans un souci d'égalité et de justice (Appiah et Amy Gutmann, 1998, p.111).

³⁷ Le premier niveau de racisme est le plus modéré. Les gens ici n'ont pas consciemment de sentiment de haine à l'égard des autres races, qui se manifeste uniquement dans certaines situations. Il est involontaire. Le deuxième niveau concerne surtout certains ressentiments négatifs à l'égard d'autres races en particulier mais pas envers toutes : «It's no different than using age, gender, marital status, etc. to make a decision, but keep in mind that using those criteria are also illegal». Le troisième niveau consiste à considérer l'autre comme appartenant à une race inférieure, attitude pouvant engendrer des actes de violence : «This, again, is racism as it assumes an inherent superiority because of being white» (Love, 2013, p.58).

à l'avortement, au mariage gay, la défense des valeurs familiales traditionnelles). L'inclusion des Noirs au sein du Parti républicain est donc essentielle, puisqu'elle lui permettrait de s'ouvrir aux différentes communautés luttant ainsi contre l'idée de racisme (Love, 2013, p.201).

1.1.2.3 L'avènement du néoconservatisme noir

À partir des années 1980, les *think tanks* conservateurs déploient des stratégies de séduction de grande ampleur envers la communauté afro-américaine. Ils ciblent directement les universités, les membres du Congrès, les médias et le grand public en général. Cette nouvelle génération d'intellectuels devient le porte-parole de l'idéologie conservatrice auprès de leur propre communauté (Christophe, 2005, p. 3-4).

Un des éléments au cœur des discours des néoconservateurs noirs est l'éthique protestante, qui insiste sur l'importance d'un comportement conforme aux valeurs morales prônées dans la Bible (Eisenstadt, 2000, p.xvi). Ils valorisent la réussite par le mérite personnel et l'accès à la propriété pour la classe moyenne comme facteurs essentiels d'émancipation. Les Noirs conservateurs d'aujourd'hui soutiennent que l'obtention des droits rend désuète la persistance de la lutte (Christophe, 2005, p.6). Selon eux, les causes défendues encore aujourd'hui par les organisations pour les droits civiques, comme le maintien des lois de discrimination positive, ne sont plus en accord avec les opinions et les pratiques de la majorité des Noirs. (Christophe, 2005, p. 14).

Ils défendent une vision économique du concept de l'émancipation des Noirs. L'acquisition et l'accumulation des richesses seraient la voie vers l'égalité civique et

sociale³⁸. Mieux que l'action du gouvernement, les structures de médiation (famille, églises, associations de quartiers, écoles), l'auto-assistance, le retour à l'éthique protestante du travail pourront aider les groupes minoritaires et défavorisés à améliorer leur statut économique (Christophe, 2005, p.27). Les traditions doivent être préservées parce qu'elles donnent à l'individu une identité, un sentiment de stabilité et d'appartenance. Le changement effraie, angoisse et remet notre bien-être en question. Les conservateurs noirs considèrent que l'égalité sociale est un mythe et que les politiques de discrimination positive ont des effets pervers³⁹. En effet, malgré une position de plus en plus progressiste, face aux mesures de l'*Affirmative Action*, une partie de la communauté blanche nourrit une certaine frustration. Certains les considèrent comme des mesures de discrimination envers leur propre communauté (Skrentny, 1996, p.19). Ces politiques préférentielles iraient à l'encontre des principes socialement intégrés et au cœur du modèle américain, à savoir les libertés individuelles et la liberté dans la poursuite du bonheur qui, naturellement, engendrent une société juste et équitable. (Skrentny, 1996, p. 239)

³⁸ Les conservateurs noirs reprochent quatre choses aux lois de l'*Affirmative Action* : elles ne profitent qu'à ceux qui en ont le moins besoin (petite bourgeoisie), elles stigmatisent ceux qui en bénéficient, elles polarisent la société et, enfin, elles entretiennent le sentiment qu'ont ses bénéficiaires de leur propre victimisation. Le concept de stigmatisation fait référence à la prémisse humiliante de l'infériorité noire. Cela sous-entend que les Afro-Américains ne sont pas capables de s'en sortir sans l'aide de l'État. La notion de polarisation signifie que les mesures de discrimination positive créent des catégories artificielles d'individus, distinguant les « privilégiés » (ceux qui bénéficient des mesures de l'*Affirmative Action*) et les « non privilégiés » (les non bénéficiaires des ces politiques). Cette polarisation engendre une grande hostilité à l'encontre des Noirs de la part d'une partie de la population blanche qui voit ses privilèges menacés (Christophe, 2005, p.75).

³⁹ Les Noirs conservateurs défendent les valeurs traditionnelles de la famille, la religion, le patriotisme, la moralité, l'autorité, la hiérarchie et la propriété. Leur objectif n'est pas de nier l'existence de la discrimination, mais ils cherchent à démontrer qu'elle ne peut expliquer à elle seule la condition des Noirs. Ainsi, une représentation égale des groupes ethniques dans tous les secteurs d'activité humaine ne garantit pas une répartition égale des compétences. Les facteurs démographique, géographique et culturel divisent les différentes communautés, différences qui ont un impact direct sur les revenus et la distribution professionnelle. Par exemple, le fait que plus de la moitié des Noirs vivent surtout dans le Sud, région agricole, la plus pauvre, a un effet direct sur le mode de vie et les revenus (Christophe, 2005, p.32 ; 90).

De plus, l'image de l'infériorité des Noirs les incite à utiliser la victimisation passée comme un privilège politique. Les Noirs conservateurs déplorent la glorification de l'identité ethnique au détriment de l'identité américaine (Skrentny, 1996, p.192). La communauté noire se doit de rompre avec ce sentiment de culpabilité et de voter pour les républicains, qui défendent des valeurs qui leur sont proches.⁴⁰ En défendant un discours mensonger affirmant que le gouvernement a les moyens de sortir les pauvres de leur condition, les élites politiques noires alimentent une nouvelle « guerre » raciale, au détriment des valeurs profondes de l'Amérique, allant à l'encontre de la volonté des Américains qui est d'évoluer ensemble (Ed, 2012, p.85).

Malgré les nombreuses similitudes avec les courants dominants du conservatisme moderne, le conservatisme noir tend à devenir un mouvement de plus en plus autonome. James L. Robinson, professeur de sciences politiques et auteur noir conservateur, relève quelques points de divergences entre les deux courants. Par exemple, certains Noirs conservateurs s'opposent aux mesures de l'*Affirmative Action* car ils considèrent qu'elles constituent un frein à l'esprit d'initiative et à l'indépendance des Afro-Américains. À contrario, la plupart des conservateurs blancs

⁴⁰ Les liens unissant le conservatisme et l'identification partisane des individus mettent en lumière l'existence d'une forme de « paradoxe » un élément central dans les études effectuées sur la question du conservatisme noir. Deux éléments principaux peuvent expliquer le soutien à un parti : la croyance dans la doctrine du parti, élaborée en fonction du caractère social, économique et de la réalité politique qui est acceptée par un groupe conséquent d'individus; et la philosophie du parti : les valeurs symboliques qui ont émergé des expériences passées d'un groupe dominant ou de plusieurs groupes au sein du parti. Carmines et Berkman estiment que l'idéologie davantage que l'identification à un parti est un facteur influençant fortement le vote. Depuis les années 1960, les électeurs sont plus disposés à orienter leurs choix en fonction de ce qui correspond le mieux à leur préférence idéologique. Comme mentionné précédemment, les Afro-Américains semblent faire exception puisqu'en dépit de leur idéologie, les Noirs ont tendance à être majoritairement démocrates. La plupart des études qui s'intéressent aux philosophies politiques des électeurs négligent ou tout du moins sous-estiment l'influence du conservatisme au sein de la communauté noire qu'on estime de fait démocrate. Le support inconditionnel des Afro-Américains au Parti démocrate, malgré leur conservatisme sur un certain nombre d'enjeux, démontre que le label démocrate a plus d'importance pour cette communauté que les enjeux en eux-mêmes, c'est ce qu'on appelle le « paradoxe noir ». Il semblerait que les Afro-Américains se sentent liés au parti davantage en raison de la connotation positive du parti, que par pure conviction idéologique. En respect envers le parti qui leur a apporté la citoyenneté de plein droit en 1964-1965, les Noirs continuent d'appuyer massivement les démocrates (Carmines et Berkman, 1994, p.203).

contestent ces mesures en affirmant qu'elles engendrent une forme de racisme inversée (Christophe, 2005, p. 24-25).

À la lumière de notre revue de la littérature, nous sommes en mesure d'affirmer que le conservatisme noir défend un agenda politique très proche de celui des conservateurs modernes. En déviant du schéma de pensée libéral établi depuis les années 1960, ces individus suscitent la curiosité des médias et l'intérêt des républicains. Ils constituent les porte-paroles de la cause conservatrice auprès des Afro-Américains. Cependant, selon Michel Christophe, les conservateurs noirs posent de nouveaux défis aux différentes factions du Parti républicain : « En refusant le racisme banalisé courant dans ce parti, ils le forcent à faire face à ses démons et à repenser son engagement à attirer un électorat noir rompu à la politique raciale ». (Christophe, 2005, p.32)

1.2 Les approches analytiques

1.2.1 L'American Political Development

Les théories afro-centrées nous permettent de mieux comprendre l'histoire particulière des Afro-Américains, dont l'identité culturelle et identitaire reste imprégnée ⁴¹. Cependant, en appréhendant l'évolution des rapports raciaux

⁴¹ En analysant, à travers l'histoire, l'évolution des dynamiques religieuses, politiques et culturelles de la communauté afro-américaine, elles tentent de répondre à la crise identitaire noire d'après mouvement des droits civiques. Les Afro-American studies ont deux objectifs principaux : mesurer l'impact des politiques de l'*Affirmative Action* sur l'avancement de la communauté, et analyser et comprendre la place du racisme dans l'Amérique contemporaine (Tucker-Worgs, 2011, p.17). Ces analyses permettent de comprendre les spécificités des idéologies qui ont motivé les revendications de la communauté noire à travers l'histoire. Les axes de recherches les plus développés sont : 1) la question du nationalisme noir (*Black Power*) : Le terme *Black Power* a été utilisé pour la première fois durant les mouvements pour les droits civiques à l'été 1966 par Stokely Carmichael. Selon lui, c'est la manière la plus appropriée de répondre au racisme blanc (Cone, 1997, p.1). Ce mouvement revêt une connotation émotionnelle importante. En effet, il peut évoquer soit la colère de la communauté noire, ou au contraire une forme d'acceptation passionnelle de la conscience de race. Les auteurs sont partagés quant à l'interprétation à donner à ce terme. Pour certains, il incarne une

uniquement sous le spectre de la communauté noire, les analyses proposées manquent de nuances⁴². En ce sens, l'*APD* complète l'étude de la question raciale dans une dynamique historique et institutionnelle. L'*APD* est un cadre d'analyse qui s'est développé au début des années 1980. Cette approche cherche à évaluer les

nouvelle forme de racisme noir. Pour d'autres, c'est la doctrine de Booker T. Washington dans sa forme contemporaine. Et enfin, pour certains, il s'agit de la seule manière par laquelle les Noirs peuvent prendre le contrôle dans les relations Noirs-Blancs dans la société américaine. Les Afro-Américains doivent désormais définir leur destin selon leurs propres termes. Plutôt que de s'inscrire dans une dynamique d'intégration dans la société blanche, les Noirs devraient revendiquer leur propre culture et leur propre manière de vivre (Cone, 1997, p.19) ; 2) celle de l'identité, de l'appartenance ethnique et son impact culturel (*Black Studies*) : *Les Black Studies* cherchent à comprendre les dynamiques qui ont permis l'institutionnalisation du mouvement nationaliste noir. À partir de la théorie des changements organisationnels, les *Black Studies* analysent les sources du nationalisme noir comme mouvement ainsi que son impact culturel. C'est par l'introduction de nouvelles idées et par la remise en question des status quo, que cette institutionnalisation fut possible (Rojas, 2007, p. 8). Ces jeunes activistes revendiquaient une plus grande autorité au sein des instances politiques et d'éducation. Il s'agit de reconstruire la fierté d'être Noir. L'indépendance de la communauté passe par l'émancipation idéologique. Le rejet des politiques d'assistance (perçues comme la continuité de la soumission des Noirs aux politiques établies par les Blancs), l'émergence des groupes comme les *Black Panthers* à l'idéologie nationaliste, l'activisme des étudiants prêts à se battre pour faire reconnaître leurs droits, ont favorisé l'émergence des *Black Studies* (Rojas, 2007, p. 24; 33). Après l'assassinat de Martin Luther King, une grande partie de la communauté noire envisagea les *Black Studies* comme une alternative d'enseignement viable face au modèle blanc dominant. L'apport de ce champ d'études est important puisqu'il nous permet de comprendre comment un mouvement social transforme une organisation et comment une société répond aux changements politiques (Rojas, 2007, p. 94); 3) l'étude de l'évolution des rapports raciaux, du racisme et les relations de pouvoir au sein de la société américaine (*Critical Race Theory*). Selon Richard Delgado, des actes de racismes qu'ils soient inconscients ou non perdurent au sein de la société et constituent des formes de microagressions. La théorie critique sur la race (*Critical Race Theory*) est un champ d'études qui regroupe des activistes et des universitaires qui s'intéressent à l'étude et aux transformations des relations de race, de racisme et de pouvoir. Elle questionne les fondements de l'ordre libéral, incluant la théorie de l'égalité, mettant en évidence le rationalisme et les principes de neutralité des lois constitutionnelles (Delgado et Stefancic, 2012, p.1) ; 4) les études sur les églises noires (*Black Church Studies*) sont un champ d'étude multidisciplinaire qui cherche à comprendre et analyser l'héritage, les traditions, et l'impact social contemporain des églises noires aux États-Unis (Duncan :xxii). L'importance de la religion, le bagage culturel et l'expérience des Noirs ont permis l'émergence d'églises distinctes, qui constituèrent rapidement des structures identitaires de première importance. Cependant, appréhender les églises noires comme une institution soulève des problèmes et ambiguïtés tant conceptuels que méthodologiques. En effet, elles ne sont pas un produit historique figé, mais au contraire un processus fluide qui a permis aux chrétiens noirs de s'engager et d'embrasser cette tradition. Plusieurs auteurs ont par conséquent préféré la concevoir comme une tradition en constante évolution (Duncan, 2007, p. xxvi).

⁴² En effet, ces approches évoquent la question raciale uniquement du point de vue de la communauté opprimée, s'attardant sur les inégalités dont sont victimes les Afro-Américains. Elles survolent la question de l'évolution des politiques structurelles qui ont façonné les rapports raciaux aux États-Unis.

changements et les continuités au sein de la politique américaine en prêtant une attention toute particulière au rôle des institutions étatiques (Orren, Skowronek, 2004, p.17). Orren et Skowronek parlent « d'ordre institutionnel »⁴³ qui, lorsqu'il est remis en question, permet des transformations majeures tant sur le plan institutionnel, légal que culturel.

Pendant plus d'un quart de siècle, les conservateurs ont été les initiateurs de nombreuses normes de la politique américaine. Leurs politiques ont eu des conséquences dramatiques comme la ségrégation raciale, la réduction des impôts, un pouvoir moindre des travailleurs, une réorientation de la politique étrangère (Glenn et Teles, 2009, p.xvii). La croissance de l'État fédéral a favorisé l'influence toujours plus importante du conservatisme dans la formulation des politiques : « The state has helped to shape American conservatism, and conservatism helped to shape the state » (Glenn et Teles, 2009, p.xviii). La « vieille » droite qui s'est opposée au *New Deal* utilisait les principes constitutionnels d'un gouvernement limité comme argument central. Mais l'absence d'une alternative sérieuse aux politiques sociales des libéraux a facilité l'adoption des mesures du *New Deal*. Durant les décennies qui suivirent, les intellectuels conservateurs défendaient les principes du libre-marché, de l'anticommunisme et un pouvoir accru de la religion dans la sphère publique (Glenn, 2011, p.612).

⁴³ Cela désigne une coalition d'institutions étatiques, d'institutions politiques non étatiques et d'acteurs politiques qui s'entendent sur la manière d'appréhender les objectifs, les buts, les rôles et les limites de la vie politique concernant certains enjeux.

1.2.1.1 La question raciale et APD

Pour Smith et King, la question raciale est depuis la fondation de la république le « dilemme américain ». Ils cherchent à comprendre les raisons de l'instauration de ces politiques racistes (Smith et King, 2005, p.1)⁴⁴. Les normes de la société américaine ont été dès l'origine définies selon les préceptes défendus par les suprématistes blancs qui cherchaient à étendre leur domination. Ceci s'est traduit par la mise en place de lois légalisant l'esclavage et par le déni de l'égalité des droits (Smith et King, 2005, p.6). Malgré l'abolition de l'esclavage, la reconstruction qui fait suite à la Guerre civile ne prévoit aucune mesure cherchant à déracialiser les institutions et les politiques nationales (Novkov, 2008, p.652). La Première Guerre mondiale jouera un rôle crucial dans l'évolution des rapports raciaux. Face à la demande croissante de main-d'œuvre dans le nord industrialisé, les Noirs migrèrent massivement vers cette région, développant un potentiel électoral non négligeable. Il faudra cependant attendre la Seconde Guerre mondiale pour connaître les premiers mouvements de revendications d'envergure au XXe siècle (Smith et King, 2005, p.8).

La question de la race a été présente dans tous les aspects de la vie politique américaine, dessinant les contours des institutions politiques, des discours politiques, et des politiques publiques. Aujourd'hui, les rapports raciaux sont redéfinis autour des politiques de *color-blind*, approche largement acceptée et favorisée par la population⁴⁵. Mais, la persistance de la question raciale encore aujourd'hui révèle les défaillances tant du système politique américain que de la population pour répondre efficacement à ces enjeux (Lowndes et Novkov, 2008, p.15).

⁴⁴ Les auteurs évoquent l'instauration dès la fondation de la république d'un ordre institutionnel racial, c'est-à-dire que l'exercice du gouvernement s'inscrit dans une dynamique qui détermine les statuts, les ressources et les opportunités selon la place des individus dans les catégories raciales.

⁴⁵ Les tenants de cette politique pensent que le traitement égal des personnes engendre indubitablement une société plus égalitaire, et que le racisme et les privilèges raciaux n'exercent plus autant de poids qu'auparavant. Cela sous-entend notamment que les politiques de préférence raciales sont obsolètes.

La mise en place de changements structurels et institutionnels passe notamment par l'action de certains individus qu'on appelle « entrepreneurs politiques ». Certains auteurs comme Sheingate, dans son article intitulé *Political Entrepreneurship, Institutional Change and American Political Development*, étudie les changements institutionnels à partir du concept d'entrepreneuriat politique⁴⁶. L'auteur se concentre sur les caractéristiques mêmes des institutions qui permettent les transformations. Il s'interroge sur les facteurs favorisant les opportunités politiques, la nature de l'innovation politique et la manière dont les entrepreneurs essaient de consolider leurs innovations en vue d'un changement institutionnel durable (Sheingate, 2003, p.186).

Contrairement à Orren et Skowronek, pour qui l'équilibre institutionnel est remis en question par des chocs externes imprévisibles, Sheingate nous invite à nous concentrer sur les tensions et les contradictions inhérentes au système politique américain. Finalement, alors que les approches dominantes réduisent bien souvent les intérêts des acteurs à un seul et même objectif, l'entrepreneuriat met en évidence la manière où une multitude d'objectifs et d'intentions des acteurs peuvent être utilisés pour forger une coalition favorisant l'innovation et le changement (Sheingate, 2003, p.187). Pour parvenir à leurs fins, les entrepreneurs doivent posséder un excellent sens du *timing* et savoir tirer profit des opportunités pour permettre l'innovation.

Daniel Tichenor complète l'APD par le biais d'une démarche historico-institutionnelle⁴⁷. Il cherche à comprendre l'évolution des réformes des politiques

⁴⁶ Il s'agit d'une analyse plus endogène du changement. Il considère les entrepreneurs politiques comme étant des personnes qui par leurs actes transforment les effets des politiques, et des institutions : « The political entrepreneur is not so much the agent of others as others are his agents ». Les entrepreneurs déterminent les termes des débats politiques, les enjeux, les problèmes et influencent l'agenda. Ils sont sources d'innovation, car ils investissent dans des ressources pour créer de nouvelles politiques, agences et de nouvelles formes d'actions collectives. Enfin, ils consolident les innovations en un changement durable. L'auteur emprunte cette définition à Robert Dahl (2005) dans son ouvrage *Who Governs?: Democracy and Power in American City*.

⁴⁷ Bien que Tichenor concentre son analyse sur les politiques d'immigration aux États-Unis, son approche nous apparaît des plus pertinentes lorsqu'adaptée à l'enjeu des mesures de discrimination positive.

d'immigration à travers l'histoire américaine. Selon lui, les dynamiques économiques, sociales et culturelles ne suffisent pas à expliquer ce phénomène. Il met en évidence l'importance de la structure politique pour déterminer si les changements sociaux et culturels sont le fruit de transformations dans les politiques et législations. Il se concentre sur l'analyse des acteurs à l'échelle étatique ainsi que sur les institutions fédérales. Cela inclut les partis politiques, le Congrès, la présidence, et les fonctionnaires (Salyer, 2004). Dans sa méthodologie, il identifie quatre processus d'interconnexion (*four interlocking processes*) qui ont influencé les modèles et les transformations dans le contrôle de l'immigration. En premier lieu, la manière dont le pouvoir du gouvernement est organisé institutionnellement peut créer des situations de veto (*veto points*) ayant pour résultat d'entraver les réformes. En second lieu, il insiste sur la nécessité de créer des coalitions politiques (surtout bipartisanes) pour déterminer et réorienter les politiques d'immigration. Enfin, il démontre l'importance du rôle de l'expertise professionnelle (les comités au Congrès, des commissions spéciales et les agences bureaucratiques), dans l'établissement d'une nouvelle objectivité scientifique, d'un nouveau discours sur les paradigmes politiques. Cela permet de légitimer de nouvelles politiques⁴⁸. Cette démarche appliquée à l'enjeu de l'*Affirmative Action* se révèle particulièrement utile pour comprendre les facteurs expliquant les changements législatifs majeurs. Le concept de la « dépendance au sentier » (*Path Dependence Theory*) nous permet d'expliquer pourquoi les politiques de discrimination positive, bien que controversées, sont si difficiles à réformer. En effet, l'attachement émotionnel de la communauté noire mais également de nombreux Américains à ces mesures, ajoute à la sensibilité de cet enjeu (Tichenor, 2002).

⁴⁸ Il évoque également l'impact du contexte international sur les changements de politiques sur l'immigration, variable qui ne sera pas utilisée dans notre analyse.

1.2.2 Les entrepreneurs au Congrès

Le troisième et dernier thème qui alimente notre revue de la littérature se consacre donc à l'étude du concept des entrepreneurs au Congrès. Ces élus ont pour fonction de représenter leurs électeurs auprès du gouvernement fédéral. En ce sens, ils défendent des intérêts diversifiés selon les caractéristiques de leur région, de leur population et de leur économie. Ainsi, des membres du Congrès pourront voter contre une proposition soutenue par leur parti si elle porte préjudice aux intérêts ou aux préoccupations de leurs électeurs. De plus, les représentants et sénateurs sont des acteurs qui définissent les cadres législatifs du système politique américain. Ils jouissent à ce titre d'une grande autonomie et indépendance, en particulier si le parti majoritaire au Congrès ou de l'une des deux chambres est opposé au président. Les élus au Congrès détiennent la capacité d'introduire des projets de loi qui leurs sont vraiment chers (Corbo et Gagnon, 2011, p.269).

L'entrepreneur législatif n'est pas n'importe quel élu au Congrès. Il s'agit en fait d'un type de représentant et sénateur particulièrement influent et qui occupe bien souvent (mais pas toujours), un poste clé⁴⁹ au sein du pouvoir législatif. L'entrepreneur cherche spécifiquement à réorienter les politiques selon sa lecture et ses perceptions des enjeux. Pour parvenir à ses fins, il crée et exploite des « opportunités politiques » (*policy windows*) (Mazarr, 2007), en plus de posséder des qualités personnelles lui permettant de convaincre les autres législateurs du bien-fondé d'une réorientation des politiques. Si ces éléments sont réunis, l'entrepreneur parvient à : remodeler ou restreindre les termes d'un débat (Baumgartner et Jones, 2009) ; favoriser la prédominance de ses idées aux dépens de celles des autres ; rallier un soutien suffisant pour permettre un revirement politique (Kingdon, 2010 ; Carter et Scott, 2009). En d'autres termes, il parvient à dicter l'agenda politique (Riker, 1980). Selon Wawro, « l'entrepreneuriat législatif » exige donc un investissement en temps, en

⁴⁹ Président de comités, *Leader* de la majorité partisane dans l'une des deux chambres, etc.

équipe et la mobilisation de toutes les autres ressources nécessaires pour acquérir une connaissance dans un domaine politique particulier. Le rôle des entrepreneurs est de faire cheminer leurs propositions à travers le processus législatif en construisant et en maintenant des coalitions politiques (Wawro, 2000)⁵⁰.

Ainsi, dans le cadre de notre recherche, nous nous sommes intéressés aux mécanismes tant législatifs que non législatifs utilisés⁵¹ par les représentants Gary A. Franks et J.C. Watts pour tenter d'influencer le processus législatif⁵². Nous analyserons, en premier lieu, de quelle manière le contexte politique national constitue une opportunité de changement pour un entrepreneur. En effet, un élu peut bénéficier d'une ouverture politique, c'est-à-dire que le climat politique, une crise ou encore le débat politique exigent des membres du Congrès qu'ils parviennent rapidement à trouver des solutions aux problèmes urgents. C'est ce qu'on appelle la variable contextuelle. Un sénateur ou un représentant peut également tenter

⁵⁰ Ainsi, occuper une position de leadership comme président de comité, ou *leader* du parti majoritaire de l'une des deux chambres favorise l'entrepreneuriat politique. Cox et McCubbins, dans leur ouvrage *Setting the Agenda : Responsible Party Government in the U.S House of Representatives*, s'intéressent particulièrement aux *leaders* des partis à la Chambre des représentants. Selon eux, les *leaders* du parti majoritaire essaient d'influencer l'orientation des politiques par le biais de deux stratégies : 1) « l'agenda négatif », processus par lequel les enjeux auxquels s'opposent un grand nombre d'élus du parti majoritaire ne sont pas mis à l'agenda; 2) « l'agenda positif », où les enjeux appuyés par la plupart des élus du parti majoritaire sont priorisés dans l'agenda législatif. Selon eux, l'agenda négatif est à la base du gouvernement des partis. En effet, la capacité de bloquer les enjeux divisant la majorité constitue l'influence première des partis au Congrès. L'influence la plus importante se fait donc dans les étapes précédant les discussions en chambre (Cox, McCubbins, 2005). Un parti est donc considéré comme battu sur le plancher de la Chambre si la majorité de ses membres n'est pas parvenue à empêcher l'adoption d'une loi. Le parti majoritaire cartellise les positions à la Chambre et détient le pouvoir de déterminer l'agenda politique, incluant la direction des principaux comités et sous-comités, ainsi qu'une majorité des sièges au comité des règles qui régit le fonctionnement législatif de la Chambre.

⁵¹ Mécanismes que nous présenterons plus en détails dans la partie « méthodologie » de ce travail. Or, nous verrons dans l'analyse des études de cas que les représentants Gary Franks et J.C. Watts ont d'abord recours aux mécanismes législatifs dans leur approche entrepreneuriale.

⁵² Nous utiliserons le concept « d'entrepreneur législatif » lorsque nous évoquerons les stratégies d'influence législative des membres du Congrès pour influencer les votes sur un projet de loi. À contrario, le concept « entrepreneur politique » sera employé pour analyser les stratégies d'influence non législatives des représentants et sénateurs, lesquelles servent à réorienter les politiques sur certains enjeux.

d'influencer ses collègues ainsi que l'opinion publique en proposant un projet de loi pour tenter d'apporter une réponse à un problème spécifique. Dans ce cas, il crée lui-même « l'opportunité politique »⁵³ (Kingdon, 2002, p.173). Kingdon insiste sur l'importance des idées abstraites⁵⁴ dans la détermination de l'agenda politique (comme par exemple le rôle que peut jouer l'humeur nationale vis-à-vis d'une politique, ainsi que sur son aboutissement).

Par le biais des « aubaines » politiques⁵⁵, les législateurs font avancer certaines croyances, préférences et options politiques qui n'auraient sans doute pas été considérées dans un autre contexte (Mazarr, 2007, p.9). Dès lors, ces alternatives politiques promues par les entrepreneurs au Congrès apparaissent comme crédibles et rassurantes, puisqu'elles concordent parfaitement avec les événements. Finalement, la réussite ou l'échec des entrepreneurs politiques dépend pour beaucoup d'un contexte politique favorable qui leur offre une occasion idéale de promouvoir leurs idées.

Burden, dans son ouvrage *Personal Roots of Representation*, rejoint Kingdon quant à l'influence considérable qu'exercent les « préférences des législateurs » sur leur vote sur des projets de loi.⁵⁶ Ces préférences sont non seulement le fruit de leurs propres expériences personnelles (leurs valeurs, leurs idéologies, et leur intérêt personnel) mais sont également influencées par la manière dont ces législateurs sont

⁵³ Kingdon développe différents concepts afin d'illustrer de quelle manière les entrepreneurs gèrent leurs priorités politiques : 1) « *policy stream* » (ensemble de projets politiques auxquels les législateurs travaillent et réfléchissent) ; 2) « *problem stream* » (ensemble d'événements politiques qui surgissent largement en dépit et indépendamment des politiques et problèmes actuels).

⁵⁴ Et notamment de l'expérience personnelle qui selon lui revêt une importance déterminante dans la perception qu'ont les élus sur un enjeu particulier. Cependant, l'auteur omet de mentionner le modèle de « l'acteur rationnel » qui force le législateur à se conformer à la réalité et pas seulement à ses intérêts personnels.

⁵⁵ Opportunités politiques favorables à l'entrepreneuriat politique (contexte politique et social propice au changement, changement de majorité au Congrès qui permettrait le passage de projets législatifs ou au contraire d'empêcher leur adoption, etc.)

⁵⁶ Burden parle de « préférences » des législateurs pour évoquer leurs priorités qui sont basées sur leurs valeurs, idéologies, connaissance d'un sujet et intérêt personnel. La pression exercée par les électeurs, les groupes d'intérêts, les partis ainsi que par le contexte politique influence également les préférences des législateurs.

la cible des groupes d'intérêt, des partis et les porte-paroles des attentes de leurs électeurs.

L'influence de ces considérations s'effectue généralement en amont du processus législatif. En effet, c'est quand l'assemblée détermine l'agenda politique et bien avant que les projets ne soient discutés en chambre que les priorités des législateurs agissent. Toutefois, contrairement aux réformateurs, les défenseurs du statu quo sont plus enclins à faire part de leurs priorités et préférences uniquement au moment du vote. La manière dont les élus vont user de leurs préférences dépend non seulement de leur position⁵⁷ mais également du parti majoritaire au Congrès. (Burden, 2007)

1.3 Méthodologie

1.3.1 Les représentants noirs républicains au Congrès

Parmi le faible nombre d'élus noirs républicains au Congrès depuis 1964, nous avons sélectionné Gary A. Franks (représentant du 5^e district du Connecticut de 1991 à 1997) et Julius Caesar Jr. Watts (représentant du 4^e district de l'Oklahoma de 1995 à 2003)⁵⁸. En effet, tous deux font partie de cette nouvelle génération de conservateurs qui souhaitent abolir les mesures de l'*Affirmative Action* pour tendre vers une société *Color Blind*⁵⁹. Cela peut paraître curieux étant donné qu'ils reconnaissent eux-mêmes

⁵⁷ Réformateur ou défenseur du statu quo.

⁵⁸ Pour une brève présentation des élus exclus de notre analyse, consulter l'Annexe 1 p. 124.

⁵⁹ Comme mentionné précédemment, les *think tanks* conservateurs se sont livrés à des stratégies agressives de communication et de promotion à partir des années 1970-1980. Les 12 et 13 décembre 1980, l'*Institute For Contemporary Studies*, un *think tank* conservateur sponsorise une conférence intitulée « *Black alternatives* » qui a lieu à l'hôtel Fairmont à San Francisco. De nombreuses personnalités politiques ont assisté à cette conférence. C'est l'occasion pour la nouvelle génération d'intellectuels conservateurs de s'engager sur la scène politique nationale. À cette occasion, Clarence Thomas, qui travaille pour John Danforth (Sénateur du Missouri) à cette époque, rencontre Thomas Sowell, alors chercheur au *Hoover Institute*. Thomas affirme à plusieurs reprises avoir été fortement influencé par les travaux de Sowell (Rueter, 1995). Ces offensives ont permis à de nouvelles élites noires conservatrices d'accéder à des postes clés au sein des institutions politiques américaines. On pense notamment aux personnalités publiques comme Condoleezza Rice (Conseillère pour la sécurité

être le fruit de ces politiques. C'est ce paradoxe apparent qui nous a incité à nous concentrer sur l'analyse de cet enjeu en particulier. Les deux jeunes représentants s'accordent pour dire que les mesures de discrimination positive doivent être abolies, car ils les considèrent comme étant obsolètes. Or, leurs opinions divergent quant à la manière de réformer ces politiques. Gary A. Franks s'inscrit dans une dynamique de changement radical exploitant maladroitement un contexte politique délicat. Cela anéantira les chances de succès de son initiative législative visant à abolir l'usage des politiques de discrimination positive au niveau fédéral. J.C. Watts, quant à lui, se révèle beaucoup plus pragmatique dans sa démarche. Considérant que le *GOP* n'est pas prêt à offrir une réponse alternative acceptable, il se positionne en tant que défenseur du statut quo. Nous détaillerons dans les deux prochains chapitres les principales actions entreprises par ces élus pour tenter d'influencer les débats concernant l'enjeu susmentionné.

Notre démarche s'appuiera sur des sources primaires, secondaires et journalistiques afin de mettre en évidence les actions entreprises par chacun des élus sur l'enjeu identifié. Par action législative, nous entendons l'ensemble des votes, adoptions de lois et amendements qui engendrent une modification concrète des politiques fédérales régissant les mesures de l'*Affirmative Action*. Nous intégrons également dans notre analyse les actions visant à empêcher l'adoption de lois et amendements susceptibles d'engendrer une transformation conséquente de ces législations. Par action non législative, nous comprenons les apparitions médiatiques, les rencontres et correspondances avec le président et les *leaders* des partis et, enfin, les publications (livres) des élus sélectionnés.

naionale de 2001 à 2005 puis Secrétaire d'État de 2005 à 2009 sous l'administration Bush); Colin Powell (Conseiller pour la sécurité nationale de 1987 à 1989 sous Reagan, chef d'État-Major des armées de 1989 à 1993 et enfin Secrétaire d'État de 2001 à 2005 sous la présidence Bush) ; et le très controversé juge à la Cour Suprême Clarence Thomas. Bien que ces personnalités jouissent d'une influence indéniable tant sur l'appareil politique que sur l'opinion publique aux États-Unis, il est pertinent de nous intéresser dans le cadre de notre analyse à des personnalités politiques élues qui contribuent activement au processus législatif.

Afin de déterminer les actions de nos deux représentants, nous nous référerons aux sources primaires que constituent les comptes-rendus des débats au Congrès répertoriés dans le *Congressional Record* ainsi que les rencontres et échanges avec leurs collègues, pour les sensibiliser à prendre en considération leurs perceptions de l'enjeu. Pour les sources secondaires, nous utiliserons les comptes rendus de débats importants au Congrès qui sont publiés dans le *Congressional Quarterly Almanac*. Enfin, nous consulterons des articles publiés dans les grands quotidiens nationaux afin de prendre le pouls de l'humeur nationale sur l'enjeu analysé. D'autres sources journalistiques qui suivent spécifiquement les activités au Congrès comme *The Hill* et *Roll Call* seront également utilisées.

Finalement, pour rendre compte des facteurs nous permettant d'expliquer les natures entrepreneuriales de ces Noirs républicains au Congrès, nous nous rapporterons aux écrits de ces législateurs dans lesquels ils expriment clairement leurs positions sur l'enjeu identifié. Les références à des ouvrages biographiques permettront d'identifier les facteurs idéologiques comme leurs expériences personnelles et familiales, et les valeurs et idéologies, qui influencent les individus dans leur prise de décision.

1.4. Présentation de l'enjeu des mesures de discrimination positive (Affirmative Action)

Les élus noirs républicains au Congrès sont très souvent perçus par les médias, mais également par le Parti républicain comme un espoir de rejoindre l'électorat afro-américain. Or, loin de faire partie de la frange la plus modérée du parti, ils sont au contraire bien souvent de fervents défenseurs de la plateforme très conservatrice du GOP. Un des aspects évoqués précédemment dans notre analyse est leur opposition féroce aux mesures favorisant les femmes et les minorités ethniques et aux politiques de discrimination positive. En ce sens, il est intéressant d'analyser leur position et actions au Congrès sur cet enjeu, qui est étroitement lié aux deux autres thèmes très

chers au Parti républicain, à savoir les questions du rôle et de la taille du gouvernement fédéral, et l'économie. En l'absence de financement du gouvernement fédéral, ces mesures sont vouées à disparaître.

Bien que secondaires dans notre analyse, ces deux derniers thèmes seront évoqués brièvement au cœur de nos études de cas, puisqu'ils constituent leur agenda prioritaire. Comme mentionné précédemment, c'est le parti lui-même qui incitera les deux représentants à prendre position sur l'enjeu de la discrimination positive, percevant une opportunité politique intéressante. Ainsi, ils deviendront les figures de proue de cette guerre amorcée par les conservateurs visant à abolir les mesures de l'*Affirmative Action*.

1.4.1 Contexte historique

Johnson fut un grand défenseur de ce programme en signant en 1965 un décret présidentiel (*Executive Order* 11246) qui oblige les instances gouvernementales à avoir recours aux politiques d'*Affirmative Action* dans leur processus d'embauche afin d'augmenter le nombre d'employés issus des minorités ethniques. Il demande au ministre du travail, Willard A. Wirtz, de veiller à ce que ces mesures soient également respectées par les grosses entreprises et les syndicats. Ainsi, les titre VI et VII du *Civil Rights Act* de 1964 interdisent respectivement les pratiques discriminatoires dans les instances gouvernementales et dans le secteur privé :

“no person...shall, on the ground of race, color, or national origin, be excluded from participation in, be denied the benefits of, or be subjected to discrimination under any program or activity receiving Federal financial assistance.”¹ Title VII similarly prohibited all employment practices that discriminated on the basis of race, gender, religion, or national origin’.
(Fullinwider, 2013)

Les mesures de l'*Affirmative Action* ont pour objectif premier d'abroger les barrières artificielles, dernier obstacle à l'accomplissement de l'égalité des chances. Cela

permettait aux institutions d'appliquer les prérogatives et les missions contenues dans le *Civil Rights Act* : « Title VII's mission was antidiscrimination, not rectification, that it aimed to prohibit racial selectivity going forward, not compensation for past wrongs, that it sought the removal of racial considerations from personnel decision making, not the institutionalization of racial balance » (Kennedy, 2013, p.37). Désormais, toutes pratiques et procédures discriminatoires sont répréhensibles.

Ces politiques ne suscitent que très peu l'intérêt du public jusqu'en 1972, date à laquelle le ministre du travail a révisé le décret présidentiel pour l'étendre au domaine de l'éducation⁶⁰. Dans les années qui ont suivi, les collèges et universités ont commencé à mettre en place des procédures similaires de recrutement, ce qui a permis d'accroître le taux de scolarisation des Afro-Américains et des Hispaniques. L'utilisation du facteur racial dans le processus d'admission au sein des collèges et universités a été vivement critiquée, lors des débats entourant cet enjeu. À partir de ce moment-là, les mesures visant à favoriser les minorités sont assimilées à des politiques de quotas, pourtant interdites. Le facteur racial devait uniquement être considéré comme un atout et non comme un passe-droit (Fullinwider, 2013).

Pour les défenseurs de l'*Affirmative Action*, ces mesures permettent d'augmenter la représentativité des minorités au sein des institutions en plus de favoriser leur succès académique. Les détracteurs, quant à eux, reconnaissent que ces politiques ont été créées pour assurer des pratiques justes et équitables dans le processus d'admission dans les universités, dans une volonté de réparer le passé de discrimination raciale. Cependant, ces mesures seraient désormais obsolètes et tendraient à créer une forme inversée de discrimination, en favorisant un groupe ethnique à partir de considérations raciales, plutôt qu'en fonction du succès académique. Le recours à ce type de procédures nourrit la crainte que ces groupes minoritaires soient stigmatisés par leurs pairs et professeurs qui pourraient estimer que leur réussite n'est pas

⁶⁰ En référence à l'approche développée par Tichenor, ce sont dans notre cas les législations qui ont engendré des transformations politiques, sociales et culturelles majeures.

méritée. De plus, ces politiques pourraient être reconnues comme inconstitutionnelles selon la clause de protection égale (*Equal Protection Clause*, entourant le XIV^e amendement de la Constitution), ainsi qu'en vertu du titre VI du *Civil Rights Act* de 1964 qui interdit toute forme de discrimination basée sur des considérations de race, de couleur et d'origine ethnique, envers tout organisme et institution recevant du financement du gouvernement fédéral. De plus, ces politiques sont susceptibles d'abaisser les barèmes d'excellence, réduisant la compétition entre les étudiants sur le marché du travail (National Conference of State Legislatures, 2014).

Un autre argument souvent avancé par les conservateurs est que ce programme laisse sous-entendre que les minorités ne peuvent réussir sans les mesures comprises dans ce programme. Cela renforce le sentiment de victimisation de la communauté et dévalorise les avancées effectuées depuis les années 1960. Étant donné que les mesures de l'*Affirmative Action* cherchent à promouvoir l'ascension socio-économique de certains individus, en se basant sur des critères de sexe et de race, ce programme continue de faire polémique aujourd'hui. Ainsi, l'histoire du développement de l'*Affirmative Action*, tant au niveau de sa mise en place que vis-à-vis des contestations des dispositions établissant des systèmes préférentiels, s'est formulée de deux manières différentes. D'une part, les cours, les législatures et les départements exécutifs du gouvernement ont élaboré et fait appliquer des règles nécessitant l'application des mesures de ces politiques. D'autre part, des revendications au sein du débat public où la pratique du traitement préférentiel a alimenté une vaste littérature de fervents supporters et d'opposants (Fullinwider, 2013).

On relève deux périodes majeures qui cristallisent ce débat. La première s'étend du début des années 1970 jusqu'à la fin des années 1980. Les mesures de préférence de genre et de race dans les processus d'embauche sont particulièrement visées. La seconde phase de controverse couvre la période 1990-2003. À l'aube du XXI^e siècle,

ce sont les critères de préférence raciale dans les admissions au sein des collèges et des universités qui divisent l'opinion publique (Fullinwider, 2013).

Les politiques de discrimination positive qui ont eu le plus de succès sont celles qui cherchent à accroître la scolarisation des minorités. De 1960 à 1995, le pourcentage de Noirs âgés de 25 à 29 ans qui ont obtenu un diplôme collégial est passé de 5.4% à 15.4%. Une majorité d'individus issus des minorités appuient encore les programmes de l'*Affirmative Action*, mais un nombre croissant d'entre eux admettent que les bénéfices qu'ils permettent ne compensent plus vraiment les effets négatifs, comme par exemple l'idée que leur succès n'est pas mérité. En général, les femmes et les minorités continuent d'être largement discriminés sur le marché du travail, occupant les emplois les moins bien payés (AEED, 2015).

L'arrêt de la Cour Suprême *University of California v. Bakke*, en 1978 suscita l'indignation des conservateurs. En effet, dans cet arrêt la Cour maintient que l'utilisation de mesures de préférence raciales comme un des facteurs d'admissions au sein des universités est constitutionnel : « the use of race as one factor in choosing among qualified applicants for admission »⁶¹. Dès lors, à partir de la présidence Reagan les républicains chercheront à abolir par tous les moyens ces politiques préférentielles afin de réintroduire l'ordre suprématiste blanc.

⁶¹ La Cour Suprême réaffirme toutefois que l'utilisation de mesures de quotas est illégale : « At the same time, it also ruled unlawful the University Medical School's practice of reserving 18 seats in each entering class of 100 for disadvantaged minority students. » (AEED, 2015).

1.4.2 Reagan et les mesures de l’Affirmative Action

Dès le début de la présidence de Reagan, les conservateurs ont uni leur voix afin d’exprimer leur opposition farouche aux mesures de l’*Affirmative Action*, qu’ils considèrent comme étant de la discrimination inversée (“*reverse discrimination*”) à l’encontre des hommes blancs. Déjà en 1979, lorsque la Cour Suprême statue dans l’affaire *United Steelworkers of America, AFL-CIO-CLC v. Weber* que les entreprises du secteur privé sont libres d’appliquer un programme de préférence racial dans leur politique d’embauche, les conservateurs accusent la Cour d’avaliser les pratiques de cette nouvelle forme de discrimination, allant jusqu’à faire une analogie avec les injustices engendrées par les lois Jim Crow. Or, une grande partie de la population et surtout les Afro-Américains considèrent qu’un déséquilibre contrôlé dans les processus d’embauche et dans l’accès à l’éducation supérieure aide à contrer les injustices passées jusqu’à ce que l’égalité de race et de genre soit atteinte.

Pour contrer ces mesures, Reagan coupe dans le financement de la EEOC et à la division des droits civiques du département de la justice. À cause de ces coupures, le nombre de dossiers traités par la commission a diminué de 60% entre 1981 et 1984⁶². La présidence Reagan symbolise un virage politique très à droite sur la question des droits civiques (Davidson, 2004). Il mène une guerre acharnée contre toutes les mesures visant à privilégier les femmes et les minorités ethniques, prétextant que seul le mérite et les qualifications sont gages de réussite : «“we must not allow the noble concept of equal opportunity to be distorted into federal guidelines or quotas which require race, ethnicity, or sex - rather than ability and qualifications - to be the principal factor in hiring or education”» (Anderson, 2005, p. 122). C’est à partir de la rhétorique employée par Reagan et les conservateurs de l’époque que le concept de discrimination inversée a alimenté les débats (Anderson, 2005, p.123).

⁶² Reagan fait preuve de contradiction dans sa démarche, puisqu’il nomme la première femme à la Cour Suprême, et signe une loi qui entérine un jour férié en l’honneur de Martin Luther King.

Cependant, les tentatives menées par les conservateurs pour renverser le décret présidentiel 11246 de Johnson seront contrecarrées par des coalitions bipartisanes au Congrès et des mobilisations des organisations pour les droits civiques.

1.4.3 Clinton et les mesures de l’Affirmative Action

Après le veto du président Bush pour interdire l’instauration de quotas dans les mesures d’*Affirmative Action*, Clinton, fervent défenseur de ce programme, choisit une approche prudente. Il signe, le 19 juillet 1995, un décret présidentiel confirmant son soutien aux mesures de l’*Affirmative Action*, tout en statuant que ces programmes devraient être révisées ou supprimés par les différentes agences bureaucratiques afin de déterminer s’ils engendrent de nouvelles discriminations : «“creates a quota, creates preferences for unqualified individuals, creates reverse discrimination, and continues their program even after its equal opportunity purposes have been achieved.””⁶³.

Afin de changer les préjugés négatifs des administrations précédentes envers les mesures d’*Affirmative Action*, Clinton se pose en défenseur de la diversité. Il souhaite que son cabinet soit le reflet de la diversité de la population américaine «Looked like America». Il est d’ailleurs le seul président qui a consacré l’intégralité d’un discours à ce thème, afin de justifier l’utilité de ces mesures, notamment pour favoriser l’avancée socioéconomique de tous les Américains. Cependant, afin de ne pas s’attirer les foudres de ses détracteurs, il affirme son opposition à l’instauration de mesures peu populaires comme les quotas. L’effort doit être mis sur l’amélioration effective de ces politiques et non sur leur abolition :

⁶³ Clinton cherche à positionner le gouvernement fédéral en accord avec la décision de la Cour Suprême dans l’affaire *Adarand v. Peña*. La Cour Suprême questionne les dimensions légales des programmes fédéraux de l’*Affirmative Action*. Les programmes basés sur des considérations raciales doivent s’adapter aux objectifs et aux intérêts du gouvernement (United States History. s.d.).

Clinton assured the public that he would not abide “unjustified preference, numerical quotas or selections solely on the basis of race or gender regardless of merit”. [...] “Affirmative action should not go on forever. But the job of ending discrimination in this country is not over... We should reaffirm the principle of affirmative action and fix the practice. We should have a simple slogan: Mend it, but don’t end it”. (Kennedy, 2013, p.55)

Conscient du risque politique que constitue les mesures de l’*Affirmative Action*, Clinton réaffirme néanmoins la nécessité de préserver ces programmes. Il invite au débat afin que le pays puisse apporter des solutions efficaces à cet enjeu, pour tendre vers une société *color-blind* :

[...] The purpose of affirmative action is to give our nation a way to finally address the systemic exclusion of individuals of talent on the basis of their gender or race from opportunities to develop, perform, achieve and contribute. Affirmative action is an effort to develop a systematic approach to open the doors of education, employment and business development opportunities to qualified individuals who happen to be members of groups that have experienced longstanding and persistent discrimination. The unemployment rate for African-Americans remains about twice that of whites. The Hispanic rate is still much higher. Women have narrowed the earnings gap, but still make only 72 percent as much as men do for comparable jobs. The average income for a Hispanic woman with a college degree is still less than the average income of a white man with a high school diploma. There are people who honestly believe that affirmative action always amounts to group preferences over individuals merit ; that affirmative action always leads to reverse discrimination; that ultimately, therefore, it demeans those who benefit from it and discriminates against those who are not helped by it. I just have to tell you that all of you have to decide how you feel about that, and all of our fellow countrymen and women have to decide as well. But I believe if there are no quotas, if we give no opportunities to unqualified people, if we have no reverse discrimination, and if when the problem ends the program ends, that criticism is wrong. That's what I believe. But we should have this debate and everyone should ask the question [...]. (Congressional Quarterly Almanac, 1995)

Dans la lignée du concept de la « dépendance au sentier » développé par Tichenor, Clinton, Gary Franks et J.C Watts apprendront à leurs dépens que l’évolution de l’enjeu de la discrimination positive à travers l’histoire dépend davantage de la Cour Suprême que du Congrès. En effet, l’institution judiciaire est devenue la voie

privilégiée pour déterminer les politiques définissant les rapports raciaux aux États-Unis, en partie car elle détient le dernier mot. Reflétant bien souvent l'humeur nationale, elle cherche soit à protéger l'avenir de ces politiques ou au contraire à les abolir (Biskupic, 1997).

C'est avec l'arrêt de la Cour Suprême *Adarand Constructors, Inc. v. Peña* en 1994 que les républicains lanceront une nouvelle offensive envers les mesures de *Affirmative Action* en utilisant cette fois-ci comme messagers, des Afro-Américains, représentants de cette communauté qui nourrit un attachement particulier envers ces politiques.

CHAPITRE II

GARY FRANKS : L'ENTREPRENEUR FRUSTRÉ



«The way to fight hatred and racism in America is not with more hatred and self-pity. It is with education, perseverance and self-esteem.» (Gary Franks, Convention nationale républicaine, 18 août 1992).

2.1 Mise en contexte : une éducation construite autour des valeurs conservatrices

Burden et Kingdon considèrent que les « préférences personnelles » exercent une influence considérable sur la nature du vote des législateurs. Ces préférences résultent en premier lieu de leurs expériences personnelles (leurs valeurs, idéologies, et intérêt personnel) (Burden, 2007). Gary A. Franks s'inscrit dans ce schéma de pensée, où l'idéologie conservatrice à laquelle il s'identifie s'est construite dès son plus jeune âge⁶⁴. Les valeurs familiales traditionnelles, l'émancipation économique et sociale par le mérite personnel et l'importance de l'enseignement sont au cœur de son éducation.

Originaire du Connecticut, cinquième État le plus riche des États-Unis, où les disparités économiques demeurent parmi les plus élevées du pays, Gary Franks fait ses premiers pas en politique en 1986, motivé par la volonté d'apporter du sang neuf

⁶⁴ Gary Alvin Franks est né le 9 février 1953 à Waterbury dans le Connecticut. Il est le dernier d'une famille de six enfants. Son père Richard Franks, travailleur d'usine qui a quitté l'école très jeune, place l'éducation au cœur des valeurs familiales. En effet, les six enfants feront des études supérieures, et trois d'entre eux obtiendront un doctorat. Gary Franks décroche en 1975 un baccalauréat de l'Université Yale. Après quelques années à travailler comme agent en relations industrielles, il lance sa propre agence immobilière à Waterbury.

au sein du parti républicain de Waterbury. Bien que candidat malheureux au poste de contrôleur général de l'État du Connecticut, il est élu cette même année au Collège des échevins de Waterbury où il siègera jusqu'en 1990 (Wasniewski, 2008, p.584).

C'est à la fin des années 1970 que Franks devient membre du Parti républicain. Les échecs de la Grande société de Johnson, qu'il caractérise notamment par la politique d'augmentation croissante des impôts et des dépenses du gouvernement, nourrissent son désaveu vis-à-vis du Parti démocrate.

Grand défenseur des causes conservatrices, sa philosophie demeure la réussite par le mérite personnel : «I believe in less government. I believe that we don't have to tax and spend constantly to maintain our society». Quatre principes sont au cœur de ses croyances : 1) Vivre en respect des préceptes de la Bible. 2) Travailler la confiance en soi afin de parvenir à réaliser ses rêves. 3) Travailler dur pour atteindre ses objectifs : «prepare, believe in yourself and perform» (Franks, 1996, p.29). 4) Etre reconnaissant envers Dieu pour tout ce que l'on parvient à accomplir dans notre vie (Franks, 1996, p. xxi).

En 1990, Franks se lance dans sa première course à l'échelle nationale pour représenter le cinquième district du Connecticut, siège laissé vacant par John Rowland qui brigue le poste de gouverneur de l'État. Malgré les difficultés⁶⁵, Franks parvient à obtenir la nomination républicaine. Lors de l'élection générale, il affronte l'ancien représentant démocrate d'un district voisin, Toby Moffett.⁶⁶ Cette course opposant un Afro-Américain républicain sans grande expérience politique, à un ancien représentant expérimenté suscita l'intérêt national (Wasniewski, 2008, p.584). La campagne prend la forme d'un véritable référendum sur les politiques

⁶⁵ Il livre une bataille acharnée avec cinq autres candidats à la convention républicaine de son district en juillet 1990.

⁶⁶ Toby Moffett fut élu pour la première fois au Congrès en 1974. Après quatre mandats à la chambre, il se lance dans des campagnes malheureuses au Sénat en 1982, et au poste de gouverneur du Connecticut en 1986.

économiques. Franks défend une plateforme conservatrice en promettant notamment une diminution des impôts pour les entreprises. Il s'attaque également au système social qu'il accuse d'engendrer une spirale de dépendance au gouvernement. Moffett quant à lui, essaie de lier le programme politique de Franks à celui de Reagan, responsable du ralentissement de l'économie. Mais Franks peut compter sur le soutien du Président George H.W. Bush, de la Première dame Barbara Bush, ainsi que du vice-président Dan Quayle, qui se sont déplacés dans son district. Il remporte l'élection avec 52% des voix, et devient à l'âge de 37 ans, le premier noir républicain élu à la chambre depuis soixante ans et le premier Noir conservateur à servir au Congrès⁶⁷ (Wasniewski, 2008, p.586).

Le jeune Représentant entame sa carrière au Congrès avec beaucoup d'enthousiasme. En tant que seul Noir républicain à la Chambre, il suscite une certaine curiosité, mais également un intérêt majeur pour les dirigeants du GOP. Très attaché au précepte de la réussite par le mérite personnel, il consacre une part importante de son activité législative à appuyer des projets de loi permettant une réforme de l'aide sociale, ainsi qu'à promouvoir des mesures favorisant la redynamisation économique des zones urbaines. Sa pugnacité lui vaudra d'ailleurs, quelques succès législatifs. En revanche, son impulsivité et son manque de constance seront synonymes de frustration et d'échec.

⁶⁷ Il est assigné aux comités des services armés et des petites entreprises, ainsi qu'au comité spécial sur le vieillissement.

2.2 Un agenda politique fidèle à la plateforme du Parti

Tableau 1 : Activité législative de Gary Franks⁶⁸

Congrès	Nombre de projets de loi parrainés	Nombre de projets de loi co-parrainés	Total
102e (1991-1992)	6	272	278
enjeu de l' <i>affirmative action</i>	x	H.R.1375 le Civil Rights Act de 1991	1
103e (1993-1994)	35	190	225
enjeu de l' <i>affirmative action</i>	x	x	x
104e (1995-1996)	10	82	92
enjeu de l' <i>affirmative action</i>	1) H.R.3190 : interdire l'usage des politiques préférentielles visant à favoriser l'embauche des femmes et des minorités au niveau fédéral. 2) H.R.1096 : interdire la pratique du découpage des circonscriptions selon des critères raciaux.	x	2
Total	51	544	595

Les mesures de discrimination positive ne constituaient pas une priorité politique dans l'agenda de Gary Franks jusqu'à son troisième mandat. En effet, à son arrivée au Congrès, le représentant du Connecticut s'investit davantage dans les questions économiques et budgétaires, qui constituent l'essentiel de son activité législative comme nous le démontrerons dans ce point du chapitre.

Selon Sheingate, les changements institutionnels sont le fruit des actions menées par les entrepreneurs politiques. Motivé par une volonté de réforme de l'aide sociale,

⁶⁸ Source : U.S. Congress (s.d). « Legislation Sponsored or Cosponsored by Gary A. Franks », Récupéré de : <https://www.congress.gov/member/gary-franks/F000348?q=%7B%22search%22%3A%5B%22Gary+Franks%22%5D%7D&resultIndex=1>, consultée le 7 avril 2015.

Franks s'inscrit dans cette lignée et se positionne comme un acteur du changement, en particulier durant la présidence Clinton (Sheingate, 2003). Ce dernier assimile le système de redistribution actuel aux États-Unis à de l'esclavage : «The current welfare system is really a form of slavery. The slave is completely dependent upon his master for food, clothing, housing, and sustenance. Slavery took away the freedom of African American and gave responsibility to someone else. Welfare has done the same thing. We African Americans will never be free until we learn to be responsible ourselves» (Franks, 1996, p.181).

Selon Gary Franks, ce système est responsable de la destruction de la cellule familiale et du sentiment de responsabilité. Les bénéficiaires de l'aide sociale ont perdu la volonté de travailler pour subvenir aux besoins de leur famille. On assiste au retour d'une forme d'esclavage avec le cliché de la femme au foyer qui s'occupe des enfants et qui parvient à survivre grâce aux allocations de l'État. Cette vision très conservatrice du rôle du gouvernement lui permet d'être désigné par le Parti républicain en 1991 comme président du *Welfare Reform Task Force* pour le GOP. Le projet de loi phare de cette coalition est celui qui obligerait les femmes monoparentales à identifier le nom du père de leur enfant afin de pouvoir bénéficier de l'aide de l'État (Franks, 1996, p.184). Lors des débats à la Chambre, il évoque la nécessité de réformer le système d'aide sociale mis en place par les démocrates, qui selon lui, pousse à une dépendance malsaine des individus envers le gouvernement fédéral :

[...] Mr. Moderator, the intent of welfare was to serve as a temporary safety net to help people get back on their feet, yes. However, it has gone off course considerably. [...] Welfare versus slavery, slaves were brought here against their will, the intents were different, slaves were black, for the most part, and slaves worked. Could you point out other differences between slavery and welfare? [...] We have to remember that today, unfortunately, we have a number of single parents out there who are teenagers. In the Republican bill we will not allow a teenager to be able to receive, or a minor, to be able to receive welfare benefits. (U.S Congress, 1994, H3043).

Très investi dans sa mission, il introduit en 1993, un projet de loi qui permettrait de remplacer le paiement en argent comptant des allocations gouvernementales par un système de carte de débit. L'objectif est d'enrayer le phénomène du détournement des allocations sociales pour l'usage et le trafic de drogues. La ministre de la santé Donna Shalala s'est prononcée en faveur de ce projet espérant qu'il serait mis en œuvre durant l'administration Clinton, mais en vain. En 1994, ce projet est au cœur de sa campagne de réélection. En attendant que le Congrès légifère sur cette proposition, le district de Waterbury a accepté de mettre en place un projet pilote. Bien qu'il ne soit pas parvenu à faire aboutir son projet au Congrès, il en retire tout de même une demi-victoire (Franks, 1996, p.192).

Par la suite, il participe activement à la rédaction de la réforme de protection sociale proposée par le GOP en 1995. Ce projet prévoit notamment l'instauration de pénalités pour les bénéficiaires d'allocations sociales qui refusent de retourner travailler après deux ans. Il est également question de rendre l'accès à ces allocations plus difficile pour les femmes ayant des difficultés à déterminer la paternité de leur enfant, ainsi que pour les immigrants. Enfin, Franks s'oppose à de nombreuses reprises à des lois visant à préserver les privilèges des minorités, estimant que ces mesures renforcent le sentiment d'infériorité des Noirs (Wasniewski, 2008, p.587).

Mais malgré son conservatisme, Franks ne souhaite pas réduire complètement le rôle du gouvernement dans la vie des individus, contrairement au leader de la majorité Newt Gingrich. Selon une analyse menée par le *Congressional Quarterly magazine*, Franks a voté en 1994 en accord avec la Maison-Blanche dans 71% des cas. Il défend le droit des femmes à l'avortement et a toujours soutenu l'attribution de fonds du gouvernement fédéral pour favoriser l'accès à ces cliniques. (Zoroya, 1995)

Lorsqu'en mars 1995 les républicains à la Chambre essaient de faire passer des réformes visant à couper de manière drastique le budget fédéral, Franks exprime clairement son opposition :

"I am for dismantling the Great Society programs and the Roosevelt New Deal, but I do not believe that the solution is merely to cut, cap or pass the buck to the states," he said in a speech from the House floor. "The Pontius Pilate approach to governing, a policy that we have taken of late, seems to disproportionately affect the . . . elderly, women, African Americans and other minorities, veterans and children" (Zoroya, 1995).

Après plus de trois mois de marchandage politique entre la Chambre et le Sénat, des coupures de 58 milliards de dollars sur sept ans dans les programmes de soutien aux plus défavorisés sont votées. Les chômeurs devront retourner travailler après deux ans de prestations, les travailleurs illégaux se verront amputés de ce droit, et de nombreux programmes d'aide aux plus démunis comme la couverture médicale *Medicare* et la distribution de bons alimentaires seront mis à mal. Malgré certaines réticences, Gary Franks déclare que cette réforme du système est essentielle: «'Both systems have the same end result,' 'They control people's lives. We ended slavery. The least we can do is reform welfare.'» (Shogren, 1995). Il s'aligne sur l'humeur nationale, percevant le potentiel politique de ce programme. En effet, il s'agit de l'une des mesures les plus populaires du GOP. Un sondage mené par le *New York Times/CBS News* montre que 48% des répondants affirment que cette refonte du système est souhaitable pour le pays, contre 30% qui pensent le contraire. Ainsi, en utilisant son veto, Clinton prend un risque politique majeur (Shogren, 1995).

Avec la réforme de l'aide sociale, l'économie constitue un des enjeux que Franks considère comme prioritaire. En effet, il sponsorise durant son premier mandat un projet de loi l'*Urban Entrepreneurs Opportunity Act*, qui vise à favoriser le dynamisme économique des quartiers urbains en incitant les grandes entreprises à investir dans leur quartier.

Mr. Speaker, today I am introducing the Urban Entrepreneurial Act. It is a bill that I believe has the potential to dramatically augment enterprise zones. I share this introduction with 52 original sponsors. [...] Large companies benefit from this program in three ways: First, the money given to the subsidiary is treated as a regular business expense for tax purposes; second, any interest received on investments made in small businesses may be used by

the large company; and, third, the large company may use employees of the entrepreneurial business to be in compliance with Federal laws (U.S Congress : 1992, H5054).

Malgré les efforts pour obtenir des cosignataires, son projet de loi n'a jamais été discuté, car les préoccupations budgétaires étaient au cœur des batailles (Franks, 1996, p.94). Après un bilan assez faible pour son premier mandat, il est réélu en 1992 avec 44% des votes contre 31% pour son opposant Lawlor. Il entame son deuxième mandat dans une configuration politique différente, avec Clinton au pouvoir. Son cheval de bataille en tant que représentant demeure le développement économique et la création d'emplois, qui passent, selon lui, par des coupures dans les programmes sociaux, des réductions d'impôts conséquentes et attractives pour les entreprises, et enfin, l'équilibre budgétaire (Franks, 1996, p.172).

[...] The Budget Control Act would make entitlement spending targets for the next 4 fiscal years and would create a process for adjusting direct spending to stay within the targets. Each year the President and Congress would have to address direct spending that exceed the targeted levels. The weakness of the Budget Control Act as written is that the level of entitlement growth allowed under this bill can be set at any number high enough to prevent any action on slowing this growth down. This bill provides no incentive to change the policy of entitlement programs, which is the real problem [...] (U.S Congress, juillet 1994, H.R.4604).

Le représentant du Connecticut est un fervent défenseur des mesures économiques et budgétaires phares du GOP en 1995, comprises dans la plateforme politique *Contract with America* :

Mr. Chairman, failed tax-and-spend policies as demonstrated in a proficient manner by a Congress controlled by the Democrats for 40 years, versus less taxation and less spending by Republicans in 1995: America, you voiced your opinion loudly this past November. Making more money available to private citizens and private industry will inevitably result in more money going into our economy to produce economic growth and, yes, ladies and gentlemen, more tax revenues. The method to improve our cities is not through new and fancy social spending programs. The first way is to help strengthen our families. Encouraging marriage, adoptions, savings by families, long-term health care, and senior citizens' equity are steps in the right direction. [...]Let

us remember that with strong families, less taxation, less spending, and less government, we will be able to turn our society around for the better (U.S. Congress, avril 1995, HR1215).

Mais, c'est son statut particulier de Noir conservateur qui lui vaudra l'attention du parti. En effet, l'enjeu de la discrimination positive suscite de nouveau le débat, et le GOP perçoit en ce jeune représentant l'espoir de mettre à mal les politiques préférencielles.

2.3 Être noir et conservateur : une aubaine politique⁶⁹ ?

2.3.1 L'espoir de l'establishment républicain

Gary Franks tente de renverser ce que Orren et Skowronek nomment « l'ordre institutionnel » en se positionnant comme acteur du changement. Il souhaite transformer de manière radicale la législation sur les questions de l'affirmative action avec pour objectif sur le long terme de les abroger complètement. Dans la lignée de la stratégie développée par Reagan et les élites conservatrices de l'époque, il supporte des législations favorisant le concept de *color-blindness* (Glenn et Teles, 2009).

Gary Franks est âgé de dix ans lors du célèbre discours de Martin Luther King, « *I have a dream* », prononcé le 28 août 1963 au Lincoln Memorial à Washington D.C. (Franks, 1996, p. xi). Contrairement aux auteurs Smith et King qui considèrent que la question raciale constitue « le dilemme américain »⁷⁰, Gary Franks estime que ce discours symbolise l'avènement de l'ère de l'égalité raciale, grâce au travail effectué par les mouvements de revendications pour les droits civiques. Désormais, la

⁶⁹ Le terme « d'aubaine politique » est utilisé ici pour évoquer le fait que le statut particulier d'être noir et conservateur est susceptible de constituer une opportunité politique. Un avantage qui permettrait d'obtenir un statut ou une position d'importance au sein du parti républicain.

⁷⁰ Comme mentionné dans le chapitre précédent, Smith et King considèrent que la question raciale est présente dans tous les aspects de la vie politique américaine, et ce depuis la création de la République. Malgré une succession de législations, cet enjeu continue de diviser l'opinion publique (Smith, King, 2005, p.1).

ségrégation systématique et les stéréotypes, obstacles majeurs à la réussite des Afro-Américains, ont disparu. Les actes de racisme demeurent des incidents isolés. Seul le travail et la persévérance sont gages de réussite : «White people won't automatically do better than you because you're black and they're white. Work hard, get good grades, and you can succeed » (Franks, 1996, p.13). En tant que représentant élu dans un district où 90% des électeurs sont blancs, il est l'illustration de cette transformation de la société : «I think my odyssey through the American political system tells a lot about how we have become a far less race-conscious society» (Franks, 1996, p.xii). Le facteur racial ne sera pas un élément déterminant pour son élection à la Chambre des représentants. Alors que Gary Franks prétend ériger les préoccupations des Afro-Américains, au cœur de son travail au Congrès, il estime cependant que la communauté noire a perdu l'essence de ce qui devait être leur quête initiale, à savoir la foi et la croyance dans leur particularisme en tant que communauté. Il déplore le fait que trop d'Américains et surtout d'Afro-Américains voient dans le gouvernement la solution à leur problème :

For far too long, too many black Americans have lived with the faith that the government is the chariot that is going to descend from the sky to rescue us. [...] Certainly, the government has played a major role in our success. Government has helped level the playing field so that African American can compete along with everyone else – that has been essential. But there are things that we can only do for ourselves. I think it's time we black Americans stopped looking to the government as the source of our redemption and start looking within our own souls (Franks, 1996, p. xii).

Fervent défenseur de l'approche *color blind* de la société américaine, il estime que la persistance de la question raciale encore aujourd'hui révèle les défaillances du gouvernement pour répondre efficacement à ces enjeux (Lowndes et Novkov, 2008).

Après son élection, il est considéré par ses collègues au Congrès comme une «bizarrerie politique» (Franks, 1996, p.73) À contrario, la presse voit en ce jeune représentant un des leaders les plus prometteurs des années 1990. Il est également un des rares Noirs républicains membre du *Congressional Black Caucus* (CBC),

organisation de tradition libérale. Ainsi, dès sa victoire en 1990, le GOP le désigne porte-parole du parti auprès de la communauté noire. Afin de convaincre les Afro-Américains que le GOP représente les intérêts de leur communauté, il essaie d'instaurer, lors de meetings, une relation de proximité avec son auditoire. Il interroge directement l'audience, cherchant à démontrer que fondamentalement, les Noirs sont beaucoup plus proches des valeurs prônées par le Parti républicain que celles des démocrates⁷¹. Il aime rappeler qu'à l'origine les Noirs étaient républicains, affiliés au parti de Lincoln. Ceux qui ont été élu au Congrès l'ont été sous la bannière républicaine (Franks, 1996, p.xxv).

En raison de la couleur de peau de Franks et de son expérience comme victime de la discrimination, les leaders conservateurs estiment qu'il possède davantage d'atouts que ses collègues Blancs pour mener à bien à la Chambre le projet de réforme de l'*Affirmative Action*.

Il est invité à donner un discours lors de la Convention nationale du Parti républicain en 1992. Lors de son allocution, Franks met l'accent sur l'influence des valeurs familiales traditionnelles dans la réussite des individus. Il insiste également sur la nécessité pour la communauté noire de sortir de cette spirale de la dépendance au gouvernement. La redynamisation économique des quartiers défavorisés est centrale selon lui, pour permettre aux Afro-Américains de tendre vers une égalité des chances et des conditions socioéconomiques (voir illustration 1):

Black Americans, like all Americans need nothing more than an equal opportunity to succeed. Therefore I strongly oppose any affirmative action programs that would feature preferential treatment or set- asides for minorities. [...] The way to fight hatred and racism in America is not with more hatred and self-pity. It is with education, perseverance and self- esteem. Recently, the Congress submitted three issues: education, urban development and child welfare. The Democrats responded, well, like Democrats.

⁷¹ «How many of you would favor less taxes so that you could keep more money in your own pocket instead of giving it to Uncle Sam ? How many are in favor of reforming the welfare system? [...] Well, congratulations, you are all honorary Republicans».

They proposed spending more money and sticking you, the tax payers, with the bill. Republicans look at things differently. On education we believe choice in education is needed. Educational opportunity cannot be based on wealth. On urban development, Republicans have been trying to pass enterprise zone legislation for over a decade, but the Democrats have resisted. Enterprise zones alone, however, will not solve the problem. We need to create more urban entrepreneurs.[...] (C-SPAN, 1992).

2.3.2 L'enjeu sensible de l’Affirmative Action

Franks convient que la volonté de Johnson de permettre aux Noirs d’obtenir l’égalité des chances est louable. Or, le projet de l’*Affirmative Action* commence à dévier de son objectif initial quand Parren Mitchell (représentant du Maryland 1971-1987) émet l’idée que les Noirs et autres membres de minorités ethniques doivent bénéficier de traitements préférentiels. Il est question de mesures de quotas et de préférence à l’embauche dans les instances gouvernementales, et plus tard, au sein des collèges et universités. Bien que l’application de telles mesures dans les processus d’admission des collèges et universités furent interdite en 1978 par la Cour Suprême (décision *Bakke*), d’autres procédures de normalisation raciale voient le jour. Dès lors, des points bonis sont attribués aux candidats selon leur sexe et/ou leur origine ethnique. L’objectif est de leur permettre d’obtenir des compétences équivalentes à celles des Blancs. Franks rejoint le discours des détracteurs de ces politiques, affirmant qu’il s’agit de mesures injustes susceptibles de faire naître un sentiment de préjudice pour les Blancs (Franks, 1996, p.145).

Très souvent en désaccord avec l’ensemble des membres du CBC⁷², Franks s’oppose au passage d’une loi en 1990 permettant l’instauration de quotas à l’embauche dans le

⁷² Selon ses dires, Franks souhaitait intégrer le CBC afin que ses électeurs puissent connaître la nature des relations raciales et des enjeux qui s’y réfèrent. Au départ, il fut accueilli favorablement par l’ensemble des membres, mais, très vite, les critiques ont fusé : «Well, you’re not really a black congressman, you’re just a congressman who happens to be black and is representing white people » (Représentant Harolf Ford du Tennessee). En réponse à ses détracteurs, il affirme que tout comme eux,

secteur privé en faveur des minorités. Franks soutient que les méthodes utilisées pour remédier à la discrimination sont non seulement inefficaces, mais engendreraient une recrudescence des animosités. Elles laisseraient également planer un doute quant à la légitimité des accomplissements des Afro-Américains : «I am also concerned about choosing unfair methods of redress that will only heighten racial animosities and cast a shadow of doubt on the legitimate accomplishments of African Americans». Bien qu'admettant lui-même être un produit des mesures de l'*Affirmative Action*, il s'oppose aux mesures visant à offrir toute forme de privilèges à des individus uniquement à partir de considérations de genre et/ou de race. Seul le mérite devrait être un facteur de promotion sociale⁷³. Il milite pour une société *color-blind*, dans la continuité de la pensée de Martin Luther King. Les mesures de l'*Affirmative Action* doivent constituer un outil permettant de recruter les personnes les plus qualifiées : «Affirmative action simply meant making a better effort to find people who were qualified». À l'instar d'autres personnalités politiques comme Colin Powell et Clarence Thomas, sa réussite professionnelle n'est pas attribuable au facteur racial : «No one comes up to me on the floor of Congress and suggests I'm probably here only because I'm black» (Franks, 1996, p.146-147).

lui aussi a été victime du racisme. Cependant, il souhaite allait de l'avant et valoriser la réussite par le mérite personnel. Le racisme constitue un obstacle qu'il faut dépasser : « Some of you may be thinking that I have not shared « the black experience ». I would disagree with you on that point.[...] I am not from the Connecticut of George Bush, nor the Yale of George Bush. I was not born with a silver spoon in my mouth. My father was barely able to read or write. He had a sixth-grade education. My mother had a high school degree. Yet I am the only one of my parents' six children without an advanced college degree. [...] When we moved from one section of Waterbury to another, we were promptly greeted with a burning cross on our front yard from the Ku Klux Klan. [...] Even during my congressional campaign, I had nigger scrawled on my yard signs. People were calling up my supporters saying « you're not going to vote for that nigger, are you? Unlike many of you, I do not come from parents who were second or third generation educated. Unlike many of you, my entire lineage is African American as far as I know- not that should mean anything. Yet, I do come from a district that is American, not just a district drawn up to represent only African Americans. [...] I did not win the election by promoting the idea that I was black. In fact, if every black in my district had voted for me three or four times, I would still need significant support from whites as well in order to win » (Franks, 1996, p. 85 -86).

⁷³ «I am in favor of affirmative action. I am the product of affirmative action. I probably never would have gone to Yale if the university had not begun its outreach program in the 1970's. As I often tell people, my seat in Congress was my first non-affirmative action job».

Très vite, il évoque ses objectifs politiques. Il souhaite mettre en place de nouveaux programmes qui renforceraient les lois de non discrimination, tout en offrant aux différents secteurs (gouvernemental, privé, éducation) des objectifs et des échéanciers s'adaptant à leurs besoins⁷⁴ (Franks, 1996, p.141-142). La Chambre des représentants propose un projet qui vise à réduire la discrimination raciale sans inclure de quotas. Cette version épurée de celle de 1990 à laquelle Bush avait apposé son veto cherche à contrebalancer la décision en 1989 de la Cour Suprême qui vise à réduire les possibilités pour les victimes de discrimination d'obtenir gain de cause lors de poursuites judiciaires. Dans le projet de loi de 1990, il était question d'inciter les entreprises à favoriser l'embauche des femmes et des minorités. Les opposants aux mesures de l'*Affirmative Action* considèrent que cela favorise une forme de discrimination envers les Blancs et incite à la mise en place de mesures de quotas afin d'éviter d'éventuelles poursuites judiciaires pour discrimination. La version édulcorée de 1991 interdit l'application de quotas et toute autre mesure similaire: «It dictated that nothing in it be construed to “require, encourage, or permit an employer to adopt hiring or promotion quotas on the basis of race, color, religion, sex or national origin, and the use of such quotas shall be deemed to be an unlawful employment practice.” Voluntary or court-ordered affirmative action still was allowed». Pour la première fois, une clause permettant le versement d'une allocation maximale de 150 000\$ pour les victimes de harcèlement sexuel a été incorporée au projet de loi (Congressional Quarterly Almanac, 1992).

Dans la lignée de la théorie développée par Orren et Skowronek, deux événements externes majeurs ont permis le passage de cette loi. Il s'agit d'une évolution majeure au sein de la législation concernant les mesures de discrimination positive. Les controverses engendrées par les accusations de harcèlement sexuel d'Anita Hill envers le juge Clarence Thomas (nommé à la Cour Suprême par le président Bush)

⁷⁴ «The affirmative action efforts I endorse are 1) outreach programs to new pools of minority and women applicants; 2) enforcement of nondiscrimination laws; and 3) flexible goals and timetables that put government, industry, and educational institutions on notice for meeting their responsibilities».

met le parti dans une situation difficile. En soutenant la candidature de Thomas, le GOP est accusé de faire preuve d'insensibilité sur la question du harcèlement sexuel. Ensuite, la présence de l'ancien membre du Ku Klux Klan David Duke aux primaires républicaines lors de la course pour le poste de gouverneur de la Louisiane suggère que le parti cautionne les discours racistes de Duke (Congressional Quarterly Almanac, 1992).

À la suite de vifs débats idéologiques au Congrès, cette proposition est parvenue à passer les deux chambres avec une large marge d'approbation (Franks, 1996, p.76).

Mr. Speaker, I rise today in strong support of S. 1745, the compromise civil rights bill. I am pleased that after months of partisan bickering, gamesmanship, and missed opportunities, an agreement has been reached. There has been too much talk within the beltway about who are the winners and losers politically in these compromises. We have all differed on what would be the best method to achieve true civil rights for every American. Most of us are sincere in our commitment to ensuring that all Americans can live and work in a country where race, religion, sex, and political persuasion are not stumbling blocks to pursuing one's dreams. [...] When we first considered H.R. 1, I was one of the 158 Members who opposed the bill. Mr. Speaker, I realized that the bill was not a fair civil rights bill. It was clear to me that, had H.R. 1 become law, it would have established a system that would have compelled businesses to hire by the numbers, to create quotas, to avoid an avalanche of lawsuits and, in some instances, certain bankruptcy. [...] That is not what this country is all about. That is why I am a true supporter of S. 1745, because it is a true civil rights bill of which we can all be proud. I encourage my colleagues to support this bill (Congressional Record, Novembre 1991, H30673).

Lors d'une visite à la Maison-Blanche, Clinton demande à Franks d'appuyer son projet visant à créer une nouvelle loi d'*Affirmative Action*. Franks est disposé, au nom du parti, à supporter cette proposition de loi: «Mr. President, I don't see any problem in supporting you on this. In fact, I'm looking forward to playing an active role. I've already asked to be on the House Republican task force on civil rights». Mais, le soutien de Franks était conditionnel à l'abandon des mesures de quotas comprises dans le projet de loi. Cependant, bien que les mesures de quotas suscitent bien

souvent l'indignation auprès de la population blanche (électorat de Franks), elles sont aussi très largement supportées par la communauté noire, et constituent un cheval de bataille du CBC (Franks, 1996, p.76). Franks entre une nouvelle fois en conflit avec le CBC lorsqu'il évoque sa volonté de s'attaquer au volet du découpage des circonscriptions sur la base de critères raciaux.

En effet, en tant que membre du CBC, il apprend que la pratique du *gerrymandering*, qui permet un redécoupage des circonscriptions afin d'optimiser le potentiel électoral des élus au Congrès, est une des raisons principales expliquant l'augmentation du nombre de représentants noirs au Congrès. En effet, en 1990, les démocrates défendent l'idée selon laquelle le *Voting Rights Act* de 1964 suppose que les Noirs et les Hispaniques méritent d'être davantage représentés au Congrès par des élus issus de leurs propres communautés. Mais, en tant que Noir élu dans un district composé à 90% de Blancs, Franks est la preuve vivante que les Noirs ne sont pas contraints de se présenter dans des districts à majorité noire pour être élus : «If you represent what the voters really want, they will elect you whether you are black, brown, yellow, white or any other color. The idea that only blacks could represent blacks and only whites could represent whites seemed an anathema to basic American principles» (Franks, 1996, p. 97). À plusieurs reprises lors des rencontres avec les membres du CBC, mais également lors des discussions à la Chambre, Franks évoque clairement son opposition à ce genre de pratique qu'il estime inutile, et discriminatoire envers la communauté blanche. Le 30 juin 1993, il exprime son opinion auprès de ses collègues : «Mr. Speaker, we should not have laws that would give some Americans a manufactured advantage over other Americans. It would be wrong to favor white Americans and it is equally wrong to favor black Americans. All laws should be

tailored to balance the scales of justice, not to tilt the scales, regardless of the alleged good intent»⁷⁵ (Franks, 1996, p.100-101).

Le représentant du Connecticut mène durant son dernier mandat une lutte acharnée pour contrer toute activité visant à privilégier les minorités ethniques. Il réitère sa volonté de s'opposer aux mesures accordant un traitement préférentiel selon le sexe ou la couleur de peau en juillet 1995 lorsqu'il assiste à une session de la Chambre. La Cour Suprême vient juste de se prononcer dans l'affaire *Adarand*. Les politiques de préférences raciales et de genre dans les processus d'embauche au sein de la fonction publique doivent être analysées de plus près. La Cour souhaite éviter une dérive vers des politiques de quotas, mesure qui avait été rejetée par le Congrès en 1991 (Congressional Quarterly, 1996). Franks estime que les mesures de préférences ne sont en aucun cas équitables et n'apportent aucune valorisation aux bénéficiaires : «Quotas and set-asides do not produce fairness or justice. Nor should minorities and women feel they are gaining anything when they are the beneficiaries » (Franks, 2016, p. 144).

Il tente d'ailleurs d'introduire un projet de loi qui rendrait illégale la pratique du *gerrymandering* selon des considérations raciales. Il obtient très rapidement le soutien de plus d'une centaine de républicains, dont le Speaker de la Chambre, Newt Gingrich. Lors d'une rencontre avec Clinton, il exprime son opposition à la mention dans le *Voting Rights Act* de la volonté d'établir des districts électoraux en fonction des minorités ethniques. :

⁷⁵ Il dénonce notamment les théories de Lani Guinier (théoricienne des droits civiques qui exerce une grande influence auprès du CBC). Selon elle, seuls les Afro-Américains sont en mesure de représenter les intérêts de la communauté: «Blacks had no real representation unless they were represented by 'authentic' black people». Franks serait alors, selon cette théorie, un Noir non authentique : «It was truly news to me when I looked at myself in the mirror to realize that to some liberals I was not an authentic black».

Where I disagree with you, Mr. President, is in the interpretation of the voting Rights Act, which says that we need to create special minority election districts. I don't think it is necessary to manufacture the results of elections. I believe that the people of this country have enough common interests so that race should not be the deciding factor in drawing congressional election districts. (Franks, 1996, p. 116).

Il prône une société *color-blind* : «In spite of our different racial or ethnic origins, we are one nation. [...] Together, we must all work toward achieving the promised land of a color-blind society» (Franks, 1996, p.140). Mais faute de soutien d'élus démocrates, le projet ne sera pas débattu en comité (Franks, 1996, p.102).

2.3.3 Une stratégie entrepreneuriale défailante

Selon la définition proposée par Mazarr, l'entrepreneur cherche à réorienter les politiques selon sa lecture et ses perceptions des enjeux. Pour y parvenir, il tente de créer ou d'exploiter des « opportunités politiques » (*policy windows*) (Mazarr, 2007). Mais pour devenir un acteur du changement, l'entrepreneur doit convaincre les autres législateurs du bien-fondé d'une réorientation des politiques en vigueur. En ce sens, la stratégie de Franks s'est avérée peu payante. Malgré la volonté du GOP d'abolir les mesures d'*Affirmative Action*, Franks ne parvient pas à persuader les leaders du parti que ses manœuvres politiques représentent la voie la plus efficace pour mener à bien cette réforme. En d'autres termes, le représentant du Connecticut échoue à réunir les conditions nécessaires visant à remodeler ou restreindre les termes du débat (Baumgartner et Jones, 2009) ; à favoriser la prédominance de ses idées; et enfin à rallier un soutien suffisant pour permettre un revirement politique (Kingdon, 2010 ; Carter et Scott, 2009). Il échoue également en tant qu'« entrepreneur législatif ». Bien qu'il soit parvenu dans un premier temps à rallier une partie de l'élite républicaine à soutenir son projet de loi visant à abolir la pratique de « *set-asides* », il n'a pas réussi à mobiliser les ressources nécessaires pour consolider cet appui. En l'absence de coalitions politiques, ses tentatives ont très vite avorté (Wawro, 2000).

Franks pensait pouvoir bénéficier d'un contexte politique national favorable pour se positionner en acteur du changement. L'ouverture politique que constitue le débat entourant la décision de la Cour Suprême dans l'affaire *Adarand* l'incite à proposer un projet de loi dans l'espoir d'influencer ses collègues et l'opinion publique (Kingdon, 2002, p.173). En accord avec la théorie développée par Kingdon, c'est à travers son expérience personnelle que Franks détermine son agenda politique, qui était orienté à son arrivée au Congrès sur les questions économiques et budgétaires. Or, à partir du début des années 1990, les leaders du parti républicain souhaitent exploiter un désaveu national face aux mesures de discrimination positive, en déployant une offensive visant leur abolition. C'est alors que Gary Franks est incité à faire de l'*Affirmative Action* une des priorités de son dernier mandat. Ainsi, il tente d'exploiter un contexte politique qui semblait favorable pour se positionner en tant qu'entrepreneur législatif. Cependant, la stratégie qu'il emploie ne tient pas compte de la réalité politique qui fait que le parti ne se sent pas prêt à assumer un tel risque électoral.

Figure 1: évolution de l'opinion publique concernant les mesures de préférences raciales 1970-1994⁷⁶

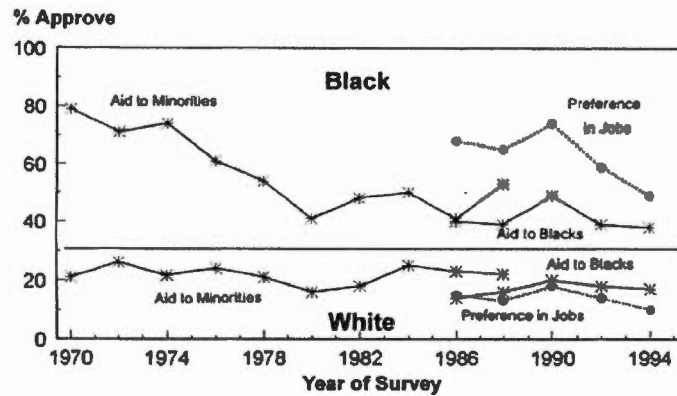


Figure 3. Approval of preferences and economic aid for blacks and minorities by race (NES, 1970-94). Sources: Section I, part F; and Section III, part M.

À partir des années 1990, il y a une baisse significative du soutien des communautés blanche et noire à l'encontre des mesures visant à favoriser les Afro-Américains dans les processus d'embauche, ainsi qu'à l'encontre des programmes offrant une aide sociale et financière aux minorités ethniques. En effet, alors qu'au début des années 1970, 80% des Afro-Américains étaient en faveur de ces programmes, seulement 40% d'entre eux les soutiennent en 1994. Cette évolution s'explique en grande partie par l'agrégat de deux phénomènes. Tout d'abord, l'amélioration socioéconomique croissante d'une partie de la population noire. Ensuite, la nouvelle génération d'adultes Afro-Américains du début des années 1990 semble dans une certaine mesure déconnectée des enjeux de l'*Affirmative Action*. Ils étaient trop jeunes à l'époque pour participer activement aux mouvements de luttes pour les droits civiques. Ils ont en revanche bénéficié de ces politiques préférentielles, fruit des revendications de la communauté noire de l'époque. Contrairement aux Afro-

⁷⁶ (Steeh et Krysan, 1996).

Américains, le taux d'approbation de la communauté blanche à l'endroit des politiques préférentielles demeure stable à travers le temps (envrion 20%) (Steeh et Krysan, 1996, p.136).

En ce qui concerne le concept de « discrimination inversée » évoqué dans le premier chapitre, selon des sondages menés par *ABC/ Washington Post*, le pourcentage des personnes interrogées affirmant que les mesures visant à favoriser l'embauche des Afro-Américains nuisent à la communauté blanche augmente, passant de 59% en 1991 à 62% en 1995 (Steeh et Krysan, 1996, p.139). Ainsi, l'utilité de conserver ces politiques divise l'opinion publique, et cela même au sein de la communauté noire. Cependant, dans la lignée du concept de la « dépendance au sentier » développé par Daniel Tichenor, l'attachement symbolique et historique envers ces mesures reste très fort, en particulier chez les Afro-Américains, qui sont réticents à mettre à mal un des héritages principaux des mouvements de luttes pour les droits civiques.

Dès lors, lorsqu'en 1995, Franks rédige au brouillon une loi qui mettrait fin à la pratique visant à réserver un petit pourcentage des contrats fédéraux, plus connus sous le terme de « *set-asides* », à des compagnies dirigées par des minorités ou des femmes, il se met à dos les membres du CBC. Mais cette initiative permet à Franks de se positionner à la tête de la coalition conservatrice visant à révoquer les mesures d'*Affirmative Action*⁷⁷ (Zoroya, 1995). Comme mentionné précédemment, Franks critique de manière virulente le principe de découpage raciale (le "*racial gerrymandering*"). Il témoigne d'ailleurs dans l'affaire fédérale qui demande à la Cour Suprême de bannir l'utilisation de la race comme facteur prédominant dans la redistribution des districts. Dans son témoignage, il utilise même le terme d'*apartheid* pour qualifier cette pratique. Finalement, sa position sur les mesures d'*Affirmative*

⁷⁷ Dans les semaines qui ont suivi, le Sénateur du Texas Phil Gramm a parrainé une série d'amendements au Sénat. Deux autres candidats républicains, offraient des réformes radicales. Le leader de la majorité au Sénat, le sénateur du Kansas, Robert J. Dole a introduit une législation visant à supprimer les critères de genre et de race dans les programmes fédéraux de l'AA. Un projet de loi identique sera initié à la Chambre par le représentant républicain de la Floride, Charles T. Canady.

Action est assez simple. Il est en faveur de mesures visant à recruter des minorités dans des grandes écoles grâce notamment à des programmes d'aide financière et de bourses. Mais il désapprouve les mesures de quotas ou toute autre disposition qui engendrerait des traitements préférentiels (Zoroya, 1995).

En juillet 1995, Franks souhaite proposer à la Chambre, son projet visant à supprimer les programmes mis en place par le gouvernement qui favorisent l'embauche des minorités ethniques en tant que mesure intégrant la loi sur le budget de la défense. Il reçoit rapidement le soutien de plusieurs leaders du parti. Mais le comité des règles de la Chambre refuse de lui accorder le temps nécessaire lui permettant de proposer son amendement dans le cadre de la loi sur les affectations du département de la défense, en raison de la frilosité du Speaker de la Chambre, Newt Gingrich (Zuckman, 1995). Le 27 juillet, Franks reçoit une lettre de la part de Gingrich l'informant qu'il n'est plus en mesure de soutenir son projet et qu'il serait préférable d'attendre les sessions d'automne (Lightman, 1995). Juste avant les vacances de la Chambre, le 4 août, Franks exprime auprès de journalistes sa frustration et accuse Newt Gingrich de mentir. Ce dernier lui aurait coupé l'herbe sous le pied afin de l'empêcher de présenter son projet. Il n'en reste pas là et qualifie ses collègues républicains d'hypocrites : «"I question the sincerity of a number of Republicans on this issue," he said. "They love to get political mileage out of it, but when it comes time to vote, they don't want to do it"». Or, quelques jours plus tard, Franks revient sur ses précédentes déclarations et présente publiquement des excuses au Speaker Gingrich. Les arguments de modifications dans l'orientation de l'agenda politique sont mis en avant expliquant ce revirement de situation, et non des différends personnels : «a change of direction, not a change of heart» (Zuckman, 1995).

Une des raisons principales qui explique le fait que les dirigeants du parti aient décidé de retirer leur soutien au projet d'amendement du représentant du Connecticut est la stratégie d'obstruction que le leader de la minorité démocrate à la Chambre Dick Gephardt était prêt à mettre en place afin d'empêcher que le projet soit discuté. : «I

guarantee that we'll load it with so many amendments that Congress will be immobilized for weeks»⁷⁸ (Franks, 1996, p.148). Conscients du climat politique peu favorable, les leaders du Parti républicain, en particulier Newt Gingrich, ont retiré leur soutien, ce qui fit avorter toute tentative. Comme mentionné plus tôt, cette situation engendra les foudres de Franks qui dénonça l'attitude de Gingrich : «He claims House Speaker Newt Gingrich (R-Ga.) was cowed by threats of endless debate from Democratic minority caucuses. "I was very upset. . . . I told him I would be willing to debate from 10 o'clock to midnight if necessary," Franks says. "He lied [about promised support], I can't say it any other way"» (Zoroya, 1995). Finalement, bien que considéré par le GOP comme étant l'espoir du parti sur les mesures de l'*Affirmative Action*, Franks a peu d'influence (Lightman, 1995).

Ses propos acerbes et son attitude intransigeante l'isolent non seulement de ses collègues afro-américains; mais aussi et surtout de son propre parti. Son deuxième mandat s'achève sur une note plus négative. En effet, très loin à présent de représenter l'espoir du GOP sur la question noire, il est de plus en plus considéré par ses collègues au Congrès comme un paria. Il marche sur les plates-bandes de J.C. Watts, nouvellement élu à la Chambre et qui vient d'être nommé directeur de la *Republican Task Force on Affirmative Action*. Watts préfère attendre et créer une discussion publique sur cet enjeu sensible avant d'éliminer le programme. Lors d'une rencontre de la Conférence républicaine de la Chambre, Franks interrompt la présentation de Watts à de nombreuses reprises, le mettant au défi de co-parrainer son amendement (Zuckman, 1995).

⁷⁸ Le CBC a célébré l'avortement de ce projet comme étant l'une de ses plus grosses victoires. Or, dans l'été 1995, Clinton a discrètement mis fin aux politiques de préférences raciales ou de genre dans l'attribution des contrats avec le département de la Défense sans aucun membre du CBC ne s'insurge de cette décision.

Il défend cependant d'autres formes de politiques visant à éliminer la discrimination. Il fait partie des républicains qui ont voté pour étendre le financement de la EEOC⁷⁹ afin qu'elle puisse continuer à promouvoir l'avancée socioéconomique des Afro-Américains. Lors des processus d'embauche, les employeurs sont encouragés à élargir leur base de candidats, et seulement les plus qualifiés devraient être retenus, peu importe leur sexe ou leur couleur de peau (Franks, 1996, p. 149).

Comme solution de rechange au système de quotas pour améliorer la condition des Noirs, Franks propose un plan en cinq points - 1) établir un environnement favorable à la création d'emplois et au développement économique. Il est essentiel de lutter efficacement contre le crime et la drogue dans les grands centres urbains afin qu'ils deviennent des pôles attractifs - 2) les villes doivent davantage travailler avec différentes agences du gouvernement et le secteur privé afin de redynamiser d'anciennes zones industrielles abandonnées - 3) redonner l'espoir aux jeunes en leur offrant l'opportunité de vivre une réelle expérience de travail, à l'aide notamment d'emplois saisonniers. Cela suppose des réductions d'impôt intéressantes afin d'encourager les entrepreneurs à développer les zones économiques urbaines - 4) mettre l'accent sur l'éducation au secondaire, avec une revalorisation du système public, dans un objectif d'égalité des chances 5) enfin, valoriser la réussite par le mérite personnel où les valeurs familiales traditionnelles jouent un rôle majeur. Encourager et développer la solidarité communautaire afin de réduire la dépendance au gouvernement (Franks, 1996, p.151).

⁷⁹ Commission créée par le Congrès le 2 juillet 1965, un an après la signature par Lyndon Johnson du Civil Rights Act de 1964. Cette commission veille à ce que les lois fédérales interdisant toute forme de discrimination à l'emploi soient respectées. L'EEOC détient l'autorité nécessaire pour mener des investigations et des poursuites judiciaires contre les employeurs qui ne respectent pas ces lois. Pour de plus amples informations sur l'histoire de la commission et ses missions, consulter le site de l'organisme <https://www.eeoc.gov/>.

2.4 Conclusion : un bilan mitigé

Les valeurs conservatrices que valorise Franks puisent leurs racines au cœur de son expérience personnelle qui influence sa vision des enjeux qui animent la vie politique américaine. Ainsi, dès son entrée au Capitole, il souhaite devenir un acteur de changement en faisant évoluer les législations sur les thèmes qui lui sont chers comme l'économie, l'équilibre budgétaire, et la réforme du système social.

Or, jusqu'à ce que les républicains reprennent le contrôle de la Chambre en 1994, Franks ne suscite que peu d'intérêt sur la scène politique nationale. Son bilan se limitait à son soutien pour la nomination de Clarence Thomas, son combat perdu pour éliminer les mesures de quotas dans le projet de loi pour les droits civiques de 1991, et ses batailles continues avec les membres du CBC. Après les élections de 1994, il perd son statut d'unique représentant noir républicain à la Chambre. Il est rejoint par J.C. Watts (Zoroya, 1995).

Le bilan du premier mandat de Franks est très mitigé. En tant que premier noir républicain élu à la chambre depuis 60 ans, Franks est catapulté sous le feu des projecteurs. L'administration Bush et les médias nationaux lui attribuent le rôle de porte-parole des Noirs conservateurs. Mais il est très vite qualifié de personne peu fiable, manquant à de nombreuses reprises des réunions importantes. Les habitants du Connecticut le surnomment même « *Phantom Franks* » (Gruson, 1992).

Durant ses six années au Congrès, Franks soutient la plupart des initiatives du Parti républicain, incluant les réformes de l'aide sociale, celle du système de santé *Medicare* et l'équilibre budgétaire. Il propose également la révocation des mesures de l'*Affirmative Action* dans certains programmes gouvernementaux. Il s'oppose à la pratique du découpage racial des districts électoraux. Enfin, il assimile le système social actuel à une version du XX^e siècle de l'esclavage (Dionne, 1991).

Les quotas et les préférences de sexe et de race au sein du gouvernement sont des mesures phares du projet du *Civil Rights Act* de 1991, projet approuvé à 75% par la Chambre des représentants et à 90% par le Sénat. La Cour Suprême invalida cependant la question du redécoupage racial. En revanche, la tentative en 1995 d'ajouter un amendement visant la suppression des mesures cherchant à interdire les politiques discriminatoires en fonction du sexe ou de la couleur dans le processus d'embauche au sein des emplois au gouvernement, fut un échec (Franks, 1996, p.142).

En presque cinq ans de mandat, Franks a poussé les enjeux dans une direction qui a engendré une certaine animosité de la part de ses collègues. Notamment, lorsqu'il s'oppose au redécoupage racial des districts électoraux, qui a permis l'élection de la représentante démocrate de Géorgie, Cynthia McKinney, et de nombreux autres élus. Il se déplace jusqu'en Géorgie pour témoigner lors d'une audience visant à déterminer si la manière dont McKinney a découpé son district était légitime (Zuckman, 1995).

Malgré ses positions conservatrices, Franks a souvent soutenu des initiatives en faveur de la communauté noire. Il s'oppose au passage d'une résolution visant à couper le financement d'une série de programmes sociaux, dont les premières victimes seraient les femmes, les enfants et les minorités. En 1994, il vote à 71% en accord avec les politiques du président. Il fait partie des 19% de républicains qui votent le plus fréquemment avec la Maison-Blanche (Zuckman, 1995). Il va à l'encontre de la configuration actuelle qui prédomine au Congrès, où le respect de la ligne du parti est de mise.

Franks perd son siège lors des élections de 1996. Au terme de ses trois mandats au Congrès, l'électorat de son district reste mitigé sur son bilan. (Rothenberg, 1998). Ainsi, le représentant du Connecticut quitte le Capitole avec un sentiment de frustration. Malgré une volonté affirmée de se positionner en entrepreneur législatif,

le succès n'est pas au rendez-vous. Franks semble avoir payé le prix pour avoir affronté publiquement Newt Gingrich.

L'analyse nous permet de conclure que Gary Franks n'est pas parvenu à réunir des éléments clés faisant d'un élu au Congrès un entrepreneur politique et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord, en acceptant de défendre un enjeu priorisé par le Parti républicain et non par lui-même, Franks se met en difficulté. En effet, la fenêtre d'opportunité qu'il saisit, semble être davantage celle de devenir la figure de proue du Parti républicain, que de convaincre les législateurs et l'opinion publique du bien-fondé d'une réorientation des politiques sur les questions de discrimination positive (Mazarr, 2007 ; Cox et McCubbins, 2005). Faisant preuve d'un manque d'ouverture face aux aspects sensibles de cet enjeu qui en font une problématique brûlante encore aujourd'hui, Franks ne parvient pas à consolider des coalitions politiques nécessaires pour imposer sa vision de l'enjeu (Wawro, 2000). De plus, il a fait preuve d'un manque de constance permanent dans ses positions. Il s'est tout d'abord positionné comme un grand défenseur des causes conservatrices, pour ensuite critiquer de manière virulente le projet des républicains de vouloir couper dans le financement de certains programmes sociaux. Il finit pourtant par voter en faveur de ces coupures prétextant la nécessité de changer d'approche concernant les politiques sociales. À cause de ce manque de constance, il ne sera pas en mesure d'établir une stratégie entrepreneuriale claire et efficace.

L'agrégat de plusieurs éléments qui entrent parfois dans une dynamique contradictoire, semblent avoir entravé son activisme au Congrès. Bien que ses convictions idéologiques semblent servir son ambition politique, il reste soumis aux attentes de ses électeurs. Représentant d'un district composé en majorité de Blancs conservateurs, les questions économiques et budgétaires demeurent les enjeux au cœur des priorités de son électorat. Ces questions alimentent ses discours de campagne et constituent l'agenda prioritaire de Franks dès son premier mandat. Dès lors, il lui est difficile de convaincre ses constituants mais également les Afro-

Américains du bien-fondé d'une remise en question des politiques de discrimination positive. Néanmoins, il tente tout de même avec plus ou moins de succès, de se positionner en tant qu'entrepreneurs législatifs afin de répondre aux attentes du parti. Il privilégie dans un premier temps, l'usage de moyens législatifs en parrainant et co-parrainant certains projets de loi mais également, en s'opposant au passage de ceux qui vont à l'encontre de ces convictions personnelles⁸⁰.

Ensuite, lorsque Franks tente une approche plus politique, en exprimant ses frustrations lors d'entrevues avec des journalistes, ses positions sont relayées par les médias grâce notamment, aux publications du *Congressional Record*. Par ce biais, il est parvenu dans une certaine mesure à ralentir les activités du GOP au Congrès. Ces offensives ont tendance à irriter les tenors du parti, l'obligeant à se réaligner avec les attentes du GOP. En effet, après avoir tenu des propos calomnieux à l'encontre du Speaker de la Chambre Newt Gingrich, il est revenu sur ses déclarations quelques jours plus tard, prétextant un malentendu. Dès lors, il sera dépeint par les médias comme étant quelqu'un d'impétueux, irascible, caractériel sans véritable agenda politique. Ainsi, il échoue une fois de plus à démontrer son potentiel de leader. Faisant preuve de mauvaise foi, il tient le Parti républicain pour unique responsable de sa tentative infructueuse à s'imposer comme un entrepreneur législatif.

Finalement, la volonté des leaders du GOP de profiter du sentiment croissant au sein d'une partie de l'électorat américain à partir du début des années 1990 que les mesures d'*Affirmative Action* tendent à instaurer une forme de « racisme inversé », le force à revoir les priorités de son agenda politique. Bien qu'il nourrisse une opposition féroce à l'endroit des politiques préférentielles, il s'est évertué durant ses années au Capitole à évacuer le facteur racial à la fois de ces campagnes politiques mais également de son travail au Congrès. Il souhaitait mettre l'accent en premier lieu sur la redynamisation de l'économie et l'équilibre budgétaire (pour répondre aux

⁸⁰ L'historique du vote de Gary Franks sur certains enjeux sera évoqué dans la conclusion.

attentes de son électorat), et non sur le renversement de l'ordre racial égalitaire instauré depuis les années 1960. Par conséquent, il était mal préparé à affronter les controverses que soulèvent cet enjeu, et encore moins à offrir une alternative efficace aux politiques en vigueur.

CHAPITRE III

JULIUS CAESAR (J.C.) WATTS: L'ENTREPRENEUR PRAGMATIQUE



« "If legislation is the answer to the racial divide in our nation, then why in God's name in our time has the division grown? » - J.C. Watts - (Hayden, 1997)

3.1 Mise en contexte : une éducation construite autour des valeurs conservatrices

Tout comme son collègue Gary Franks, les valeurs conservatrices de Julius Caesar Watts sont le fruit de son expérience personnelle, mais aussi et surtout de son éducation. Pour Watts, la famille est synonyme de sécurité et est à la base de l'identité : «No matter how much we change or how far from home we find ourselves, the family is the rock on which we build our lives» (Watts et Watson, 2002, p. 11-12). Buddy et Helen Watts ont inculqué à leurs enfants des valeurs comme l'éducation, le travail et l'engagement auprès de Dieu. J.C. Watts est fils de pasteur et la religion a eu un impact considérable sur sa vie, avec notamment un attachement particulier à l'éthique protestante du travail. Ainsi, il reprend le leitmotiv de son père qui considère que les opportunités dans la vie sont uniquement le fruit d'un travail acharné : «Buddy Watts believed – and taught me- that opportunity is just hard work in disguise» (Watts et Watson, 2002, p. 13). Bien que son père fut un fervent démocrate et lui un républicain, tous deux partageaient les mêmes valeurs conservatrices : «Daddy may have been a dyed-in-the-wool Democrat, and me a rock-solid Republican, but we were both conservatives and shared the same

values» (Watts et Watson, 2002, p. 21). L'éthique et l'intégrité dans le travail sont source de respect et gage de réussite.

Ce que nous avons appris durant notre enfance construit notre futur. Il lui a fallu à lui et à sa famille beaucoup de travail pour se sortir de la pauvreté. Ce sont ces valeurs qui ont habité J.C. Watts lors de ses années à Washington. La volonté et les sacrifices personnels permettent de réussir et de venir à bout des obstacles. Parfois, il est nécessaire d'aider et de soutenir les personnes qui souhaitent s'en sortir. C'est dans cette optique que Watts a rédigé le projet du *Community Renewal Act*, devenu loi. C'est la communauté et non le gouvernement qui doit permettre aux familles de réussir:

[...] The Community Renewal and New Markets Act that we are introducing today is the product of five years of hard work and extensive travel to find out what works from the people on the ground who are working every day to revive these neighborhoods. This legislation establishes a new model that merges new ideas about venture capital, regulatory reform, drug and alcohol rehabilitation, housing and homeownership, commercial revitalization and tax incentives. Hopefully, our efforts will bring America's attention into the most forgotten corners of America. I am hopeful we can give these troubled communities the tools they need to recover and to prosper (Congressional record, 2000, E1311).

Défenseur d'un conservatisme social et fiscal, il est en faveur de la prière à l'école et d'un amendement visant à réduire les dépenses du gouvernement fédéral dans les programmes sociaux (Wasniewski, 2008, p.641). Selon lui, être républicain, surtout pour la communauté afro-américaine, c'est faire preuve de bon sens. Il fait référence à Abraham Lincoln et Frederick Douglass pour justifier son affiliation partisane⁸¹. Ironiquement, aujourd'hui, les Afro-Américains rejettent les républicains à cause de

⁸¹ «On March 4, 1865, President Abraham Lincoln delivered his second inaugural address, unquestionably one of the most extraordinary speeches in our history there, listening in the audience stood the great orator and freedom fighter, Frederick Douglass, one of my heroes. Here was the most prominent man in the United States at the time, a former slave and fugitive, a fiery spokesman for the abolitionist movement, now a guest at the White House» (Watts et Watson, 2002, p. xii-xiii).

leurs valeurs conservatrices : «Yey, in kind of ironic reverse discrimination, some African Americans today might actually refuse to cross the threshold of the White House as long as a Republican occupied it. Not because of the color of his skin but because of the conservative nature of his politics» (Watts et Watson, 2002, p. xiv).

En effet, Eisenhower est le dernier président à remporter, en 1956, la majorité du vote noir. Le fil qui connectait les Afro-Américains avec le GOP s'est rompu en 1964 avec la nomination de Goldwater, qui a voté cette année-là contre les lois pour les droits civiques. (Will, 1994)

Pour illustrer ce phénomène appelé le « paradoxe noir », Watts cite une étude menée par le *Joint Center for Political and Economic Studies*, en 2000. Cette étude montre que cette même année 74% des Noirs se définissent comme démocrates, 20% comme indépendants, et seulement 4% comme républicains. Mais, phénomène intéressant, les 18-25 ans se distancient de plus en plus des affiliations démocrate et républicaine et se définissent davantage comme indépendants (36%). Alors que la plupart des Noirs affirment que les démocrates sont plus en mesure de répondre aux enjeux qui les concernent, ils appuient idéologiquement (45%) des plateformes politiques propres aux républicains. Même si 42% des Afro-Américains s'opposent aux programmes du GOP, cette différence bien que minime illustre les balbutiements d'un mélange idéologique (Watts et Watson, 2002, p. 151).

Cette brèche au sein du bastion démocrate s'explique en partie par le fait que de plus en plus d'Afro-Américains rejoignent la classe moyenne et sont préoccupés par les mêmes enjeux que tous les Américains, à savoir les impôts, l'éducation, l'assurance santé, la sécurité sociale et le crime. Historiquement, les Noirs avaient des valeurs conservatrices qui tournaient autour de la famille, de l'église et de la communauté, valeurs qui semblent éloignées du libéralisme des démocrates. En adhérant aux croyances et valeurs véhiculées par le parti démocrate, la communauté noire a permis une plus grande ingérence du gouvernement dans leurs vies quotidiennes. Cette

dépendance serait à la source d'un accroissement de l'extrême pauvreté, et de la décadence de la cellule familiale. Le GOP a depuis plusieurs décennies oublié ses racines, ce qui explique le contrôle quasi total du parti démocrate sur la communauté noire (Watts et Watson, 2002, p. 151).

Watts devient membre du parti républicain en 1989. Durant ses études en journalisme, il couvre un débat de la course au Sénat en 1980 pour l'État de l'Oklahoma. Les personnalités qui s'affrontent sont un jeune candidat républicain homme d'affaires provenant de Ponca City, Don Nickles, et le maire démocrate d'Oklahoma city, Andy Coats. À sa grande surprise, il se trouve être davantage en accord avec les propos du républicain qu'avec ceux du démocrate. Comme la majorité des Noirs, il a été élevé au sein d'une famille de fervents démocrates où l'alternative politique n'est pas envisageable. Ainsi, pendant des années, il a suivi la tradition de la communauté, à savoir porter fièrement le drapeau démocrate sans s'interroger sur la possibilité de dévier du schéma de pensée : «It never crossed my mind that a black person could actually be a Republican. African Americans are much like loyal union members when it comes to politics – expected to carry the flag for the Democrat Party, no questions asked, and more often than not, they do. I was doing no more than following tradition» (Watts et Watson, 2002, p. 148-149). L'intervention de Nickles fait écho aux valeurs qui furent au cœur de son éducation : la foi, la famille, le travail, l'importance des petites entreprises et assumer la responsabilités de ses actes. À partir des années 1990, il décide de rejoindre le parti républicain. Lorsque Watts décide de se lancer dans la course au Congrès, il affronte les critiques de sa famille qui estime que les Noirs ne voteront pas pour lui en raison de son affiliation partisane, et les Blancs à cause de sa couleur de peau : «Now the Negroes won't vote for him because he's a Republican, and the whites won't vote for him because he is a Negro» (Watts et Watson, 2002, p. 150).

3.1.1 « What color is a conservative? »

Le fait que les Noirs républicains soient très souvent qualifiés de traîtres et de parias le pousse à s'interroger sur ce que signifie être Noir dans l'Amérique contemporaine :

What does being black mean in America today? Do I have to believe in the principle of racial preferences? Can a black person oppose big government? Do I have to be opposed to tax relief? What color is a conservative? Why can't a black man or woman espouse a more conservative viewpoint, take pride in independant thought, and still 'reflect the African-American community'? (Watts et Watson, 2002, p. 248).

La majorité de l'élite politique noire est devenue le garant d'une certaine orthodoxie noire. Les Afro-Américains qui se tiennent trop éloignés de cette ligne politique sont isolés dans une sorte « d'apartheid » idéologique. Ils sont accusés de trahir les valeurs et droits acquis pour lesquels les mouvements pour les droits civiques se sont battus, à savoir le droit des Noirs américains de contrôler leur propre vie et destinée. Watts cherche à comprendre les raisons qui expliquent pourquoi il est malvenu pour les Afro-Américains de penser différemment:

Do you hate me because you think being black means I should be a Democrat? Do you hate me because even though I'm black, I don't believe exactly what you believe? Do you hate me because I believe that I'm able to succeed without the government's help? Do you hate me because I refuse to live my life as a victim? And would you ever say the same thing to a white congressman? (Watts et Watson, 2002, p. 250).

Cet état de fait démontre que le préjugé voulant que les démocrates, et surtout les Noirs démocrates, ne puissent pas être racistes est erroné. Isoler les individus qui osent sortir du modèle idéologique prédéfini, c'est faire preuve de racisme. C'est pour cette raison qu'il évoque la notion « d'apartheid racial », car c'est symptomatique de ce problème qui commence à éroder les progrès qui ont été faits. L'identité de groupe que les leaders noirs prêchent a pour effet pervers d'alimenter les préjugés négatifs envers la communauté noire et de renforcer le sentiment de victimisation :

This group identity can sometimes limit us more than protect us. It can blind us to valuable viewpoints, options and opportunities. [...]We cannot hope to bring this country together if black leaders continue to embrace the politics of victimology, the politics of fear, and the politics of ideological apartheid (Watts et Watson, 2002, p. 252-253).

Les leaders politiques noirs finissent par recréer une forme d'esclavage idéologique, motivés par la crainte de perdre leur pouvoir : «They talk a lot about slavery, but they're perfectly happy to have just moved us to another plantation. What scares them the most is that black people might break out of that racial groupthink and start thinking for themselves» (Watts et Watson, 2002, p. 199).

Cet antagonisme que nourrissent les Afro-Américains à l'égard du conservatisme reflète une nouvelle forme de ségrégation au sein de la société, celle des croyances et convictions: «African Americans' alienation from and antagonism toward conservatives are only the most visible symptoms of a larger societal problem facing our country and this president – the segregation of Americans not by race but by beliefs. Today, ideology, not skin color, determines the victims of intolerance and hate, separating us by how we think not who we are» (Watts et Watson, 2002, p. xv).

Il accuse les démocrates et particulièrement des Afro-Américains démocrates d'user du facteur racial pour convaincre leur électorat de se distancer des républicains. Il s'agit de valoriser le sentiment d'appartenance ethnique au détriment de l'idéologie et du mérite personnel, ce à quoi s'opposent farouchement les conservateurs noirs. Or, cette même stratégie fut utilisée par le très controversé sénateur démocrate de l'Alabama George Wallace : «Ironically, we haven't seen race used as effectively as a political tool against black Americans to frighten white voters to his racist cause. Both were shameful exercises in the politics of division» (Watts et Watson, 2002, p. xvii).

Un des éléments très souvent énoncés dans ses discours reste l'intolérance dont font preuve les libéraux et particulièrement les leaders politiques noirs envers ceux qu'ils

considèrent comme déviants. Pour appuyer ses propos, il cite l'exemple de Donna Brazile, la directrice de campagne d'Al Gore lors des présidentielles de 2000. En accusant les républicains de jouer la carte raciale, en instrumentalisant certaines élites noires conservatrices, elle refuse d'admettre qu'un certain nombre d'Afro-Américains puissent rejeter la philosophie dominante ainsi que leur manière de répondre aux problèmes et enjeux. L'identité de groupe est plus importante que l'individu, car cela leur assure une pérennité politique et une emprise sur la communauté:

Ms. Brazile is typical of many black leaders and political operatives today who simply can't accept the notion that there are independent-minded African American men and women who disagree with them, who have rejected their liberal philosophy and approach to problem solving. For them, group identity is more important than individual principles because for them, maintaining the group identity assures the continuation of their power. [...] When the group identity becomes more important than the individual, it can blind us to valuable viewpoints, options and opportunities. I embraced my blackness, just as I do my conservatism and my Christianity, but I don't want to be defined or pigeonholed by any one of the many elements that make up my character (Watts et Watson, 2002, p. 2-3).

Le CBC représente aujourd'hui le symbole de cette fermeture d'esprit, et de cette pression vers un conformisme idéologique poussé à l'extrême:

These four congresspeople, like most African Americans today, are victims not of persuasive racism but of enormous peer pressure to conform to a group identity dictated by a handful of national leaders who not only refuse to engage in honest dialogue with conservatives but refuse to even acknowledge the legitimacy of a conservative's right to a different point of view. I believe too many of these leaders have forgotten their roots and the conservative values that people throughout American history have found to be most effective armor against slavery, racism, and discrimination (Watts et Watson, 2002, p. xiv).

Les Noirs conservateurs ne nient pas l'adversité et les souffrances que la communauté noire a vécues. Ce passé tragique explique l'importance de l'identité de groupe chez les Afro-Américains. Or, cette pression vers le conformisme les empêche d'aller de l'avant : «Once the exhilaration of emancipation had worn off after Civil War and the

reality of being free but black in America had sunk in, that group identity comforted, protected and encouraged us as a people to move forward in spite of the barriers put before our progress. [...] Sometimes, though, this group identity can limit us more than it protects us» (Watts et Watson, 2002, p. 11).

C'est justement ce refus d'être stéréotypé qui caractérise les Noirs conservateurs aujourd'hui. Il cite en référence de nombreuses personnalités comme Colin Powell, Condoleezza Rice, Shelby Steele, Thomas Sowell et même Clarence Thomas, qui ont tous été labélisés comme étant des traîtres de leur propre communauté (Watts et Watson, 2002, p. 3). L'origine ethnique ne doit pas être plus importante que l'expérience personnelle, les valeurs et le talent : «[...] Clarence Thomas and [...] Colin Powell are two more good examples of individuals whose blackness is an important part of their identity and to each of them personally but doesn't define them. The experience, values, integrity, and talent of these two men are just as important as their ethnic heritage, if not more so» (Watts et Watson, 2002, p. 186).

C'est pour cette raison qu'il refuse de rejoindre le CBC après son élection. Il perçoit cette organisation comme un outil politique au service des démocrates : «I felt that the Black Caucus had become an extension of the Democrat Caucus and too often had been used as a tool for partisan political gain». Cela ne signifie pas pour autant qu'il ne partage pas certaines des préoccupations défendues par l'organisation ou qu'il renie son origine ethnique. Il n'est pas prêt à sacrifier son indépendance au nom d'une unité de groupe. En faisant ce choix de nature politique, il s'inscrit dans la démarche de ceux qu'il critique (Watts et Watson, 2002, p. 186).

3.2 Un agenda politique fidèle à la plateforme du parti

En 1990, Watts se questionne sur l'éventualité d'une course au Congrès. Il se demande si la partisannerie qui règne au Capitole lui permettra de conserver une certaine indépendance tout en faisant preuve d'influence. Lorsqu'il assiste à un discours de Jack Kemp lors de la convention républicaine de l'Oklahoma, il est convaincu que l'engagement politique est le choix évident. Il partage l'idée de la nécessité pour le parti de devenir plus inclusif. Le GOP doit avoir pour objectif principal d'aller chercher les communautés qui sont défavorisées, en offrant des incitatifs économiques permettant aux individus de réussir par eux-mêmes. Le système d'aide sociale fait plus de mal que de bien et doit être complètement réformé afin de répondre aux besoins.

Après avoir remporté la nomination du parti, Watts se concentre sur son opposant, David Perryman. Plusieurs enjeux sont au cœur de la campagne dont le « *Contract with America* » de Newt Gingrich et des républicains, qui contient des réformes pour tous les aspects de la politique, de l'aide sociale au budget. Il remporte l'élection avec 52% des suffrages, dans un district principalement blanc (84%) (Watts et Watson, 2002, p. 177-179). Lorsque J.C. Watts prend ses fonctions à la Chambre des représentants en 1995, il est le second Noir républicain au Congrès avec Gary Franks.

J.C. Watts forge ses opinions concernant la réforme du système social, l'équilibre budgétaire et les mesures de l'*Affirmative Action* à partir de son expérience personnelle. Durant ses interventions médiatiques ainsi que lors de rencontres auprès de la communauté noire, il partage son expérience pour sensibiliser son auditoire et faire évoluer les mentalités, afin qu'être Noir et conservateur ne soit plus considéré comme une anomalie : «Our values and belief systems have a lot more to do with how we were raised and the life we've lived than whether we are Republicans or Democrats, liberals or conservatives» (Watts et Watson, 2002, p. xix). Durant ses fonctions de représentant, il cherche à convaincre la communauté noire de soutenir la

plateforme républicaine. Il assiste à de nombreuses rencontres organisées par des organisations noires comme la *National Association for the Advancement of Colored People (NAACP)*.⁸² Mais contrairement à Gary Franks, il refuse d'adhérer au *CBC*, prétextant de profondes divisions idéologiques «I think the CBC and I want the same things for the black community : the difference is how we get there» (Wasniewski, 2008, p. 641).

Tableau 2 : Activité législative de J.C. Watts⁸³

Congrès	Nombre de projets de loi parrainés	Nombre de projets de loi co-parrainés	Total
104 ^e (1995-1996)	7	200	207
enjeu de l' <i>affirmative action</i>	x	x	x
105 ^e (1997-1998)	11	399	410
enjeu de l' <i>affirmative action</i>	x	x	x
106 ^e (1999-2000)	15	232	247
enjeu de l' <i>affirmative action</i>	H.Res-121.: affirmer l'opposition du Congrès à tout acte de racisme.	x	1
107 ^e (1995-1996)	24	176	200
enjeu de l' <i>affirmative action</i>	H.Con.Res-335 : Projet visant à reconnaître la participation des Afro-Américains dans l'histoire américaine	x	1
Total	57	1007	1064

⁸² La NAACP est une organisation dont la mission principale est de garantir l'égalité des droits entre tous les citoyens peu importe leur origine ethnique, dans tous les domaines de la société (politique et social, éducation, économie). Pour de plus amples renseignements, consulter le site internet de l'organisation : <http://www.naacp.org/pages/our-mission>

⁸³ Source : United States Congress, « Legislation Sponsored or Cosponsored by J.C. Watts Jr. », Récupéré de : <https://www.congress.gov/member/j-watts/W000210?q=%7B%22search%22%3A%5B%22J.C.+Watts%22%5D%7D&resultIndex=1> consulté le 7 avril 2015.

Tout comme Gary Franks, c'est à la fin de sa carrière au Congrès que J.C Watts s'investira davantage dans les enjeux chers aux Afro-Américains. Il évite cependant de se positionner sur les mesures de discrimination positive, fidèle à sa stratégie pragmatique de ne pas remettre en question l'ordre existant, même s'il le considère comme imparfait.

Watts s'allie à ses collègues républicains afin de soutenir la réforme du budget proposée par les conservateurs. Au cours des 100 premiers jours du 104^e Congrès, les républicains tiennent leur promesse de campagne puisque 80% des points principaux contenus dans leur programme *Contract with America* deviennent des lois (Watts et Watson, 2002, p. 188) :

Mr. Speaker, our Contract With America states, on the first day of Congress, a Republican House will: Force Congress to live under the same laws as everyone else; cut one-third of committee staff; and cut the congressional budget. We have done that. It goes on to state that in the first 100 days, we will vote on the following items: A balanced budget amendment--we have done this; [...] welfare reform to encourage work, not dependence; tax cuts for families to lift Government's burden from middle-income Americans; [...] This is our Contract With America (Congressional record, 27 janvier 1995, H806).

Trois facteurs expliquent ce succès. D'abord, le soutien de la population qui était majoritairement favorable aux réformes. Ensuite, la volonté du parti de tenir ses objectifs. Enfin, un travail d'équipe efficace et cohérent, où les ambitions personnelles et les antagonismes sont mis de côté⁸⁴. Ainsi, lors de la paralysie du gouvernement en 1995 et 1996 (*shutdown*), les républicains blâment Clinton et dénoncent une attitude intransigeante et hermétique au compromis. Le président, quant à lui, utilise les défaillances du GOP dans leur stratégie de communication pour dresser un portrait élitiste et négatif du parti. Mais un des moments les plus marquants de la carrière du jeune représentant de l'Oklahoma reste le passage de la

⁸⁴ On retrouve ici la référence à Sheingate qui insiste sur l'importance des coalitions politiques pour parvenir au changement législatif et institutionnel.

réforme de l'aide sociale en 1996. Tout comme son collègue Gary Franks, il considère que l'ancien système s'apparente à une forme moderne d'esclavage. Le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale passe alors de 4.9 millions en 1995, à 2.6 millions en 2003 (Watts et Watson, 2002, p. 188 ; 193).

Selon J.C. Watts, la société américaine est entrée dans une ère de décadence morale où l'on inculque aux enfants une vie de violence, de liberté sexuelle, de corruption et de drogue. Pour pallier ce phénomène, il propose de réorienter le message en renouant avec les valeurs fondamentales de l'identité américaine telles que : le patriotisme, la liberté, les droits individuels et les valeurs familiales. La famille doit être au cœur de la vie des Américains, puisqu'elle constitue la base de leur identité. Pour appuyer ses propos, il fait référence à la pensée de Reagan qui déclara dans la proclamation 4845 lors de la fête des pères le 20 mai 1981 : «There is no institution more vital to our nation's survival than the American family. Here the seeds of personal character are planted, the roots of public virtue are first nourished» (Watts et Watson, 2002, p.237 ; 243).

Depuis plus de trente ans, le pays perd son emprise sur les institutions qui font de l'Amérique sa grandeur, à savoir la famille, l'église et la communauté : «We, over the last 30 years, have loosened our grip on the institutions that made America great--the family, the church, the community». Grâce à ce discours très traditionnel, Watts est perçu par le parti comme l'espoir naissant pour gagner l'appui des Afro-Américains. Le gouvernement doit mettre l'accent sur la valorisation de ces institutions pour apporter une solution efficace aux problèmes de la société et non se reposer sur des programmes sociaux défaillants comme la Grande Société de Johnson : «"If we will advocate family, church, community and education over the next 30 years as fervently as we have over the last 30 years advocated the Great Society programs, I can assure you we will solve our problems"» (Healy, 1995).

Ainsi, Watts parvient en équipe avec le représentant Jim Talent du Missouri à obtenir l'appui du président Clinton pour leur *American Renewal Community Project* qui vise à 1) favoriser la réduction des impôts pour les petites entreprises qui privilégient l'embauche des employés à faible revenu; 2) accorder des bons d'étude aux parents afin qu'ils puissent librement choisir l'école de leurs enfants; 3) octroyer du financement fédéral aux organisations religieuses engagées envers les communautés défavorisées :

I have spent the last eight years looking for new models that could address the intransigent problems of these impoverished communities. The result of my journey is the American Community Renewal Act [...]. This legislation reflects American ideals by empowering individuals to renew the institutions of private society, which hold communities together through time-honored values of faith, family, work, community, and neighborhood (Watts et Watson, 2002, p. 262).

L'objectif est de développer les entreprises dans les quartiers défavorisés pour favoriser l'emploi et redynamiser l'économie locale, afin que les résidents puissent faire vivre leurs quartiers. Watts s'inscrit dans une dynamique de changement souhaitant bousculer le statu quo. Il souhaite réformer les programmes qui n'apportent aucune solution efficace aux enjeux:

I learned that too many members of Congress, particularly those on the left, have no interest in changing their approaches. Their solution is to just refund and tinker with programs that have consistently failed the country and the people they were meant to help. It is our party that has rejected the status quo. Conservatives, not liberals, have embraced the values of creativity, entrepreneurship, and private-sector participation in tackling tough issues because the old approaches simply weren't working (Watts et Watson, 2002, p.265).

Le Speaker de la Chambre, le républicain Dennis Hastert, fait de ce projet une des priorités du parti pour le 106^e Congrès. Il est voté et adopté en décembre 2000. (Waniewski, 2008, p. 641) Contrairement à Gary Franks, J.C. Watts parvient à exploiter à son avantage les contextes politiques. Dans une démarche pragmatique et réaliste, il adapte le contenu de ses discours et la nature de son entrepreneuriat

politique et législatif à l'humeur nationale. Beaucoup plus constant que Gary Franks, il fera preuve d'une grande loyauté envers la ligne du parti en votant à 95% en faveur du *Contract With America*. La loyauté dont il fait preuve associée à ses convictions conservatrices affirmées font de lui la nouvelle étoile montante du parti.

3.3 Être noir et conservateur : une aubaine politique?

3.3.1 Le nouvel espoir de l'establishment républicain

Déjà en 1992, lors de la Convention nationale républicaine, les leaders du parti voient dans ce jeune entrepreneur un espoir d'aller chercher les minorités. Il fait l'éloge du GOP en évoquant son attachement aux valeurs républicaines. (voir capture d'écran 3) :

[...] But it was a party of Abraham Lincoln the Great Emancipator who taught me that America really is the land of opportunity. I am a Republican because ours is the only party founded on an idea. The idea of freedom. Mancipation an opportunity people asked me when I became a Republican well I changed my registration in one thousand nine hundred nine. [...] (C-SPAN, 19 août 1992)

Quatre ans plus tard, il est de nouveau invité à donner une allocation lors de la Convention nationale républicaine, mais cette fois en tant que Représentant du 4^e district de l'Oklahoma, élu lors des élections de mi-mandat de 1994. En grand défenseur des causes conservatrices, il glorifie le bilan des républicains durant le dernier mandat :

[...] It was at that time I talked to you about the Republican definition of compassion. We don't define compassion by how many people are on welfare, or AFDC, or living in public housing. We define compassion by how FEW people are on welfare, AFDC, and public housing because we have given them the means to climb the ladder of success. At that time, welfare reform was a distant hope, but I am pleased to tell you that just two weeks ago, the histroic Republican Congress passed over the objections of Bill

Clinton– welfare reform that will restore compassion and dignity to those less fortunate. [...] it's these people, not the government that can provide folks with tools they need to become productive citizens with dignity.[...] (PBS, 12 mars 1996).

En novembre 1996, Watts gagne sa réélection avec 58% des suffrages. Il s'engage dans ce nouveau mandat avec une plus grande assurance et confiance en lui, prêt à relever de nouveaux défis. Son discours à la convention républicaine lui vaut la reconnaissance de certains leaders du parti. En effet, il rappelle les victoires du parti à la Chambre et insiste sur l'importance du caractère comme premier facteur de réussite :

[...] At that time, welfare reform was a distant hope, but I am pleased to tell you that just two weeks ago, the historic Republican Congress passed over the objections of Bill Clinton welfare reform that will restore compassion and dignity to those less fortunate. [...] We must not let government programs disconnect our souls from each other. So, tonight I have a special message for the kids in your house tonight. Young people, America needs you. If our country's going to continue to be great, if it is going to continue to be strong, you're going to have to do your part. You're going to have to fight for America, fight for the values that have made America great.

Fight against skipping school and cheating on your exams. Fight against driving too fast and disobeying your parents. And young people, you should thank God on a daily basis, if you have parents that exercise tough love with you. [...] I know it's tough young people. That's why I'm asking you to fight and be counted as a leader in America today. You can help. You can help your friends find the courage to say no to the things that make them weak. And yes to the things that make them strong. You see, friends, young people, high students, college students, character does matter (CNN, 1996).

Le Speaker de la Chambre, Newt Gingrich lui demande de prononcer la réponse républicaine au discours de Clinton sur l'état de l'Union⁸⁵. Plus qu'un honneur⁸⁶, c'est l'occasion de donner une allocution publique relayée par les médias et entendue par des millions de personnes, avec le potentiel d'influencer les cœurs et les esprits. En effet, les républicains souhaitent éviter de reproduire l'erreur commise en 1996.

⁸⁵ Illustration 5 p. 131.

⁸⁶ J.C. Watts est le seul Afro-Américain à se voir attribuer ce privilège par le parti.

L'intervention du sénateur Bob Doyle fut un désastre politique. Il s'est exprimé depuis son bureau, sans aucun public pour vivifier la présentation. Le discours très axé sur la partisanerie était en contraste direct avec le ton conciliant et rassembleur de Clinton, ce qui a envoyé une image négative du parti à travers le pays (Seelye, 1997).

Watts représente au contraire l'espoir du parti (« *Black Great Hope* »). Il est jeune, intelligent, bien éduqué et cherche à apporter des solutions aux problèmes des Américains, image que le parti souhaite projeter: «"he represents what most Republicans want most people to think the Republican Party is -- young, smart, he made his own way, he's well-educated and he works hard to help people solve their problems."» (Seelye, 1997). Il est le seul Noir parmi les 282 républicains au Congrès. Il est donc le mieux placé pour courtiser les minorités. Le fait qu'il mette l'accent sur l'importance de l'éthique et la moralité dans l'éducation fait écho au discours républicain: «"I wasn't raised to be a Republican or Democrat," he continued. "My parents just taught by example. They taught me and my brothers and sisters that if you lived under their roof, you were going to work."» (Sandalow, 1997). De plus, il jouit de qualités oratoires indéniables, dont il a fait usage quelques mois plus tôt lors de la Convention nationale Républicaine (Seelye, 1997). Le jeune représentant de l'Oklahoma, âgé de 39 ans, livre une performance impeccable, travaillée et professionnelle. Il s'exprime au nom du parti, affirmant que les républicains sont plus à même de répondre aux besoins des minorités. Même si ce discours a un objectif partisan clair, Watts souhaite convaincre les Américains de sa sincérité, en se positionnant comme un membre du peuple avant d'être un élu ⁸⁷ (Watts et Watson, 202, p.196-197).

⁸⁷ « While the speech was meant to be a partisan response, I didn't want to be seen as a Republican or a Democrat but as an American sharing my thoughts with the American people, who I hoped would understand my heart as well as hear my words. This was a political opportunity, but I saw it as a spiritual one, too » (Watts et Watson, 202, p.197).

Son allocution fait écho à certaines grandes valeurs du parti, comme l'équilibre budgétaire, la diminution des impôts et affirme que le cœur de la nation n'est pas à Washington, mais dans chaque individu : « "Our mission is to return power to your home, to where mothers and fathers can exercise it according to their beliefs" ». Il incite les Américains à ouvrir leur cœur à Dieu et à se conformer à une vie saine, selon les principes prônés dans la Bible: « "We must be a people of prayer, a people who pray as if the strength of our nation depends on it because it does. When you come right down to it, that's our vision and our agenda." » (Seelye, 1997).

En ce qui concerne la question raciale, il n'hésite pas à critiquer Clinton qui répond à cet enjeu en ayant recours au gouvernement : « "I am afraid that when the Administration and others talk about race," Mr. Watts said, "it sounds to me like the same old bunch of sermons and sloganizing that defends the old assumption that Government can heal the racial divide." » (Seelye, 1997). Le fait que les divisions au sein de la société persistent malgré l'adoption de législations interdisant la discrimination démontre que le système est inefficace : « "if legislation is the answer to the racial divide in our nation, then why -- in God's name, in our time -- has the division grown?" The fact is, our problems can't be solved by legislation alone. In fact, government sometimes rubs the wound raw, and makes the healing harder." » (Stout, 1998). En concentrant son discours davantage sur les valeurs plutôt que sur les enjeux, Watts est parvenu à séduire une majorité d'Américains.

Cependant, certains leaders du parti considèrent qu'il n'accorde pas suffisamment d'importance aux dimensions religieuse et conservatrice. Très au fait de l'influence de l'esprit de groupe au sein de la communauté noire, il ignore jusqu'à son entrée au Congrès, l'importance de ce phénomène au sein des conservateurs et même auprès des leaders religieux investis en politique. Malgré les critiques, Watts affirme ne pas vouloir se laisser influencer par certains lobbies : « "[...] I have the dictates of my own conscience and the strength of my own conviction. I don't need the input of any lobbying organization to help me understand what it means to be a Christian or a

conservative» (Watts et Watson, 202, p.203). Il prône au contraire une approche bipartisane.

Fort de la confiance qui lui est accordée, il souhaite revoir la stratégie de communication du parti. La force du GOP réside dans la manière d'appréhender l'impact des politiques que le parti préconise sur le budget fédéral. Mais, contrairement aux démocrates, le GOP peine à expliquer aux Américains, et particulièrement aux minorités, en quoi leur agenda républicain va leur être bénéfique. Or, il est essentiel de bâtir une crédibilité sans failles si le parti souhaite séduire les Américains : «If people don't believe you care about them, they aren't going to believe either your promises or your proposals» (Watts et Watson, 202, p.235-36).

Le 24 août 1997, il est invité à parler de leadership lors de la Conférence des leaders républicains du Midwest « *Midwest Republican Leadership Conference* ». Il profite de cette occasion pour rappeler la nécessité pour le GOP de travailler sur le message que le parti souhaite faire passer pour les mois qui restent avant les élections de mi-mandat de 1998⁸⁸. Il s'agit d'une excellente opportunité pour les dirigeants du parti républicain d'évaluer l'éventuelle candidature du jeune représentant de l'Oklahoma pour le poste de président de la Conférence républicaine à la Chambre:

[...] So this is a leadership Congress. A conference I'm here today to speak to you about leadership. Not because again not because I'm running for anything in the year two thousand again I have a job I'm happy with what I what I'm doing. I accept that this invitation to speak to you this because I believe in America. I believe in America. I believe in what we're fighting for in Washington as Republicans. [...] And I believe there are certain things that we must do. To sustain the greatness of being the most wonderful nation. On the face of the earth. I believe America's best days are. Still ahead. But I also believe we need a certain kind of leadership. To get us to that shining city on the Hill. We had America waiting for someone to come along like Abraham Lincoln Martin Luther King or Ronald Reagan that will have the

⁸⁸ Capture d'écran 6.

guts and the courage to say to us. What we need to hear not what we want to hear. And you're going to hear a lot of that junk in the next two and a half years (C-SPAN, 24 août 1997).

Afin de parvenir à cet objectif, Watts invite le GOP à adopter une nouvelle stratégie conservatrice (*New Conservative Strategy for a Better America*), qui se résume en trois points principaux : 1) renouveler l'engagement du parti envers les valeurs fondamentales de la nation et reconstruire la force centrale qui est la famille. 2) mettre l'accent sur la compassion et la diversité. Cela requiert de gagner l'appui des Noirs conservateurs et modérés, des Hispaniques, des démocrates et indépendants qui partagent les valeurs et plateforme politique des républicains. 3) embrasser de manière enthousiaste de nouveaux idéaux pour relever de futurs défis. Il est essentiel de se tourner vers l'avenir, et de concevoir une nouvelle approche conservatrice pour relever les défis de la nation. C'est en se distançant de celles proposées par les conservateurs dans les années 70, 80 et 90, que le GOP peut être synonyme de renouveau : «We can't govern in the 21st century the way conservatives did in the 1970s, '80s, '90s by simply dining the left» (Watts et Watson, 202, p.236).

Pour évoquer l'aspect visant à encourager la compassion et la diversité, Watts cite Booker T. Washington : «More and more we must learn to think not in terms of race or color or language or religion or political boundaries, but in terms of humanity. Above all races and political boundaries, there is humanity». Les démocrates comme les républicains ont leur part de responsabilité concernant le fait que la question raciale demeure un problème récurrent aux États-Unis. Les républicains se sont souvent montrés insensibles à cet enjeu, et les démocrates et *leaders* politiques noirs ont continuellement instrumentalisé cet enjeu à des fins politiques : «Republicans have often been insensitive. Democrats and national black leaders have demagogued racial issues for political advantage» (Watts et Watson, 202, p.246). Pour faire valoir cette nouvelle politique d'ouverture, les Noirs républicains se sont alliés pour endosser la plateforme républicaine, "*Contract with America*". Ils espèrent constituer une force politique non seulement au sein du milieu politique noir, mais également

auprès de leur parti. L'objectif est de rallier la communauté noire aux causes conservatrices (Healy, 1995).

Certains sondages démontrent que plus d'un Afro-Américain sur quatre approuve certaines des propositions politiques incluses dans le "*Contract with America*", parmi lesquelles un plan controversé pour limiter l'État providence. Mais presque 50% d'entre eux désapprouvent le programme dans sa globalité, en raison de la réputation négative du parti. Les républicains doivent donc redoubler d'efforts pour séduire cet électorat. Watts et ses collègues conservateurs supposent que les Noirs feront écho à leurs opinions stipulant que les politiques sociales générées et maintenues largement par les démocrates ont conforté les minorités dans un rôle de victime, alors que l'objectif était de les aider: «"Over the last 30 to 40 years, we have created, we have encouraged, those 16 million children to be in poverty because of the current system. What we're saying is, we need to have a healthy dialogue so that we don't create another 16 million children who will be impoverished. . . . What we are saying is that the current system hasn't worked over the last 35 to 40 years"» (Healy, 1995).

3.3.2 L'enjeu sensible de l'Affirmative Action

Tout comme Smith et King, Watts considère que la question raciale constitue « le dilemme américain ». Depuis le début de la république américaine, cet enjeu investit tous les aspects de la vie politique, des institutions politiques, des discours, et des politiques publiques. Bien qu'il privilégie une approche *color-blind* des relations interraciales, il est conscient que la « dépendance au passé » cristallise les débats. Mais, la persistance de la question raciale encore aujourd'hui révèle les défaillances tant de la société américaine que des institutions pour répondre efficacement à ces enjeux (Lowndes et Novkov, 2008).

Dix ans après la signature historique par Johnson des lois pour les droits civiques, alors que Watts était un jeune espoir sportif au collège, le combat pour une égalité demeurait. Les Noirs, tout comme les autres minorités, ont désespérément besoin de croire dans leur capacité à réaliser leurs rêves et objectifs : «Young black Americans desperately needed to believe in themselves and their ability to achieve their dreams, and not everyone was lucky enough to have the kind of family I had to instill in me the values of self-determination, hard work, and personal responsibility» (Watts et Watson, 202, p.35). Or, selon lui, depuis plus de vingt-cinq ans, cette affirmation est troquée pour une rhétorique creuse, visant à justifier les échecs et les écarts de conduite. Ce phénomène amoindrit le succès des Afro-Américains. Ainsi, la phrase « je suis quelqu'un » est devenue « je suis la victime de quelqu'un ». Il rejette cette voie facile et inévitable de la victimisation ⁸⁹ qui est largement utilisée aujourd'hui : « 'I am somebody' today has become 'I am somebody's victim'. I reject this fashionable 'cult of victimology' ». Tout individu peut obtenir ce qu'il désire, s'il se bat pour parvenir à ses objectifs : «God gives you what you need ; you have to work for what you want» (Watts et Watson, 202, p.35 ; 43).

L'éducation est le premier élément permettant de sortir de la pauvreté. Alors que les chances de réussite pour les Afro-Américains ont considérablement augmenté en vingt-cinq ans, paradoxalement, les déconnexions entre la communauté noire et l'apprentissage se sont également accentuées. Le préjugé voulant que réussir à l'école est synonyme d'être Blanc reste très ancré dans les mentalités : «One of the most disheartening aspects of African American life today is a cultural phenomenon in which doing well in school is seen as being 'white' ». En ce sens, les Afro-Américains se posent eux-mêmes des barrières à leur propre réussite. Selon Watts, cette résistance à l'apprentissage provient du jeu du blâme auquel se livrent les traditionnels leaders politiques noirs aujourd'hui (Watts et Watson, 202, p.69-70).

⁸⁹ Ce concept est utilisé par John McWhorter qui le mentionne dans son ouvrage *Losing the Race*.

Malgré les divisions idéologiques et politiques qui habitent le pays, les deux partis doivent travailler ensemble afin de former une coalition efficace pour répondre aux attentes des Américains. Cela ne signifie pas pour autant que les deux partis doivent oublier leurs différences de point de vue et ne pas argumenter en faveur de leur position. Au contraire, Watts, qui est persuadé que le GOP offre les meilleures réponses à ce qui lie le pays ensemble, prêche pour un parti fort et viable au fait de ses faiblesses. Pour y parvenir, une introspection est indispensable afin de déterminer si oui ou non le parti est suffisamment à l'écoute des Américains :

Is our party listening hard enough to what America is saying? Do we really hear when people talk or are we just paying lip service with the expected response? Can we remain true to the traditions and fundamental principle upon which this party is based – freedom, opportunity, the rights and responsibility of the individual, and smaller government – and still be open-minded to differing points of view? Are we reaching out to people of every color, religion, ethnicity, and region to invite them to join our cause? (Watts et Watson, 202, p. 234).

3.3.2 Une stratégie entrepreneuriale pragmatique et efficace

Grâce à ses qualités oratoires et sa démarche pragmatique, Watts parvient à convaincre les leaders du parti de la nécessité de préserver le statu quo (Baumgartner et Jones, 2009). Il favorise la prédominance de ses idées aux dépens de celles des autres législateurs (Gary Franks en particulier) (Kingdon, 2010 ; Carter et Scott, 2009). Cela lui permet par la suite d'occuper une position de leadership. (Wawro, 2000).

Bien que Watts nourrisse un antagonisme profond envers le pouvoir fédéral, il considère qu'il est parfois plus judicieux de conserver le statu quo si aucune solution de rechange viable n'est élaborée. Tout comme de nombreuses personnalités politiques, même au sein de la classe politique noire, Watts s'oppose à la notion de préférences raciales. Son expérience en tant que victime de racisme a fortement

influencé sa décision de mettre en garde le parti contre une révocation prématurée des mesures de l'*Affirmative Action* (Watts et Watson, 202, p.49).

En 1995 et 1997, quand les représentants Gary Franks et Charles Canady amorcent un effort législatif à la Chambre pour limiter, voire interdire les mesures d'*Affirmative Action* au sein du gouvernement fédéral, la plupart des leaders du parti espèrent voir Watts s'allier à cette coalition, mais il préfère rester en retrait. Bien qu'il soit en accord avec une partie du concept proposé par le GOP, ce n'est pas le meilleur moment selon lui pour agir sur cet enjeu très controversé. En effet, le parti ne propose aucune solution de rechange permettant de préparer l'Amérique et surtout les Afro-Américains pour ce qui serait considéré par les médias et les leaders politiques noirs comme un démantèlement des droits civiques. Cela requiert donc davantage de discussions et de préparation, afin de penser à une stratégie efficace pour faire face à ce problème. Il s'est entretenu personnellement avec Gary Franks, lui demandant d'attendre un moment plus propice pour proposer son projet de loi. Cependant, face au succès du référendum en Californie sur la proposition 209, qui vise à supprimer l'utilisation des préférences raciales dans le cadre des admissions au sein des universités d'État, les conservateurs à Washington réclament qu'une initiative similaire soit prise à l'échelle nationale. Franks est convaincu qu'il faut saisir l'occasion qui se présente (Watts et Watson, 202, p.206).

Tout comme Gary Franks, Watts s'oppose aux mesures de préférence axées sur la race ou le genre, mais il a le sentiment que le GOP devrait investir son énergie dans une démarche d'inclusion: «I'm against race- or gender-based preferences, but I also felt Republicans should invest at least as much energy proving we are inclusive as we do weaning ourselves from affirmative action». Le débat entourant cet enjeu est à la fois intense et divise l'opinion publique (Watts : 205). Afin de contrer l'initiative de Franks et Canady, Watts rencontre de manière informelle le Speaker de la Chambre Newt Gingrich. Tous deux reconnaissent que les mesures de l'*Affirmative Action* sont un enjeu qui est dans le collimateur des conservateurs. Watts est obligé d'admettre

qu'en tant que noir républicain au Congrès, il a souffert du racisme. Lors de son entretien avec Gingrich, il fait part de ses sentiments et affirme que bannir l'*Affirmative Action* au niveau fédéral est une grave erreur. Cela envoie un message négatif auprès de la communauté noire, indiquant que le GOP ne croit plus en l'existence du racisme : «I told him I feared a federal ban on affirmative action would send the wrong signal. It would say to black Americans, 'We don't believe racism exists''» (Watts et Watson, 202, p.205-207).

En évoquant son expérience personnelle, il souhaite sensibiliser le parti républicain à la persistance du racisme au sein de la société américaine:

I told them a story. Not long before, I had been home in Oklahoma driving [...] when not one cop but six pulled me over in broad daylight. They checked my driver's license and registration, I hadn't been speeding. My license plates were current, and I wasn't weaving. 'I was stopped for one reason and one reason only, because I was a black man. I could be a member of Congress, a Republican leader, the man who gave the response to the State of the Union address, [...], but in the eyes of those policemen, I was only one thing – black'. Racism isn't dead in this country, and if some in the room hadn't experienced it personally, that didn't mean it wasn't real (Watts et Watson, 202, p.208-209).

Il préconise une stratégie plus timorée pour prouver aux Américains que le parti comprend que des inégalités persistent pour certaines minorités et qu'il est prêt à aller de l'avant pour favoriser l'égalité. Plusieurs membres du Congrès, peu importe leur couleur de peau ou politique, s'accordent pour dire que les mesures de discrimination positive sont défaillantes, mais elles n'en demeurent pas moins essentielles en l'absence de solution de rechange viable. Cette question revêt à la fois une dimension politique, mais également personnelle : «Maybe I should see this as a political issue. Maybe I should think in terms of Democrat versus Republican. Maybe if I could stop leading my heart, I could support anti-affirmative action legislation, but deep down, I know it's wrong for the party to move at this time». Gingrich est sensible aux arguments de Watts: «'That's why I like having you around, J.C. Don't ever stop

listening to your heart'» (Watts et Watson, 202, p.207). Après sa rencontre avec le jeune représentant, il retire son soutien au projet de Franks, tuant dans l'œuf l'initiative. Mais, le débat sur l'*Affirmative Action* n'est pas terminé pour autant.

Le représentant de la Floride Charles Canady tente à nouveau, en 1997, d'abolir les mesures de préférence raciales en introduisant à la Chambre toute une série de législations. Franks ayant perdu son siège lors des élections de 1996, les supporters de cette initiative sont allés chercher cette fois-ci, le soutien de Ward Connerly, homme d'affaires, régent de l'University of California et activiste politique noir conservateur très opposé aux mesures de discrimination positive. Les dirigeants du parti espèrent que Connerly sera en mesure de convaincre J.C. Watts que le passage en loi de la proposition 209 en Californie signifie que le pays fait face à un tournant dans le débat sur l'*Affirmative Action*. Une réunion réunissant plusieurs leaders du GOP dont Gingrich et Watts est organisée, afin de discuter de cette nouvelle tentative. Connerly considère les mesures de l'*Affirmative Action* comme étant anti-démocratiques. Watts campe sur ses positions initiales et réitère son avertissement auprès du leader de la Chambre. Les mesures de discrimination positive ne constituent pas, selon lui, le problème en soi. C'est l'éducation lamentable qui est offerte aux enfants noirs qui est à montrer du doigt. Tant que ces écoles ne sont pas remises à niveau, il est utopique de parler d'égalité des chances : « 'Affirmative action isn't the problem', I said. 'Lousy education for black kids is the problem. Until you fix these schools, don't talk to me about equal opportunity. I know better' » (Watts et Watson, 202, p.208). Devant l'insistance de Connerly, Watts finit par se mettre en retrait.

Comme il le stipule dans son ouvrage, il trouve ironique d'être sollicité par certains législateurs et personnalités politiques⁹⁰ qui souhaitent supprimer la question raciale du paysage américain, en raison de sa couleur de peau et non pour ses qualités

⁹⁰ Peu importe leur couleur de peau.

oratoires ou pour son influence législative : «[...] I thought how ironic it was that this group, black and white, that so desperately wanted to take race out of the picture, came to me for support, not because of my oratorical skills or my ability to persuade, or my legislative influence, but because I was black». Or, lors du vote sur le projet de loi de Canady, deux représentants conservateurs ont finalement retiré leur soutien, ce qui fit avorter le projet (Watts et Watson, 202, p.209).

Le GOP doit également faire sa part et accepter que le racisme existe toujours, et que la pauvreté est un enjeu qui touche beaucoup d'Américains, en particulier les Noirs :

Nor can we become one America if some of my conservative friends refuse to see that racism remains a stain on this nation's soul, and poverty, regardless of its root cause, is reason for concern. It's ironic that the party of Lincoln has often been absent on issues of civil rights and equal opportunity, failing to understand the historical sensitivities of the African American community (Watts et Watson, 202, p.253).

En d'autres termes, faire de l'opposition à l'*Affirmative Action* un test pour déterminer la loyauté des républicains aux valeurs conservatrices est aussi absurde que d'exiger son soutien indéfectible comme prérequis de l'authenticité politique au sein de la communauté noire : «As Republicans, we can't fulfill our responsibility to promote diversity by demanding a robotlike allegiance to every conservative view. Making opposition to affirmative action a test of ideological loyalty is as wrong as making its support the prerequisite of political authenticity in the black community» (Watts et Watson, 202, p.254).

Le parti fait face à une crise de légitimité quelques années plus tard. À cause de l'affaire Lewinsky, le GOP perd des sièges au Congrès aux élections de mi-mandat en 1998. Selon Watts, ce fut une grave erreur stratégique d'axer la campagne sur Clinton au détriment de leur programme. En menant une guerre personnelle contre le président, le GOP se trouve confronté à la situation inconfortable et impopulaire de considérer l'*impeachment*. Pendant ce temps, Clinton bat à pleine couture les républicains sur la réforme de l'éducation. Il répond aux attentes des Américains en

permettant l'embauche de 100 000 nouveaux enseignants. Le GOP, quant à lui, s'inscrit dans une dynamique dégradante en attaquant la vie personnelle du président. (Watts et Watson, 202, p.211). Gingrich sera tenu pour responsable de cet échec. Le leader de la Chambre fait appel au jeune représentant de l'Oklahoma pour obtenir du soutien. Mais ce dernier confirme que la situation se présente très mal. Gingrich et son potentiel remplaçant Bob Livingston démissionnent, créant une crise de leadership au sein du parti. Dès lors, le GOP voit en Watts une réponse à ce marasme. Il est invité à se présenter à la tête de la Conférence républicaine⁹¹. Il a douze jours pour recueillir les 112 votes nécessaires à la nomination (Thomas, 1998).

Ainsi, le 18 novembre, la Chambre républicaine envoie un message mixte concernant l'image que le GOP souhaite projeter au sein du 106^e Congrès. En effet, le profil des nouveaux leaders est très conservateur. Le représentant Robert L. Livingston de la Louisiane remplace Newt Gingrich en tant que Speaker de la Chambre. Deux grands conservateurs du Texas, Dick Armey et Tom DeLay, conservent leurs postes de leaders de la majorité. Enfin, J.C. Watts remplace John Boehner de l'Ohio à la tête de la Conférence républicaine (Seelye, 1998).

Watts remporte la nomination avec 121 votes. Il est désormais chargé d'organiser au moins une fois par semaine une rencontre, réunissant l'ensemble des membres républicains de la Chambre. L'objectif est de déterminer les enjeux au cœur de la plateforme politique du parti. Watts souhaite mettre à profit son nouveau statut de leader pour repenser la stratégie de communication du GOP, suite au désastre de l'affaire Lewinsky. Dans cette nouvelle ère de l'information en continu, il est primordial de contrôler l'image que l'on veut diffuser aux Américains : «We need to remember that politics is all about people, not programs. We shouldn't want to take the humanness out of the political arena» (Watts et Watson, 202, p.217-218). Il reste réaliste quant au rôle joué par sa couleur de peau dans la décision du parti de soutenir

⁹¹ La quatrième position à la Chambre la plus importante au sein du parti.

sa candidature. Il considère néanmoins qu'il s'agit d'une excellente opportunité de montrer l'ouverture du parti : « "It is time to let the American people know that the Republican Party is the party of all Americans. We are the party of inclusiveness. Our ideas are good for everyone" » (Walsh, 1998).

Il règne un certain mécontentement de la part de ses collègues envers le bilan de la première année de Watts en tant que président de la Conférence républicaine. Certains de ses collègues considèrent que les apparitions médiatiques du jeune représentant se font rares, et qu'il manque d'engagement lors des rencontres hebdomadaires. Alors qu'il était perçu il y a encore quelques mois comme un choix solide en tant que vice-président pour les élections de 2000, ses collègues se demandent maintenant s'il est à la hauteur de sa fonction (Novak, 1999). Malgré les critiques de ses collègues, Watts brigue un autre mandat, évitant au parti une nouvelle crise (Pine, 2000).

Le 5 janvier 2000 lors d'une conférence de presse pour souligner les cinq années de contrôle du Congrès par les Républicains, J.C. Watts revient sur les accomplissements réalisés par le *GOP*. Il évoque également le soutien qu'il a obtenu de la part de certains élus républicains au Congrès pour mener à bien sa nouvelle politique de communication⁹² :

[...] We have literally changed the way Congress does business. We no longer spend more than we take in, we balance the federal budget, making the reckless deficit spending a thing of the past.[...]. Republicans have led the charge on these initiatives over the last five years. However, these are not victories for Republicans, but victories for the American people. [...] We're Americans. We should expect the best. And we've gone a long way over the last five years in trying to provide the very best for American citizens. Well, our anniversary, this is the five-year anniversary of the Republican majority, and anniversaries are the perfect time not only to review the accomplishments of the past, but to make plans for the future. I invited -- several weeks back, I invited members of the Republican majority to come

⁹² Voir capture d'écran 7.

back to Washington today and tomorrow to take a look at where we are and talk about communication. And I am extremely proud of my colleagues, because about 63 of these men and women volunteered to come back, leave their districts, leave their families, to come back and assist me in this effort.[...] (C-SPAN, 5 janvier 2000).

En tant que porte-parole du GOP, J.C. Watts joue un rôle déterminant pour redorer l'image du parti qui traverse une crise importante. Sur un ton ferme et assuré, il essaie de convaincre les Américains, que les républicains sont plus à même de répondre à leurs attentes. Pour parvenir à cet objectif, il invite les démocrates à se joindre aux efforts engagés par le GOP :

You know, our objective is not to retain control of the House, but to grow our majority. And we think it's important to stay on offense, to do much of what we've done over the last five years -- giving working Americans tax relief; keep our budget balanced; [...] to send education dollars, more of those dollars back home; to protect the Social Security surplus; to pay down our public debt. I think all those things are important to the American people. And I think, when you look at those things, you don't see Republican or Democrat issues. You see, American issues, things that are good for all Americans (C-SPAN, 5 janvier 2000).

À la fin de son troisième mandat, Watts devient un grand supporter de nombreuses causes chères aux Afro-Américains. En tant que figure importante du parti, il essaie d'aller chercher ce bloc longtemps fidèle aux démocrates. D'ailleurs, il exprime régulièrement sa frustration face à ce qu'il considère comme étant de l'indifférence de la part des officiels du parti, vis-à-vis de sa communauté. À cette même époque, il encourage le gouverneur du Texas, George W. Bush à donner un discours à la convention de la NAACP. Il est convaincu du succès de l'intervention, qui permet de dépeindre Bush comme un républicain proactif sur le terrain, prêt à répondre à leurs attentes : «"I think overall it was a great success, the NAACP was able to see a Republican on their turf."». Pour le président de l'organisation, Julian Bond, il s'agit d'une tentative d'instrumentaliser les Noirs à des fins électorales : «"a drive-by photo opportunity."» (Casteel, 2002).

Watts tente d'attirer l'attention publique sur des enjeux qui revêtent une certaine importance historique et économique pour les Afro-Américains. Il s'exprime lors d'un rallye regroupant des fermiers noirs victimes de discrimination par le gouvernement fédéral. Il soutient une proposition visant à forcer un dédommagement plus rapide de la part du gouvernement :

Mr. Speaker, today I am introducing the Black Farmers Fair- ness Act. This legislation will bring to closure a series of injustices our government has committed to a large number of black farmers throughout the country. For many years, this group of dedicated farmers experienced various acts of discrimination by the United States Department of Agriculture. In 1997, three brave farmers entered into a lawsuit with USDA to correct injustices they had experienced. [...]. For months, government attorneys blocked settlement of their complaint due to a "statute of limitation" argument. [...]In 1998, the House extended the "statute of limitations" for the black farmer lawsuit—allowing justice to run its full course. Without this provision, many of these farmers would have not been legally permitted to receive consideration for the civil rights complaints. [...]Mr. Speaker, this Congress has an obligation to finish what it started in 1998. We have the opportunity and responsibility to give back every cent to those who were denied the opportunity to pursue the American Dream. I encourage my colleagues to join me by supporting the Black Farmers Fairness Act (Congressional Record, 15 mai 2001, E806).

Étonnamment, le *CBC* s'oppose à l'adoption de cette résolution dénonçant la dimension électorale de cette initiative. Il est également l'auteur d'une législation visant la reconnaissance de la contribution des esclaves dans la construction du Capitole. Le représentant démocrate de la Géorgie, John Lewis, un ancien leader des droits civiques, co-parraine ce projet de loi. Il perçoit d'un très bon œil l'engagement de J.C. Watts envers les enjeux chers aux Afro-Américains. En effet, en tant que seul Noir au sein du parti majoritaire, son soutien et sa visibilité constituent une aide précieuse (Casteel, 2002) :

Mr. Speaker, I rise today to support House Concurrent Resolution 368, legislation that I introduced earlier this year and that I believed to be long overdue in highlighting a disturbing but important fact about the history of this magnificent building and symbol of freedom, the United States Capitol. [...]Mr. Speaker, when we walk through the halls of this building, we do not

see anything that tells the story that African-American slaves helped build this magnificent building: no drawings, no murals, no paintings, no statues, nothing. Slavery is part of our Nation's history of which we are not proud. However, we should not run away or hide from it. The history of the Capitol, like the history of our Nation, should be complete (Congressional Record, 12 septembre 2000, H7446).

Le jeune représentant de l'Oklahoma évoque à plusieurs reprises, en des termes élogieux, le travail réalisé par la NAACP. Il fait part de sa volonté de travailler en étroite collaboration avec l'organisation afin d'améliorer les conditions de vie des Afro-Américains. Les dynamiques bipartisanes constituent un atout électoral de première importance pour parvenir à séduire une partie de l'électorat noir. En instaurant une rupture avec la rhétorique traditionnelle de « guerre idéologique » qui alimente les discours des deux partis, Watts est parvenu à s'octroyer le respect d'une partie de l'élite politique noire démocrate: « "I don't think all black people think alike. I think they vote alike. We can work together in a bipartisan way to improve the lives of African-Americans and every American" » (Casteel, 2002).

3.4 Franks vs. Watts

Les deux jeunes représentants en tant que seuls élus noirs républicains au Congrès ont connu un parcours similaire sur de nombreux aspects. Tous deux ont été qualifiés de renégats par leurs collègues Afro-Américains. Tous deux ont été perçus par certains analystes politiques comme des curiosités insignifiantes. Mais leur statut particulier suscite l'intérêt de l'élite républicaine qui espère rejoindre la communauté noire (Holmes, 1995).

Franks et Watts ont conscience que leur couleur de peau est instrumentalisée par le GOP afin qu'ils deviennent les figures de proue de la stratégie républicaine pour abolir les mesures d'*Affirmative Action*. Ils sont prêts à endosser ce rôle si cela permet de faire avancer la cause du parti. Ils sont souvent perçus à tort comme étant

similaires. Ils diffèrent pourtant sur de nombreux points. En effet, leurs expériences personnelles, leur loyauté envers le parti et leur caractère ont fortement influencé leur vision des enjeux et la nature de leur entrepreneuriat. Comme nous l'avons vu précédemment, le tempérament de Franks a nui à son succès au Congrès. Après avoir accusé les leaders du GOP de se livrer à une guerre contre les pauvres «"waging a war on the poor"», il vote en faveur du plan de réforme de l'aide sociale. D'ailleurs, le représentant démocrate du New Jersey et président du CBC, Donald M. Payne, qualifie l'historique de votes de Franks comme étant incohérent et bizarre, sans aucune structure. Watts, en revanche, est plus sûr de lui et de ses opinions. Pour établir sa stratégie, il essaie d'identifier les projets de lois qui ont le plus de chance d'aboutir, et ceux qui au contraire sont voués à l'échec (Holmes, 1995).

Ils diffèrent également sur la manière de réformer les mesures de l'*Affirmative Action*. Moins radical que Gary Franks, Watts estime que ces politiques sont vouées à évoluer : «"Affirmative action as we know it today is on its last legs. I say that because I know there are enough votes on the Democratic and Republican sides that affirmative action, as we know it today, will not survive the 104th Congress"». Franks, quant à lui, est plus disposé à éradiquer ce critère. Le fait que le parti fonde ses espoirs sur deux Afro-Américains montre que l'*Affirmative Action* est un enjeu qui concerne davantage les minorités que les femmes. Or, selon Eddie Williams, président du *Joint Center for Political and Economic Studies* (JCPES), ces deux représentants se voient attribuer une plateforme politique dictée par l'establishment du Parti républicain. Ils disparaîtront de la scène politique dès que cet enjeu ne sera plus une priorité de l'agenda politique (Holmes, 1995).

L'arrivée de Watts jumelée à la nouvelle majorité des républicains au Congrès permet à Franks d'essayer d'agir selon ses préférences. David Bositis, analyste au JCPES, précise qu'il a désormais plus d'opportunités qu'avant pour se définir lui-même, et pour définir sa relation avec la communauté noire à l'échelle nationale : «"He has more of an opportunity now than he has ever had before to define himself, and to

define himself in relation to the larger black community, not just his district in Connecticut"» (Remez, 1997).

Les deux représentants ne font pas front commun pour proposer une réforme des mesures de discrimination positive. Bien qu'opposé à l'usage de politiques de préférence raciale et de quotas, Franks soutient les lois antidiscriminatoires. Il fait partie des quatre républicains qui ont voté en faveur d'une augmentation des fonds attribués à l'EEOC. Il critique ses collègues qui ont voté contre ainsi que ceux qui se sont abstenus, comme Watts: «"There is no excuse for not voting on something as important to African-Americans as the enforcement of civil rights laws"». Franks est connu pour son tempérament explosif. Il est prêt à se battre pour défendre ses convictions mêmes si cela suppose d'entrer en conflit avec ses collègues et leaders du parti : «"I don't mind confrontation. I think that's what we're here to do. We're here to shake things up. We're here to make a difference. You don't make a difference by procrastinating. You make a difference by saying to people, 'This is what I believe and I'm willing to fight for it '"» (Holmes, 1995).

J.C.Watts est beaucoup plus pragmatique dans son approche. Il cherche également à affirmer ses idées, mais attend le moment opportun pour agir. Ainsi, il considère que la stratégie de Gary Franks de vouloir rattacher son amendement à une loi sur les dépenses ne constitue pas le moyen le plus approprié pour parvenir à son objectif. Il était beaucoup trop tôt pour espérer voir passer ce projet. Le parti n'était pas prêt à en assumer les conséquences:«"He wanted to to put it on some appropriations legislation before we had any hearings or before we had any chance to talk things through. I didn't think we were prepared to deliver this product, if you will. I thought we were shooting from the hip as a party. I felt we were not organized or prepared."» (Holmes, 1995).

Franks s'attire également les foudres du parti lorsqu'il vote contre les coupures budgétaires proposées par le GOP, au cœur du *Contract with America*. Il justifie sa

décision en affirmant que ces coupures touchent injustement les femmes, les minorités, et les personnes âgées. Le Représentant démocrate du Maryland, président du *CBC* durant la dernière session, qualifie le vote de Franks comme l'illustration d'une confiance en soi et d'une émancipation : « "I think it represents an evolution of political thinking on Gary's part which is almost inevitable. If you stay here long enough and develop in your own right, you also hopefully develop a level of independence" » (Remez, 1997).

Franks déclare pour sa part que les changements dans son attitude ne sont pas attribuables à l'arrivée de Watts ou à une quelconque évolution dans ses opinions, mais le statut de la nouvelle majorité républicaine au Congrès : « "When you are in the minority, your negotiating ability is very limited" ». Cette année, il veut faire valoir son agenda politique resté en retrait. Il est prêt à défendre publiquement ses opinions, si nécessaire : « "You're not as outspoken [when in the majority]. When you are in the minority, you've got to scream and yell and hope that the majority hears you" » (Remez, 1997).

3.5 Conclusion : un bilan positif

Le 1^{er} juillet 2002, Watts annonce qu'il prend sa retraite politique et qu'il ne se représentera pas pour un cinquième mandat au Congrès. Suite à cette déclaration, les réactions des médias sont cyniques, laissant sous-entendre un certain découragement vis-à-vis de son parti (Tapper, 2003). Les médias semblent avoir du mal à concevoir qu'un Afro-Américain puisse être républicain. Ceux qui parviennent à s'affirmer sur la scène politique nationale sont bien souvent qualifiés « d'anomalie » (Watts et Watson, 2002, p.xi).

Être élu en tant que Noir républicain vient avec une certaine attention médiatique et des défis à relever. En effet, en tant qu'Afro-Américain, il constitue une minorité

parmi les républicains, et en tant que républicain il fait partie d'une minorité auprès des Noirs au Congrès. Watts est parvenu à représenter le mieux possible les avantages et les difficultés de cette position. Il a su prêter attention aux enjeux qui préoccupent sa communauté sans pour autant être contraint de jouer en permanence le rôle du Noir républicain: «“I was smart enough to not allow Republicans to compel me to play the role of the ‘black Republican,’ But I never felt compelled to ignore real issues of the black community either.”» (Steinhauer, 2010). Son statut unique lui a valu une grande attention médiatique dès sa première élection en 1994. Il fut un conférencier vedette aux conventions républicaines de 1992 et 1996. En 1997, il est sélectionné par les leaders du parti pour livrer la réponse républicaine au discours sur l'état de l'Union (Walsh, 1998).

Malgré son opposition aux mesures de l'*Affirmative Action*, il préconise de ne pas démanteler le programme sans avoir une solution de rechange concrète. C'est pourquoi Watts s'est joint à 54 autres républicains ainsi qu'à la quasi totalité des démocrates de la Chambre pour défaire un amendement proposé par le parti qui visait à supprimer les fonds fédéraux aux collèges et universités qui utilisent les mesures de discrimination positive dans leur processus d'admission (Walsh, 1998).

Durant ses années au Congrès, il est témoin du manque de diversité aussi bien au sein des élus, mais également auprès de leurs équipes de travail. Encore aujourd'hui, les républicains ont du mal à faire face à ce problème. C'est pour cette raison qu'il crée une organisation appelée *Insight America* (Cahn, 2013). L'objectif est de rejoindre par le biais d'événements, les hommes et les femmes issus des minorités ethniques qui seraient intéressés à travailler pour le GOP au Congrès. Cela permet également de sensibiliser les législateurs aux enjeux qui affectent ces communautés. L'organisation met à disposition des outils permettant de se préparer aux processus d'embauche (Drucker, 2013). Le GOP doit accorder une place plus importante aux termes de tolérance et de diversité dans leur stratégie de campagne. C'est en faisant preuve d'ouverture d'esprit et de compromis que le pays pourra évoluer de manière positive:

After four terms in Congress, I am convinced that if we are going to find solutions to the challenges ahead, we must do so in an environment that respects all viewpoints, backgrounds, and beliefs. Ideological intolerance must be rejected as vigorously as racial intolerance if we are going to make this a better country and ourselves a better people (Watts et Watson, 2002, p.xix).

J.C. Watts a su laisser sa marque durant ses années au Congrès. Le président W. Bush, le vice-président Dick Cheney et l'activiste des mouvements pour les droits civiques Rosa Parks font partie des nombreuses personnalités qui ont essayé de le convaincre de se représenter pour un autre mandat de représentant au Congrès. George W. Bush a souligné l'héritage de compassion et d'engagement dans le service public du jeune représentant: «"J.C. will leave behind a legacy of compassion and commitment to public service. He has been a leader in highlighting the success of faith-based and community-based organizations, and thanks to his efforts, these organizations may soon have additional resources in their fight against abuse, addiction, and poverty» (Casteel, 2002).

Considéré comme une « bizarrerie politique » à son entrée au Congrès, J.C. Watts s'attire le respect de ses collègues tant républicains que démocrates. Dans ses dernières années, il s'engage dans la reconnaissance de la contribution des Noirs à travers l'histoire, permettant notamment la création du musée des Afro-Américains au sein du *National Mall*, ainsi que celle du travail des esclaves dans la construction du Capitole⁹³ (Casteel, 2002). Ce musée a ouvert ses portes le 24 septembre 2016, plus de 15 ans après l'initiative législative.

Let me begin by thanking my colleague in the House Congressman John Lewis who I think embodies the civil rights movement and embodies black history. And I've had an opportunity from time to time to break bread with John and visit with them on the floor of the house. About some of those interesting times during the civil rights movement it's been fascinating visiting with him and I'm delighted that he has fought to establish a national museum of African-American history for some time. And I am awfully proud to be standing here with him today and colleagues on the Senate side and c

⁹³ Illustration 8.

colleagues on the House side to make this dream a reality.[...] (C-SPAN, 3 mai 2001)

En d'autres termes, contrairement à Gary Franks, le Représentant de l'Oklahoma parvient à réunir les éléments clés faisant d'un élu au Congrès un entrepreneur politique et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord, alors que Gary Franks se met en difficulté en acceptant de défendre un enjeu qui ne fait pas partie de ses priorités afin de répondre aux attentes du parti, Watts utilise ses connaissances avisées pour tourner à son avantage cette opportunité. Dès lors, il utilise à bon escient son rôle de figure de proue du Parti républicain, afin de convaincre les législateurs et l'opinion publique du bien-fondé de maintenir le statu quo sur les questions de discrimination positive (Mazarr, 2007 ; Cox et McCubbins, 2005). Il parvient ainsi à consolider des coalitions politiques nécessaires pour imposer sa vision de l'enjeu (Wawro, 2000).

Ensuite, il fait preuve de constance dans ses positions. Il se positionne en défenseur des causes conservatrices tout en étant critique lorsqu'il considère que la stratégie employée par les républicains est défaillante. C'est cette attitude pragmatique et réfléchie qui lui permettra de devenir le président de la Conférence républicaine à la Chambre en 1998. L'activisme politique de J.C. Watts s'inscrit à la fois dans une dynamique législative⁹⁴ et non législative. À plusieurs reprises, il s'est entretenu avec des leaders du GOP et avec ceux du parti démocrate pour défendre ses positions sur de nombreux enjeux, dont celui entourant les relations raciales aux États-Unis.

Finalement, la stratégie déployée par le représentant de l'Oklahoma sur les questions de l'*Affirmative Action* reflète davantage un fatalisme face à l'incapacité du Parti républicain à répondre adéquatement à cet enjeu sensible, que celui de ses propres convictions. Ainsi tiraillé entre ses croyances personnelles, les attentes du parti, et les attentes de ses électeurs, il priorise son électorat avant de se retirer de la vie politique.

⁹⁴ En référence aux projets de loi parrainés et co-parrainés.

CONCLUSION

L'objectif de ce mémoire était d'analyser la nature de l'entrepreneuriat politique de deux représentants noirs républicains au Congrès Gary Franks et J.C. Watts sur l'enjeu de la discrimination positive aux États-Unis. Issus de cette génération post-mouvements pour les droits civiques, ils sont l'illustration de l'évolution des revendications politiques des Afro-Américains présentée par Katherine Tate. En effet, ils font écho aux discours des élites conservatrices influentes de l'administration Reagan prêchant pour une vision *color-blind* de la société américaine. La réussite par le mérite personnel, la défense des valeurs familiales traditionnelles, l'opposition à un gouvernement jugé trop intrusif et le dynamisme économique sont les pierres angulaires de leur agenda politique.

Ils valorisent la réussite par le mérite personnel et l'accès à la propriété pour la classe moyenne comme facteurs essentiels d'émancipation. Les Noirs conservateurs soutiennent que les causes défendues encore aujourd'hui par les organisations pour les droits civiques, comme le maintien des lois de discrimination positive, sont obsolètes. Selon eux, l'acquisition et l'accumulation des richesses seraient la voie privilégiée vers l'égalité civique. L'égalité sociale, quant à elle, serait un mythe utilisé pour justifier l'instauration des politiques de l'*Affirmative Action*.

Leur objectif n'est pas de nier l'existence de la discrimination, mais ils cherchent à démontrer qu'elle ne peut expliquer à elle seule la condition de cette communauté. L'image de l'infériorité des Noirs incite les Afro-Américains à utiliser la victimisation passée comme un privilège politique. Ils déplorent la glorification de l'identité ethnique au détriment de l'identité américaine. Les leaders politiques noirs cherchent à conserver leur mainmise sur cette partie de l'électorat à l'aide d'une rhétorique poussant à l'extrême cet « apartheid idéologique ». Les rares personnalités politiques qui dévient de ce schéma de pensée sont marginalisées et considérées comme des curiosités politiques insignifiantes : «Being a black conservative is perhaps not

considered as bizarre as being a transvestite, but it is certainly considered more strange than being a vegetarian or a bird watcher» (Ondaatje, 2010, p.1). Or, loin de constituer une classe politique à part, les conservateurs noirs demeurent de fidèles partisans de la plateforme politique du GOP. La question du rôle du gouvernement fédéral dans la gestion des programmes sociaux était au cœur des agendas politiques des administrations Reagan et Bush. Reagan sera le premier à lancer un assaut contre les mesures de discrimination positive, qu'il accuse de favoriser une forme de racisme inversé envers les Blancs. Cette idée alimentera les débats et influencera l'humeur nationale. On relève deux périodes majeures qui cristallisent le débat sur les politiques de discrimination positive. La première s'étend du début des années 1970 jusqu'à la fin des années 1980, où les mesures de préférence de genre et de race dans les processus d'embauche sont particulièrement visées. La seconde phase de controverse couvre la période 1990-2003. À l'aube du XXI^e siècle, lors de l'arrivée au pouvoir de Bill Clinton en 1992, ce sont les critères de préférence raciale dans les admissions au sein des collèges et des universités qui divisent l'opinion publique.

C'est donc à partir de la présidence de Reagan que nous avons concentré notre analyse et ce pour deux raisons. D'une part, comme nous l'avons mentionné précédemment, cette ère post-reaganienne est une époque charnière qui sera le théâtre de la résurgence des valeurs conservatrices. D'autre part, des projets de réformes d'envergure des mesures de l'*Affirmative Action* seront lancés en 1991 et 1996, ce qui justifie la pertinence du thème abordé. Ainsi, les deux représentants noirs républicains au Congrès que nous avons sélectionnés pour mener à bien notre étude, Gary A. Franks (représentant du 5^e district du Connecticut de 1991 à 1997), et Julius Caesar Jr. Watts (représentant du 4^e district de l'Oklahoma de 1995 à 2003), symbolisent d'une manière différente, l'espoir du Parti républicain. Étoiles montantes du GOP, ils constituent de précieux alliés tant pour mener à bien cette guerre contre ces programmes de discrimination positive que pour séduire l'électorat afro-américain. En effet, ces deux élus représentent une partie des franges de la population

américaine que le Parti républicain souhaite aller chercher – les jeunes et les minorités ethniques.

L'originalité de notre approche réside dans le choix de nos études de cas. En concentrant notre analyse sur les membres du Congrès, nous sommes en mesure de mieux comprendre les dynamiques législatives qui contribuent à transformer l'orientation politique de la société américaine. En effet, les représentants et sénateurs définissent en partie les cadres législatifs du système politique américain. Par conséquent, ils détiennent la capacité de se positionner en tant qu'acteurs du changement par l'introduction de projets de loi qui leurs sont chers. Dès lors, nous nous sommes intéressés à la nature de l'activisme politique de nos deux études de cas sélectionnées face à l'enjeu des mesures de l'*Affirmative Action* aux États-Unis, soit comme porte-paroles de changements institutionnels (Gary Franks), ou au contraire, comme défenseurs du statu quo (J.C. Watts).

Dans le cadre de notre travail, l'approche de l'étude du développement politique américain, l'*APD* nous a permis de mieux comprendre les facteurs expliquant comment et pourquoi la question raciale a dès l'origine forgé les bases du système politique aux États-Unis. La dynamique historique et institutionnelle que privilégie cette approche permet de mettre en évidence les changements et les continuités au sein de la politique américaine. Rogers Smith et Desmond King évoque l'alternance de deux ordres raciaux distincts. Le premier, « l'ordre suprémaciste blanc », fait référence aux politiques institutionnelles qui ont défini la nature des relations raciales jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Sous l'impulsion des mouvements de luttes pour les droits civiques, la volonté de réparer les erreurs du passé s'est imposée. Ainsi, à partir des années 1960, un ensemble de politiques ont été instaurées afin de tendre vers une égalité des droits pour tous les citoyens américains peu importe le genre et l'origine ethnique. Les mesures de l'*Affirmative Action* symbolisent cette transformation majeure qui s'est opérée au sein de la société américaine. Cependant, les frustrations que ces politiques ont suscité au sein de la communauté blanche ont

pavé la voie pour les conservateurs vers un retour à l'ordre suprémaciste blanc. Or, le concept de la « dépendance au sentier » développé par Daniel Tichenor rend compte du risque politique majeur que constitue la question raciale aux États-Unis. Soumis à l'humeur nationale, cet enjeu attise les tensions et divise l'électorat.

Tableau 3 : Nature du vote des Représentants Gary Franks et J.C. Watts sur certains enjeux clefs⁹⁵

Année	Représentant	Vote	Enjeux
1991	Gary Franks	Non	HR1. Civil Rights Act of 1991 Passage
1993	Gary Franks	Non	HR 2264.1993 Budget-Reconciliation /Adoption
1994	Gary Franks	Oui	HR 3400. Fiscal 1994 Spending Cuts and Government Restructuring penny-Kasich Amendment
1995	Gary Franks / J.C. Watts	Oui/Oui	HR 1215. Tax and Spending Cuts/Passage
1996	Gary Franks / J.C. Watts	Oui/Oui	HR 3734. Budget Reconciliation-Welfare Overhaul Conference Report
1997	J.C. Watts	Oui	H Con Res 84. Fiscal 1998 Budget Resolution Adoption.
1998	J.C. Watts	Non	HR 6. Affirmative Action

Fidèles à leurs préoccupations premières, Gary Franks et J.C. watts ont concentré leurs votes sur des enjeux entourant les questions budgétaires et économiques. Militant activement pour une réduction de la taille et du rôle du gouvernement fédéral, ils ont soutenu les réformes proposées par les républicains, en particulier celles comprises dans la plateforme politique « *Contract with America* ». En accord avec leur idéologie, tous les deux se sont opposés au passage des projets de loi entourant la question des droits civiques et les mesures de discrimination positive.

⁹⁵ Compilation personnelle des votes des représentants par enjeu : (Congressional Quarterly Almanac : « House Key vote Tables » : www.cq.com).

La littérature sur les entrepreneurs au Congrès nous a permis d'identifier la nature de l'entrepreneuriat politique de nos deux représentants. Tous les deux affirment une volonté d'être proactifs, tant par l'appui législatif à des projets de loi chers à leur parti, que par des stratégies d'obstruction législative et non-législative afin d'empêcher l'adoption de législations qui vont à l'encontre de leurs convictions personnelles. Or, leurs opinions divergent quant à la manière de réformer ces politiques. Gary A. Franks s'inscrit dans une dynamique de changement radical exploitant maladroitement un contexte politique délicat, ce qui le mènera à l'échec. Le jeune représentant entame sa carrière au Congrès avec beaucoup d'enthousiasme. En tant que seul Noir républicain à la Chambre, il sera sollicité par les dirigeants du GOP pour devenir le porte-parole des valeurs conservatrices auprès de la communauté noire. Très attaché au précepte de la réussite par le mérite personnel, il consacre la majeure partie de son activité législative à appuyer des projets de loi permettant une réforme de l'aide sociale, ainsi qu'à promouvoir des mesures favorisant la redynamisation économique des zones urbaines. C'est le parti lui-même qui incitera les deux représentants à prendre position sur l'enjeu de la discrimination positive, percevant une opportunité politique intéressante. Lorsqu'en 1995, Franks propose un amendement afin d'abolir l'utilisation des mesures de préférences de genre et de race au sein du gouvernement fédéral, il parvient à obtenir le soutien de nombreux élus républicains au Congrès, incluant le Speaker de la Chambre Newt Gingrich.

Mais, il se retrouve confronté à son collègue J.C. Watts, qui se révèle beaucoup plus réfléchi et pragmatique dans sa démarche. Considérant que le GOP n'est pas prêt à offrir une réponse alternative acceptable, Watts se positionne en tant que défenseur du statu quo. Conscient du risque politique majeur qui entoure la question raciale, il use de stratégies d'influence non législatives afin de convaincre les leaders du parti et en particulier Newt Gingrich de s'opposer à toute tentative de réforme radicale des mesures d'*Affirmative Action*. Après sa rencontre informelle avec le jeune

représentant de l'Oklahoma, Gingrich refuse d'appuyer l'amendement de Gary Franks. Ce dernier, furieux, fait part de sa frustration auprès des médias. Ces propos acerbes envers les leaders du parti contribueront à son isolement au Congrès durant la fin de son dernier mandat. Finalement, il semblerait que d'autres personnalités politiques noires conservatrices aux profils différents (comme Glenn Loury, Thomas Sowell, Condoleezza Rice, Colin Powell ou Clarence Thomas pour ne citer qu'eux) aient davantage d'influence sur la scène politique américaine en tant qu'auteurs, conseillers politiques ou juges à la Cour Suprême, plutôt qu'en tant que membres du Congrès. Ainsi, instrumentalisés par le GOP, les deux élus, loin de pouvoir consolider leur potentiel politique, resteront des étoiles filantes du Parti républicain.

Quels sont les défis qui attendent les élites politiques noires républicaines?

Au terme de ce mémoire, il est désormais possible d'avancer quelques pistes de réflexion. Tout d'abord, bien qu'une portion non négligeable d'Afro-Américains est sensible à certaines valeurs conservatrices prônées par le Parti républicain, il est de plus en plus difficile pour le GOP d'instaurer les bases d'une relation de confiance auprès de cette communauté. Cette déconnection est attribuable en grande partie à la rhétorique de plus en plus critique employée par le GOP en ce qui concerne le rôle et la taille du gouvernement fédéral aux États-Unis. Les multiples tentatives visant à abolir les programmes sociaux chers aux Afro-Américains, comme ceux faisant la promotion de l'avancée socioéconomique des femmes et des minorités semblent creuser toujours plus le fossé qui sépare les Noirs du parti de Lincoln. En ce sens, la stratégie utilisée par le Parti républicain pour tenter de séduire une partie de l'électorat noir fut un échec. Cela s'explique en partie par le fait que chez les Afro-Américains, le sentiment d'appartenance au groupe ethnique prévaut sur l'idéologie ; et l'establishment républicain semble avoir du mal à intégrer cette réalité. Or, avec les changements démographiques qui s'opèrent actuellement aux États-Unis, il est essentiel pour le GOP, de faire preuve d'ouverture afin d'élargir les bases de son électorat. En ce sens, les profils des derniers élus Afro-Américains au Congrès, Mia

Love, William Hurd et Tim Scott pourraient représenter des atouts majeurs dans les années à venir pour assurer la survie du Parti républicain.

ANNEXE 1

Présentation des élus noirs républicains au Congrès des États-Unis depuis 1965 exclus de notre analyse

EDWARD BROOKE (sénateur du Massachussets, 1967-1979)



Edward Brooke élu en 1966, met fin à 85 ans d'absence de Noir au Sénat des États-Unis. Malgré son attachement à l'égalité civique entre tous les citoyens, son refus assumé de ne pas être un activiste politique durant les luttes pour les droits civiques, lui vaut les foudres des *leaders* des mouvements. C'est notamment en faisant la promotion de son conservatisme modéré qu'il parvient à courtiser les électeurs des deux partis. Durant ses deux mandats, il accorde une attention particulière au travail bipartisan qui permettra à de nombreuses reprises d'aboutir à des avancées significatives. En 1975 lorsqu'il est question de ne pas reconduire le *Civil Rights Act* de 1965, Brooke prend position publiquement sur ce débat afin que ces mesures soient étendues pour sept années supplémentaires (United States House of Representatives, «Edward Brooke»).

En dépit de son soutien pour les mouvements pour les droits civiques et sa volonté de promouvoir l'égalité raciale, Brooke montre à plusieurs reprises, une certaine distance avec les autres *leaders* de la communauté noire. Il refuse notamment de se joindre au CBC dès sa création en 1971. Le sénateur ne souhaite pas mettre de l'avant son appartenance ethnique au détriment de sa fonction de sénateur des États-Unis. Bien que républicain, Brooke soutient fréquemment un agenda politique allant à l'encontre de la ligne de parti (renforcement des mesures de discrimination positive, en faveur d'une hausse du salaire minimum pour les emplois peu qualifiés, permettre à un plus grand nombre d'Américains de bénéficier du programme de sécurité sociale, etc).

Commentaire :

Son conservatisme modéré et son attachement aux mesures de discrimination positive, caractéristiques de la période pré-reaganienne, l'exclut de notre analyse.

ALLEN WEST (représentant de la Floride, 2011-2013)

Il faudra attendre les élections de mi-mandat de 2010 pour voir de nouveau un noir républicain siéger au Congrès. Encore plus conservateur que J.C Watts, Allen West est un Tea Partier. Ce grand patriote met l'accent sur la responsabilité individuelle comme source de réussite sociale et économique : «*Character always prevails* ». Afin de sensibiliser le plus grand nombre d'Américains aux valeurs conservatrices, il rejoint à la fois le caucus du Tea Party mais également le CBC. L'ensemble de son agenda législatif repose sur les questions de protection des forces armées américaines ainsi que sur une réforme du code fiscal. Ses discours publics séduisent la frange la plus conservatrice du parti républicain. (United States House of Representatives, «Allen West»)

Commentaire :

Malgré son idéologie très conservatrice et son opposition aux mesures de discrimination positive, son mandat ne s'inscrit pas dans une période de transformation sur l'enjeu de *l'affirmative action*.

TIM SCOTT (sénateur de la Caroline du Sud 2013-présent)

Autre sympathisant du Tea Party, Tim Scott le seul des élus encore en fonction est un conservateur moral et fiscal. Il est également le premier sénateur Afro-Américain républicain du Sud élu à Washington. Il s'intéresse tout particulièrement à la question de l'immigration illégale qu'il perçoit comme une menace pour la sécurité intérieure des États-Unis. Pour enrayer ce phénomène qu'il considère comme un fléau, il se prononce en faveur du déploiement d'un nombre plus important d'agents à la frontière, de la construction de murs frontaliers et préconise le renforcement des systèmes de surveillance vidéo afin de faciliter le repérage des immigrants illégaux. (Murdoch, 2014). Tout comme ses

prédécesseurs, il considère que l'avancée socio-économique de la communauté noire passe par le mérite personnel.

WILLIAM HURD (Représentant du Texas 2014-présent)



source : www.hurdforscongress.com

Cet ancien agent de la CIA âgé de 37 ans a fait campagne contre le démocrate Pete Gallego. Pour remporter la course électorale, Hurd a surfé sur l'impopularité d'Obama dans son État, en assimilant notamment son opposant aux politiques du président. Il a bénéficié également du soutien de Paul Ryan et du gouverneur du Texas Rick Perry qui ont vanté dans une publicité les mérites du jeune candidat.

MIA LOVE (Représentant de l'Utah 2014-présent)



source : wikipedia

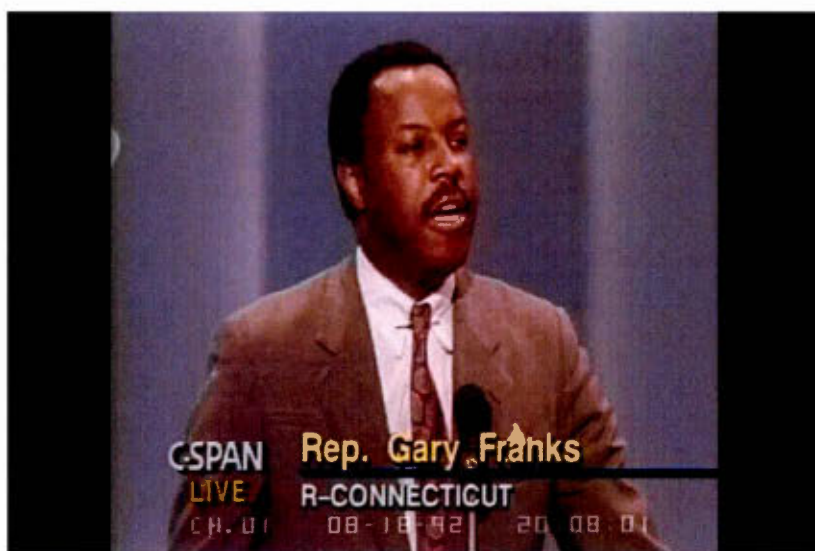
Étoile montante du Parti républicain, cette jeune femme de 38 est d'origine haïtienne. Elle s'est convertie au mormonisme et affirme son attachement aux valeurs familiales traditionnelles. Elle fut l'une des personnalités publiques les plus remarquées de la convention républicaine de 2012. Après avoir échoué de peu à se faire élire en 2012 malgré l'appui du *Tea Party*, Mia Love a pris ses distances avec ce mouvement ultra-conservateur.

Commentaire :

Le profil de ces personnalités est très intéressant, puisqu'elles représentent des franges de la société américaine que le Parti républicain peine à séduire – les jeunes, les minorités ethniques et les femmes. Ils peuvent constituer des atouts de poids que le *GOP* pourrait faire valoir en 2016, au moment des prochaines présidentielles. Malgré l'intérêt que représentent ces Mia Love et William Hurd, nous ne pouvons les inclure dans notre recherche en raison de leur prise de fonction beaucoup trop récente.

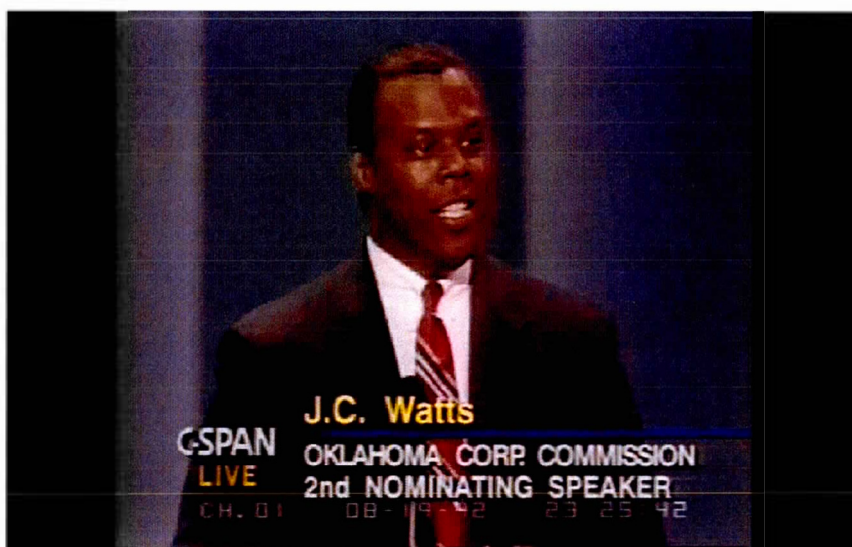
ANNEXE 2

Illustration 1 : discours de Gary Franks lors de la Convention nationale du parti républicain, le 18 août 1992⁹⁶



⁹⁶ C-SPAN (1992). Convention nationale Républicaine, 18 août. Récupéré de <https://www.c-span.org/video/?31297-1/republican-national-convention-pm-session>, consulté le 12 septembre 2016.

Illustration 3 : discours de J.C. Watts à la Convention nationale Républicaine le 19 août 1992⁹⁷



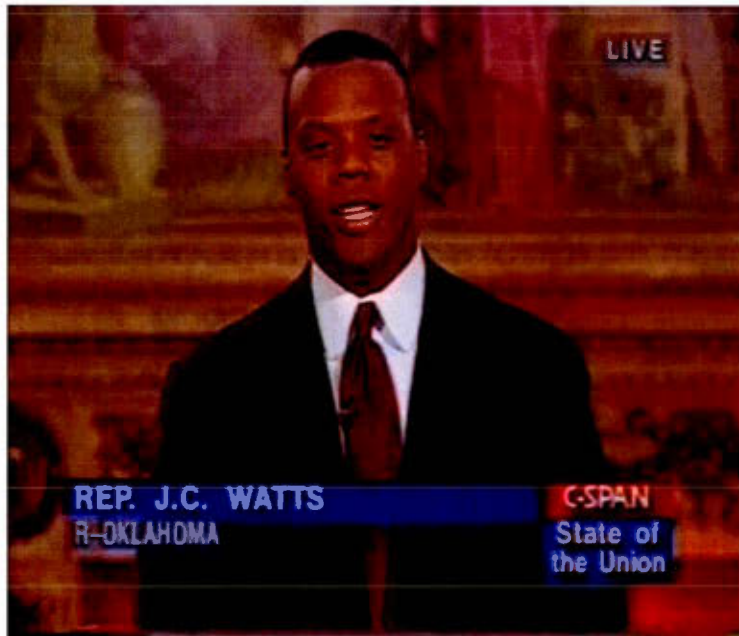
⁹⁷ C-SPAN (1992). Convention nationale républicaine, 19 août. Récupéré de : <https://www.c-span.org/video/?31366-1/republican-natl-conv-nomination-speech> , consulté le 12 septembre 2016.

Illustration 4 : discours de J.C. Watts à la Convention nationale républicaine le 13 août 1996⁹⁸



⁹⁸ C-SPAN (1996).Convention nationale républicaine, 13 août. Récupéré de : <https://www.c-span.org/video/?74340-1/republican-convention-evening-session>, consulté le 12 septembre 2016.

Illustration 5 : J.C. Watts délivre la réponse républicaine au discours sur l'état de l'Union de Bill Clinton 4 février 1997⁹⁹



⁹⁹ C-SPAN (1997). Allocution de J.C. Watts, réponse de Parti républicain au discours sur l'état de l'Union de Bill Clinton, 4 février. Récupéré de : <https://www.c-span.org/video/?78505-1/state-union-response&showFullAbstract=1>, consulté le 3 septembre 2016.

Illustration 6 : discours de J.C. Watts à la conférence des leaders républicains du Midwest « *Midwest Republican Leadership Conference* » 24 août 1997¹⁰⁰



¹⁰⁰ C-SPAN (1997). « Political leadership ». *Midwest Republican Leadership Conference*, 24 août. Récupéré de : <https://www.c-span.org/video/?89757-1/political-leadership> consultée le 3 septembre 2016.

Illustration 7 : discours de J.C. Watts, conférence de presse pour évoquer les 5 ans de contrôle du Congrès par les républicains « *Republican Takeover of Congress Anniversary* » 5 janvier 2000¹⁰¹



¹⁰¹ C-SPAN (2000). « Republican Takeover of Congress Anniversary », *Press Conference*, 5 janvier. Récupéré de : <https://www.c-span.org/video/?154526-1/republican-takeover-congress-anniversary&desktop>, consultée le 3 septembre 2016.

Illustration 8 : discours de J.C. Watts auprès de journalistes pour évoquer l'initiative de construire un musée consacrée à l'histoire des Afro-Américains sur l'esplanade nationale à Washington, le 3 mai 2001¹⁰²



¹⁰² C-SPAN (2001). « African-American History Museum on the National Mall in Washington, D.C », *Press Conference*, 3 mai. Récupéré de : <https://www.c-span.org/video/?164059-1/africanamerican-history-museum>, page consultée le 3 septembre 2016.

BIBLIOGRAPHIE

- Abramovitz, Alan I., and Kyle L. Saunders (2006). « Exploring the bases of partisanship in the American Electorate : Social Identity vs. Ideology ». *Political Research Quarterly*, Vol. 59, No. 2, Juin :175 -187.
- American Association for Access Equity and Diversity (AEED) (2015), « More History of Affirmative Action Policies from the 1960S ». Récupéré de : http://www.aaed.org/aaed/History_of_Affirmative_Action.asp. Consulté le 13 août 2016.
- Anderson, Terry H. (2005). «The Strange Career of Affirmative Action ». *South Central Review* 22(2). Récupéré de : <http://www.jstor.org/stable/40039874> : 110-129.
- Appiah, Kwame Anthony, et Amy Gutmann (1998). *Color Conscious: The Political Morality of Race*. Princeton : Princeton University Press, 200p.
- Bafumi, Joseph et Robert Y. Shapiro (2009). «A New Partisan Voter», *The Journal of Politics*. 71(1), Janvier : 1-24.
- Baumgartner, Frank R., et Bryan T. Jones (2009). *Agendas and Instability in American Politics*. Chicago : The University of Chicago Press Books, 368 p.
- Ben Barka, Mokhtar (2006). *La nouvelle droite chrétienne américaine. Les évangéliques à la Maison-Blanche?*. Paris : Privat, 316 p.
- Berelson, Bernard R., et al (1986). *Voting: A Study of Opinion Formation in a Presidential Campaign*. Chicago : New edition : 416 p.

- Biskupic, Joan (1997). «On Race, a Court Transformed», *Washington Post*, 15 décembre. Récupéré de : <http://www.washingtonpost.com/wp-srv/politics/special/affirm/stories/aa121597.htm>. Consulté le 16 mai 2016
- Blue Dog Coalition, « Blue Dog Coalition : Fiscally Conservative Democrats ». Récupéré de : <https://bluedogdems.ngpvanhost.com/>. Consulté le 24 avril 2017.
- Bracey, Christopher Alan, (2008). *Saviors or Sellouts. The Promise and Peril of Black Conservatism, from Booker T. Washington to Condoleezza Rice*. Boston : Beacon Press, 264 p.
- Brady, David W., et Mathew D. McCubbins (2002). *Party, Process, and Political Change in Congress. New Perspectives on The History of Congress*. Palo Alto : Stanford University Press: 549 p.
- Brooks, Clem, and Jeff Manza (2004). «A GREAT DIVIDE? Religion and Political Change in U.S National Election, 1972-2000». *The Sociological Quarterly*. 45(3) : 421-450.
- Burden, Barry C.,(2007). *Personnal Roots of Representation*. Princeton : Princeton University Press, 192 p.
- Cahn, Emily (2013). « Watts launches organization devoted to hill diversity ». *Roll Call*, 26 février. Récupéré de : <http://www.rollcall.com/news/watts-launches-organization-devoted-to-hill-diversity#sthash.Xb3JMoaO.dpuf>. Consulté le 22 août 2016.
- Carmines, Edward G., Michael Berkman (1994). «Ethos, Ideology, and Partisanship: Exploring the Paradox of Conservative Democrats». *Political Behavior*, 16(2) : 203-218.

Carter, Dan.T (1999). *From George Wallace to Newt Gingrich: race in the conservative counterrevolution, 1963-1994*. Baton Rouge : Louisiana State University Press, 1999, 152 p.

Carter, Ralph G., et Scott, James M (2009). *Choosing to lead: Understanding Congressional Foreign Policy Entrepreneurs*. Durham et Londres: Duke University Press, 294 p.

Casteel, Chris (2000). «Watts striving to reach out to black voters», *NewsOk*, 15 juillet. Récupéré de : <http://newsok.com/watts-striving-to-reach-out-to-black-voters/article/2704412>. Consulté le 22 août 2016.

Casteel, Chris (2002). «Watts says 'it's time to let go' Decision to retire called personal, not political». *News Ok*, 2 juillet. Récupéré de : <http://newsok.com/watts-says-its-time-to-let-go-decision-to-retire-called-personal-not-political/article/2798607>. Consulté le 22 août 2016.

Christophe, Michel (2005). *Le conservatisme politique noir dans l'Amérique contemporaine*. S. d : Lulu.com Éditions, 224 p.

Cloutier, Christophe (2014). « La polarisation au Congrès des États-Unis: Causes, conséquences et perspectives ». *Chronique Raoul-Dandurand*, octobre, 8 p.

CNN (1996). « Remarks of Rep. J.C. Watts, R-Okla., to the Republican National Convention in San Diego on Tuesday night », San Diego, Récupéré de : <http://www.cnn.com/ALLPOLITICS/1996/conventions/san.diego/transcripts/0813/watts.shtml>. Consulté le 3 septembre 2016.

Cone, James H. (1997). *Black Theology and Black Power*. New York :Orbis Books, 139 pages.

Congressional Quarterly Almanac (1992). « "Compromise Civil Rights Bill Passed." » dans *CQ Almanac 1991*, 47^e édition. Washington DC: Congressional Quarterly. Récupéré de : <http://library.cqpress.com/cqalmanac/cqal91-1110520:251-61>.

_____. (1996). « "Presidential Address: Clinton -- Mend, Don't End, Affirmative Action." » Dans *CQ Almanac 1995*, Washington, DC : Congressional Quarterly (51st ed.). Récupéré de : <http://library.cqpress.com/cqalmanac/cqal95-842-25031-110128:D-24-D-25>.

_____. (1996). "Affirmative Action: Too Hot to Handle." dans *CQ Almanac 1995*. Washington, DC: Congressional Quarterly (51st ed.). Récupéré de : <http://library.cqpress.com/cqalmanac/cqal95-1100507:6-26>.

Corbo, Claude et Frédérick Gagnon. (2011). *Les États-Unis d'Amérique. Les institutions politiques*. Québec : Septentrion :469 p.

Cox, Gary W., et Mathew D. McCubbins (2005). *Setting the Agenda : Responsible Party Government in the House of Representatives*. San Diego : Cambridge University Press, 352 p.

C-SPAN (1992). « Gary Franks Speech » Republican National Convention, 18 août. Récupéré de : <https://www.c-span.org/video/?31297-1/republican-national-convention-pm-session>. Consulté le 12 septembre 2016.

_____. (1996). « J.C. Watts Speech » Republican National Convention, - 13 août. Récupéré de : <https://www.c-span.org/video/?74340-1/republican-convention-evening-session>. Consulté le 12 septembre 2016.

_____. (1996). « J.C. Watts Speech » Republican National Convention, - 19 août. Récupéré de : <https://www.c-span.org/video/?31366-1/republican-natl-conv-nomination-speech>. Consulté le 12 septembre 2016.

_____. (1997). « State of the Union Response» J.C. Watts - 4 février. Récupéré de : <https://www.c-span.org/video/?78505-1/state-union-response&showFullAbstract=1>. Consulté le 3 septembre 2016.

_____. (1997). « Political leadership » J.C. Watts - Midwest Republican Leadership Conference, 24 août. Récupéré de : <https://www.c-span.org/video/?89757-1/political-leadership>. Consulté le 3 septembre 2016.

_____. (2000). « Republican Takeover of Congress Anniversary». J.C. Watts - Press Conference, 5 janvier. Récupéré de : <https://www.c-span.org/video/?154526-1/republican-takeover-congress-anniversary&desktop=>. Consulté le 3 septembre 2016.

_____. (2001). « African-American History Museum on the National Mall in Washington, D.C». J.C. Watts - Press Conference, 3 mai. Récupéré de : <https://www.c-span.org/video/?164059-1/africanamerican-history-museum>. Consulté le 3 septembre 2016.

Dahl, Robert (2005). *Who Govern? Democracy and Power in American City*. New Haven : Yale Press University, 384 p.

David, Charles-Philippe, Julien Tourreille (2007). *Le conservatisme américain. Un mouvement qui a transformé les Etats-Unis*. Québec : Presses de l'Université du Québec, 169 p.

Davidson, Joe (2004). «Reagan : A contrary view. The 40th president led a sustained attack on programs of importance to African Americans». *NBC News*, 7 juillet 2004. Récupéré de : http://www.nbcnews.com/id/5158315/ns/us_news-life/t/reagan-contrary-view/#.V4g9WZPhCb9. Consulté le 24 août 2016.

Davis, Theodore (2012). J. Jr., *Black Politics Today. The Era of Socioeconomic Transition*. New York :Routledge, 183 p.

- Dawson, Michael C. (2001). *Black visions: the roots of Contemporary African-American political ideologies*. Chicago : University of Chicago Press, 410 p.
- Delgado, Richard, Jean Stefancic (2012). *Critical Race Theory: An Introduction*. New York :New York University Press, 185 p.
- Deutsch, Kenneth L. et Ethan Fishman (2010). *The Dilemmas of American Conservatism*. Lexington : The University Press of Kentucky, 212 p.
- Dillard, Angela D. (2001). *Guess Who's Coming to Dinner Now? Multicultural Conservatism in America*, New York :New York University Press, 245 p.
- Dionne, E.J. Jr. (1991). «Schism in Black Community Brought to the Bar; Focus Sharpened on Schism in Black Community», *The Washington Post*, 4 juillet. Récupéré de : <http://www.highbeam.com/doc/1G1-56873761.html>. Consulté le 24 août 2016.
- Dodson, Kyle (2010). « The Return of the American Voter? Party Polarization and Voting Behavior, 1988 to 2004 », *Sociological Perspectives*, 53(3) : 443-449.
- Drucker, David M. (2013). «J.C. Watts nonprofit seeks to boost gop credibility with minorities». *Roll Call*, 20 février 2013. Récupéré de : http://www.rollcall.com/news/jc_watts_nonprofit_seeks_to_boost_gop_credibility_with_minorities-222546-1.html#sthash.8OO8swtf.dpuf. Consulée le 25 août 2016.
- Duncan, Carol et al (2007). *Black Church Studies*. Nashville : Abingdon Publications, 287 p.
- Ed, Bro (2012). *Black to the Republican Party Movement: Democrat Party Assault on the Black Community*. S.d : CreateSpace Independent Publishing Platform, 198p.

Edwards, Lee (2007). « Les origines du mouvement conservateur américain contemporain ». Dans *Le conservatisme américain. Un mouvement qui a transformé les Etats-Unis*, sous la dir de Charles-Philippe David et Julien Turrelle : 13-25. Québec : Presses de l'Université du Québec.

Eisenstadt, Peter (dir) (2000). *Black Conservatism : essays in intellectual and political history*. New York : Routledge, 328 p.

Faryna, Stan, Brad Stetson et Joseph G. Conti (1997). *Black and Right. The Bold New Voice of Black Conservatives in America*. Westport : Praeger Publishers, 193 p.

Franks, Gary (1996). *Searching for the Promised Land: An African American's Optimistic Odyssey*. New York : Regan Books, 240 p.

Fried, Joseph (2008). *Democrats and Republicans Rhetoric and Reality. Comparing the Voters in Statistics and Anecdotes*. New York :Algora Publishing, 370 p.

Frymer, Paul (1999). *Uneasy Alliances: Race and Party Competition in America*. Princeton :Princeton University Press, 214 p.

Fullinwider, Robert (2013). «Affirmative Action». *Stanford Encyclopedia of Philosophy Archive*, 17 septembre. Récupéré de : <http://plato.stanford.edu/archives/win2014/entries/affirmative-action>. Consulté le 28 août 2016.

Gagnon, Frédérick (2007). « L'influence indéniable mais limitée des conservateurs au Sénat américain ». Dans *Le conservatisme américain. Un mouvement qui a transformé les Etats-Unis*, sous la dir de Charles-Philippe David et Julien Turrelle : 87-102. Québec : Presses de l'Université du Québec.

_____. (2011). « Le Congrès », dans Corbo, Claude et Frédérick Gagnon. *Les États-Unis d'Amérique. Les institutions politiques*. Québec : Septentrion : 244-301.

_____. (2013). *Les Sénateurs Qui Changent le Monde. Le président de la Commission du Sénat américain sur les relations extérieures et la politique étrangère des États-Unis après 1945*. Québec: Presses de l'Université Laval, 324 p.

Glenn, Brian J., Steven M. Teles (2009). *Conservatism and American Political Development*, New York : Oxford University Press, 115 p.

Glenn, Brian J. (2010-2011). « Conservatives and American Political Development ». *Political Science Quarterly*, vol. 125, (4) : 611-638.

Gruson, Lindsey (1992). «Franks Gets a Lift From an Opponent ». *The New York Times*, le 24 octobre. Récupéré de disponible: <http://www.nytimes.com/1992/10/24/nyregion/franks-gets-a-lift-from-an-opponent.html>. Consulté le 15 mars 2015.

Harris-Lacewell, Melissa Victoria (2004). *Barbershops, bibles and bet: everyday talk and black political thought*. New York : Princeton University Press, 368 p.

Healey, Melissa (1995). «Group Pushes Conservative Line to Blacks: Politics: African Americans in GOP hope to gain support. They praise 'Contract with America' and say family and church should be emphasized». *Los Angeles Times*, 13 janvier 1995. Récupéré de : http://articles.latimes.com/1995-01-13/news/mn-19580_1_african-american-politics. Consulté le 15 mars 2015.

Hayden, Kathleen (1997). «Watts Offers GOP Vision For Future ». *CNN*, 4 février.
Récupéré de :
<http://www.cnn.com/ALLPOLITICS/1997/02/04/gop.response/>. Consulté le 15 mars 2015.

Holm, John D., et John P. Robinson (1978) « Ideological Identification and the American Voter ». *The Public Opinion Quarterly*, 42(2) : 235-246.

Holmes, Steven A. (1995). «2 Black G.O.P Lawmakers in House Differ Slightly on Affirmative Action ». *The New York Times*, 6 août. Récupéré de disponible :
<http://www.nytimes.com/1995/08/06/us/2-black-gop-lawmakers-in-house-differ-slightly-on-affirmative-action.html?pagewanted=all>. Consulté le 15 mars 2015.

Jackson, Jesse L. (1985). «Reagan and Affirmative Action». *Chicago Tribune*, 19 mai. Récupéré de : http://articles.chicagotribune.com/1985-05-19/news/8501310863_1_discrimination-action-plan-seniority-system). Consulté le 15 mars 2015.

Johnson, Ollie A. III, et Karin L. Stanford (2002). *Black Political Organizations in the Post-Civil Rights Era*. Piscataway : Rutgers University Press, 264 p.

Kambon, Kobi K.K, and Terra Bowen-Reid (2010). «Theories of African American Personality: Classification, Basic Constructs and Empirical Predictions/Assessment». *The Journal of Pan African Studies*, 3(8) : 83-108.

Katz, Elihu (1957). «The Two-Step Flow of Communication: An Up-To-Date Report on an Hypothesis». *The Public Opinion Quarterly*, 21(1) : 61-78.

Katz, Irwin and Glen R. Hass (1988). «Racial ambivalence and American value conflict: Correlational and priming studies of dual cognitive structures». *Journal of Personality and Social Psychology*, 55 (6) : 893-905.

- Kennedy, Randall (2013). *For Discrimination. Race, Affirmative Action and the Law*, New York : Pantheon Books, 254 p.
- Kidd, Quentin, et al (2007). «Black Voters, Black Candidates, Social Issues: Does Party Identification Matter?». *Social Science Quarterly*, 88 (1) : 165-176.
- King, Desmond S. And Rogers M. Smith (2005). «Racial Orders in American Political Development» *American Political Science Review*, 99(1) :75-92.
- Kingdon, John W. (2010). *Agendas, Alternatives, and Public Policies*. New York : Longman [2^e édition], 304 p.
- Lacan, Délia (2004). « Minorités et droit : les néoconservateurs noirs américains face à l’affirmative action ». *Analyse*, Montpellier, Université Paul Valéry Montpellier 3, 18 p.
- Lacorne, Denis (2007). *De la religion en Amérique : essai d’histoire politique*. Paris : Gallimard, 244 p.
- Lakehal, Mokhtar (2007). *Dictionnaire de science politique: Les 1500 termes politiques et diplomatiques pour rédiger, comprendre et répondre au Discours politique*. Paris : Editions L’Harmattan, 432 p.
- Landry, Julien (2015). « Les “Think Tanks”, ascension d’un nouveau type d’expertise ». *Association Francophone pour le Savoir*, le 12 avril. Récupéré de : <http://www.acfas.ca/publications/decouvrir/2015/04/think-tanks-ascension-nouveau-type-expertise>. Consulté le 25 avril 2017.
- Lewis-Beck, Michael S., et al (2008). *The American Voter Revisited*. Ann Arbor : University of Michigan Press, 2008, 512 p.

Lightman, David (1995). «Franks Apologizes To Gingrich ». *Hartford Courant*, 7 septembre. Récupéré de : http://articles.courant.com/1995-09-07/news/9509070783_1_mr-franks-house-speaker-newt-gingrich-speaker-s-office. Consulté le 15 août 2016.

Lipka, Michael (2013). « In U.S., What surveys say about worship attendance- and why some stay home ». *Pew Research Center*. Récupéré de : <http://www.pewresearch.org/fact-tank/2013/09/13/what-surveys-say-about-worship-attendance-and-why-some-stay-home/>. Consulté le 15 mars 2014.

Love, Douglas C. (2013). *Logic: The Truth About Blacks and the Republican Party: And Why They Need To Work Together To Improve The Party, The Black Community, And The Country*. S.d : Thinkordie org, 262 p.

Lowndes, Joseph et Novkov, Julie (2008). *Race and American Political Development*. New York : Routledge, 247 p.

Mazarr, Michael J. (2007). « The Iraq War and Agenda Setting ». *Foreign Policy Analysis*, (3):1-23.

Medvetz, Thomas (2009). « Les *think tanks* aux États-Unis. L'émergence d'un sous-espace de production des savoirs », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1-2, n.176-177 : 82-93.

Mendelberg, Tali (2001). *The Race Card: Campaign Strategy, Implicit Messages, and the Norm of Equality*. Princeton : Princeton University Press, 307 p.

Micklethwait, John, Wooldridge, Adrian (2004). *The Right Nation: Conservative Power in America*. New York : Penguin Press, 496 p.

Murdoch, Zach (2014). «Scott talks about immigration and national security». *The State. South Carolina's Homepage* Récupéré de : http://www.thestate.com/2014/10/21/3760089_scott-talks-about-immigration.html?sp=/99/132/312/169/&rh=1. Consulté le 27 octobre 2014.

National Conference of State Legislatures (2014). «Affirmative Action», 7 février 2014. Récupéré de : <http://www.ncsl.org/research/education/affirmative-action-overview.aspx>. Consulté le 20 août 2016.

Novak, Robert (1999). «House GOP leaders unhappy with J.C.». *News Ok*, 19 décembre. Récupéré de : <http://newsok.com/house-gop-leaders-unhappy-with-j.c./article/2679378>. Consulté le 15 mars 2015.

Novkov, Julie (2008). « Rethinking Race in American Politics ». *Political Research Quarterly*, 61(4), décembre : 649-659.

Olasky, Marvin (2000). *Compassionate Conservatism. What It Is, What It Does, and How It Can Transform America*. New York :The Free Press, 226 p.

Ondaatje, Michael (2010). *Black conservative intellectuals in modern America*. Philadelphie : University of Pennsylvania Press, 244 p.

Orren, Karen and Stephen Skowronek (2004). *The Search For American Political Development*. Cambridge : Cambridge University Press, 233 p.

Owens, Michael leo (2007). *God and Government in the Ghetto: The Politics of Church-State Collaboration in Black America*. Chicago : University Of Chicago Press, 304 p.

PBS (1996). « Congressman J.C. Watts Speaks at the GOP National Convention », 13 août 1996. Récupéré de : http://www.pbs.org/newshour/bb/politics-july-dec96-watts_08-13/. Consulté le 12 mars 2016.

Pew Forum on Religion & Public Life (2012). « U.S. Religious Landscape Survey », *Pew Forum on Religion & Public Life*. Récupéré de : <http://religions.pewforum.org/reports>. Consulté le 15 mars 2014.

Pine, Art (2000). « Rep. Watts Says He Will Seek Reelection : Chairman of House GOP conference puts rumors to rest with announcement. He has been most visible black member of Congress in recent years ». *Los Angeles Times*, 1^{er} février. Récupéré de : <http://articles.latimes.com/2000/feb/01/news/mn-59942>. Consulté le 13 mars 2015.

Pool, Keith T., et Howard Rosenthal (2009). *Ideology & Congress*. New Brunswick : Transaction Publishers [2^e édition] : 344 pages.

Remez, Michael (1997). « Gary Franks Speaking Out In Third Term ». *Hartford Courant*, 27 mars. Récupéré de : http://articles.courant.com/1995-03-27/news/9503270025_1_rep-gary-franks-congressional-black-caucus-black-issues. Consulté le 15 mars 2015.

Riker, William H. (1980). « Implications from the Disequilibrium of Majority Rule for the Study of Institutions ». *The American Political Science Review*, 74 (2) : 432-446.

Robinson, Greg, « Le conservatisme chez les minorités raciales et sexuelles : une percée inéluctable? » Dans *Le conservatisme américain. Un mouvement qui a transformé les Etats-Unis*, sous la dir de. Charles-Philippe David et Julien Tourreille : 41-51. Québec : Presses de l'Université du Québec.

Rojas, Fabio (2007). *From Black Power to Black Studies: How a Radical Social Movement Became an Academic Discipline*. Baltimore : The John Hopkins University Press, 2007, 279 p.

Rothenberg, Stuart (1998). « Plenty of Problems For Connecticut's Gary Franks. Florida GOP happy about the governor's race ». *CNN – all politics*, 2 juin. Récupéré de : <http://www.cnn.com/ALLPOLITICS/1998/06/02/rothenberg/>. Consulté le 2 avril 2015.

Rueter, Theodore (1995). *The Politics of Race: African Americans and the Political System*. New York : Routledge, 400 p.

Sager, Rebecca (2012). *Faith, Politics, and Power: The Politics of Faith-Based Initiatives*. New York : Oxford University Press USA, 264 p.

Sahgal, Neha et Greg Smith (2009). «A religious Portrait of African-Americans ». *Pew Forum on Religion & Public Life*. Récupéré de : <http://www.pewforum.org/2009/01/30/a-religious-portrait-of-african-americans/#2>. Consulté le 15 mars 2014.

Salter, Lucy E. (2004). «Review of Dividing Lines: the Politics of Immigration Control in America» By Daniel J. Tichenor. *Journal of American Ethnic History*, 23 (2) : 88-89.

Sandalow, Marc (1997). « Washington Insight -- The Republicans' Great Black Hope ». *SFGate*, 9 février 1997. Récupéré de : <http://www.sfgate.com/opinion/article/WASHINGTON-INSIGHT-The-Republicans-Great-2854574.php>. Consulté le 15 mars 2014.

Seelye, Katharine Q. (1997). «G.O.P., After Fumbling in 96', Turns to Orator for Response». *The New York Times*, 5 février. Récupéré de : <http://www.nytimes.com/1997/02/05/us/gop-after-fumbling-in-96-turns-to-orator-for-response.html>. Consulté le 16 mars 2015.

Seelye, Katharine Q. (1998). « The Republican Transition: The Overview; Mix of Old and New Is to Lead House G.O.P. ». *The New York Times*, 19 novembre. Récupéré de : <http://www.nytimes.com/1998/11/19/us/the-republican-transition-the-overview-mix-of-old-and-new-is-to-lead-house-gop.html>. Consulté le 16 mars 2015.

Shannon-Missal, Larry (2013). « *Americans Belief in God, Miracles and Heaven Declines* ». *Harris Poll News Room*, 16 décembre. Récupéré de : http://www.theharrispoll.com/health-and-life/Americans__Belief_in_God__Miracles_and_Heaven_Declines.html. Consulté le 15 mars 2014.

Sheingate, Adam D. (2003). « Political Entrepreneurship, Institutional Change, and American Political Development ». *Studies in American Political Development*, (17), automne :185-203.

Shelton, Jason E., et Michael O. Emerson (2012). *Blacks and Whites in Christian America. How Racial Discrimination Shapes Religious Convictions*. New York : New York University Press, 279 p.

Shogren, Elizabeth (1995). « House Approves Sweeping Reform of Welfare System : Legislation: Compromise measure that gives states more power to run anti-poverty programs passes, 245-178, despite veto threat. Close vote is expected today in Senate ». *The Los Angeles Times*, 22 décembre. Récupéré de : http://articles.latimes.com/1995-12-22/news/mn-16890_1_welfare-reform. Consulté le 16 mars 2015.

Sigelman, Lee et al (1995). «Black Candidates, White Voters: Understanding Racial Bias in Political Perceptions». *American Journal of Political Science*, 39(1), 1995 : 243-265.

- Skrentny, John David (1996). *The Ironies of Affirmative Action: Politics, Culture, and Justice in America*. Chicago : University Of Chicago Press, 312 p.
- Sinclair, Barbara (1995). *Legislators, Leaders, and Lawmaking. The U.S. House of Representatives in the Postreform Era*. Baltimore : The John Hopkins University Press, 329 p.
- Sinclair, Barbara (1997). *Unorthodox Lawmaking. New Legislative Processes in the U.S. Congress*. Washington : Congressional Quarterly Inc., 257 p.
- Smith, Robert C. (2010). *Conservatism and Racism and Why in America They are The Same*. Albany : State University of New York Press, 273 p.
- Smith, Steven S. et al (2009). *The American Congress Reader*. New York : Cambridge University Press, 468 p.
- Snyder, Richard C., et al (2002). *Foreign Policy Decision-Making Revisited*. New York : Palgrave Macmillan, 240 p.
- Steeh, Charlotte et Maria Krysan (1996). « Trends: Affirmative Action and the Public, 1970-1995 ». *The Public Opinion Quarterly*, 60 (1) : 128-158.
- Steinhauer, Jennifer (2010). «Black and Republican and Back in Congress». *The New York Times*, 5 novembre. Récupéré de : <http://www.nytimes.com/2010/11/06/us/politics/06house.html>. Consulté le 16 mars 2015.
- Stout, David (1998). «The Republican Transition: Man in the News – Julius Caesar Watts Jr.; A Republican of Many Firsts and Yet a Team Player», *The New York Times*, 19 novembre. Récupéré de : <http://www.nytimes.com/1998/11/19/us/republican-transition-man-julius-caesar-watts-jr-republican-many-firsts-yet-team.html>. Consulté le 16 mars 2015.

Suddath, Claire (2009). «Blue Dog Democrats». *Time*, 28 juillet 2009. Récupéré de : <http://content.time.com/time/politics/article/0,8599,1913057,00.html>, Consulté le 24 avril 2017.

Tapper, Jake (2003). « Fade to White (JC Watts, OK). *Free Republic*, 5 janvier. Récupéré de : <http://www.freerepublic.com/focus/news/817007/posts>. Consulté le 17 mars 2015.

Tate, Katherine (1994). *From protest to politics: the new Black voters in American elections*. Cambridge : Harvard University Press, 221 p.

Tate, Katherine (2010). *What's Going On? Political Incorporation and the Transformation of Black Public Opinion*. Washington : Georgetown University Press, 188 p.

Tate, Katherine (2010). *What's Going On? Political Incorporation and the Transformation of Black Public Opinion*. Washington : Georgetown University Press, 188 p.

The Pew Research Center For The People & The Press (2012). « Trends in American Values : 1987-2012. Partisan Polarization Surges in Bush, Obama Years ». *The Pew Research Center For The People & The Press*. Récupéré de : <http://www.people-press.org/files/legacy-pdf/06-04-12%20Values%20Release.pdf>. Consulté le 29 avril 2014.

The United States Commission on Civil Rights (2005). «The Economic Stagnation of the Black Middle Class». Washington, D.C. 15 juillet. Récupéré de : http://www.usccr.gov/pubs/122805_BlackAmericaStagnation.pdf

Thomas, Jo (1998). «Rising Congressional Leader Experienced in Self-Defense ». *The New York Times*, 16 novembre. Récupéré de : <http://www.nytimes.com/1998/11/16/us/rising-congressional-leader-experienced-in-self-defense.html?pagewanted=2>. Consulté le 16 mai 2015.

Tichenor, Daniel J., (2002). *Dividing Lines: the Politics of Immigration Control in America*. Princeton : Princeton University Press, 400 p.

Tucker-Worgs, Tamelyn (2011). *The Black megachurch : Theology, gender and politics of public engagement*. New York : Baylor University Press, 255 p.

United States Congress (s.d). « Legislation Sponsored or Cosponsored by Gary A. Franks ». Récupéré de : <https://www.congress.gov/member/gary-franks/F000348?q=%7B%22search%22%3A%5B%22Gary+Franks%22%5D%7D&resultIndex=1>. Consulté le 7 avril 2015.

_____. (s.d). « Legislation Sponsored or Cosponsored by J.C. Watts Jr. ». Récupéré de : <https://www.congress.gov/member/j-watts/W000210?q=%7B%22search%22%3A%5B%22J.C+Watts%22%5D%7D&resultIndex=1>. Consulté le 7 avril 2015.

_____. (1991). « CIVIL RIGHTS ACT OF 1991 (House of Representatives) », 7 novembre. Récupéré de : <http://thomas.loc.gov/cgi-bin/query/F?r102:72:/temp/~r102yst3NV:e316816>. Consulté le 7 avril 2015.

_____. (1992). « THE URBAN ENTREPRENEURIAL ACT (House of Representatives) », 23 juin. Récupéré de : <http://thomas.loc.gov/cgi-bin/query/D?r102:3:/temp/~r102fGEqrn>. Consulté le 7 avril 2015.

_____. (1994). « WELFARE REFORM (House of Representatives) », 04 mai. Récupéré de : <http://thomas.loc.gov/cgi-bin/query/F?r103:18:/temp/~r103XqxmAQ:e7910>. Consulté le 7 avril 2015.

_____. (1994). «BUDGET CONTROL ACT OF 1994 -- HON. GARY A. FRANKS (Extension of Remarks)», 22 juillet. Récupéré de : <http://thomas.loc.gov/cgi-bin/query/D?r103:55:/temp/~r103YZkDMX>. Consulté le 8 avril 2015.

_____. (1995). « REPUBLICAN CONTRACT WITH AMERICA » (House of Representatives) », 27 janvier. Récupéré de : <https://www.congress.gov/congressional-record/1995/1/27/house-section/article/h806-5?q=%7B%22search%22%3A%5B%22J.C.+Watts%22%5D%7D&resultIndex=62>. Consulté le 8 avril 2015.

_____. (1995). «CONTRACT WITH AMERICA TAX RELIEF ACT OF 1995 (House of Representatives)», 5 avril. Récupéré de : <http://thomas.loc.gov/cgi-bin/query/F?r104:59:/temp/~r104mUWLF9:e332196>. Consulté le 8 avril 2015.

_____. (2000). « INTRODUCTION OF THE COMMUNITY RENEWAL AND NEW MARKETS ACT (House of Representatives) », 24 juillet. Récupéré de : <https://www.congress.gov/congressional-record/2000/7/24/extensions-of-remarks-section/article/e1311-2?q=%7B%22search%22%3A%5B%22J.C.+Watts%22%5D%7D&resultIndex=28>. Consulté le 8 avril 2015.

_____. (2000). « RECOGNITION FOR SLAVE LABORERS WHO WORKED ON CONSTRUCTION OF UNITED STATES CAPITOL (House of Representatives) », 12 septembre. Récupéré de : <https://www.congress.gov/congressional-record/2000/9/12/house-section/article/h7444-3?q=%7B%22search%22%3A%5B%22J.C.+Watts%22%5D%7D&resultIndex=49>. Consulté le 8 avril 2015.

_____. (2001). « INTRODUCTION OF THE BLACK FARMERS FAIRNESS ACT OF 2001 (House of Representatives) », 15 mai. Récupéré de : <https://www.congress.gov/congressional-record/2001/5/15/extensions-of-remarks-section/article/e806-3?q=%7B%22search%22%3A%5B%22J.C.+Watts%22%5D%7D&resultIndex=19>. Consulté le 8 avril 2015.

United States Equal Employment Opportunity Commission : <https://www.eeoc.gov/>. Consulté le 23 août 2016.

United States History (s.d). « Affirmative Action » Récupéré de : <http://www.u-s-history.com/pages/h1970.html>. Consulté le 23 mai 2016.

United States House of Representatives (s.d). «Gary A. Franks». *History, Art & Archives*. Récupéré de : <http://history.house.gov/People/Detail/13411>. Consulté le 26 février 2015.

United States House of Representatives (s.d). «J.C. Watts». *History, Art & Archives*. Récupéré de : <http://history.house.gov/People/Listing/W/WATTS,-Julius-Cesar,-Jr--%28J--C-%29-%28W000210%29/>. Consulté le 26 février 2015.

Vézina-Bourque, Sandrine (20015). « Le Tea Party et le mouvement Goldwater : un retour aux sources du conservatisme américain ». Mémoire de maîtrise. Département de science politique : UQAM, 155 p.

Wallace, David S., et.al (2008). «African American's Political Attitudes, Party Affiliation, and Voting Behavior». *Journal of Afro American Studies*, avril :139-146.

Wallace, Sherri L., and Angela K. Lewis (2007). «Compassionate Conservatism and African Americans: Politics Puts Faith to Work and Gains New Allies?». *Journal of Afro American Studies*, 10 (75) : 75-93.

- Walters, Ronald W. (2003). *White Nationalism Black Interests. Conservative Public Policy and The Black Community*. Detroit : Wayne State University Press, 339 p.
- Walton Hanes Jr. (1997). *African American Power and Politics. The Political Context Variable*. New York : Columbia University Press, 475 p.
- Walsh, Edward (1998). « For Watts, a Bid to Broaden His Party's Appeal; House GOP's Only Black Member Knows the Spotlight, Aspires to Join Leadership ». *The Washington Post*, 17 novembre. Récupéré de : <http://www.highbeam.com/Search?searchTerm=author%3a%22Edward+Walsh%22&orderBy=Date+DESC>. Consulté le 9 mai 2015.
- Wasniewski, Matthew (2008). *Black Americans in Congress 1870-2007*. Washington : Office of History and Preservation House, 803 p.
- Watts, J.C. Jr., Chriss Watson (2002). *What Color is a Conservative?: My Life and My Politics*. New York : HarperCollins, 304 p.
- Wawro, Gregory (2000). *Legislative Entrepreneurship in the U.S. House of Representatives*. Ann Arbor : University of Michigan Press, 193 pages.
- Will, George F. (1994). « Julius Caesar Watts: An Ex-oklahoma Quarterback Is About To Take On Capitol Hill ». *Philly*, 10 décembre. Récupéré de : http://articles.philly.com/1994-12-10/news/25853008_1_connecticut-s-gary-franks-goldwater-black-conservatives. Consulté le 12 mai 2015.
- Wilson, David C., et Khalilah L., Brown-Dean (2012). « Great[er] Expectations: The Double-Edged Sword of Deracialization ». *National Political Science Review*, 14 : 3-24.
- Zelizer, Julian E. (2004). *On Capitol Hill. The Struggle to Reform Congress and Its Consequences, 1948-2000*. New York : Cambridge University Press, 359 p.

Zoroya, Gregg (1995). «The Sunday Profile : Against the Grain: Gary Franks' stand on affirmative action pits him against other blacks in Congress, and the leaders of his own party.». Los Angeles Times, 6 août. Récupéré de : http://articles.latimes.com/1995-08-06/news/ls-31993_1_affirmative-action-programs. Consulté le 12 mai 2015.

Zuckman, Jill (1995). « Black Republican says party lags on ending preferences Conn. Lawmaker assails Gingrich ». *The Boston Globe*, 6 août. Récupéré de : <http://www.highbeam.com/doc/1P2-8338919.html>. Consulté le 12 mai 2015.